

CONSEIL COMMUNAL DU 23 NOVEMBRE 2020
GEMEENTERAAD VAN 23 NOVEMBER 2020

NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

1 Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 19.10.2020

Le registre de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur, est approuvé à l'unanimité.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 19.10.2020

Het register van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement, werd met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

2 Commission du Conseil communal - composition

Le Conseil communal,

Vu l'article 120 de la nouvelle loi communale, stipulant, d'une part, que le Conseil communal peut créer en son sein des commissions qui ont pour mission de préparer les discussions lors des séances du Conseil communal, en réglant, d'autre part, la répartition des mandats de membres de chaque commission ;

Vu les articles 26 et suivants du règlement d'ordre intérieur du conseil communal ;

Considérant que le groupe PS-sp.a+ souhaite revoir la répartition de ses mandats au sein de la commission "Enseignement - Politiques socio-culturelles - Politique sportive" du Conseil communal, en remplaçant Lucien RIGAUX par Zacharia MOKTAR ;

DECIDE d'arrêter la nouvelle composition de la commission du conseil communal concernée comme suit :

Enseignement
Politiques socio-culturelles (Bibliothèques - Histoire d'Etterbeek et patrimoine culturel - Prix Louis Schmidt - Centre culturel Senghor)
Politique sportive
Bernard DE MARCKEN DE MERKEN
Jean LAURENT
Virginie TAITTINGER
Anne VANDERSANDE
Emeline HOYOUX

Laure-Mélanie DEFECHE
Caroline JOWAY
Françoise DUVOSQUEL
Joanna KAMINSKA
Audrey PETIT
Zacharia MOKTAR
Rachid MADRANE
André DU BUS
Gisèle MANDAILA

Gemeenteraadscommissie - Samenstelling

De Gemeenteraad,

gelet op artikel 120 van de Nieuwe Gemeentewet, bepalende dat enerzijds de Gemeenteraad in zijn midden commissies kan oprichten die als taak hebben de besprekingen van de gemeenteraadszittingen voor te bereiden, en anderzijds de verdeling van de mandaten van lid van elke commissie te regelen;

gelet op artikels 26 en volgende van het reglement van inwendige orde van het Gemeenteraad,

overwegende dat de fractie PS- sp.a + de verdeling van haar mandaten in de commissie Onderwijs - Sociocultureel Beleid - Sportbeleid van de gemeenteraad wil herzien, door Lucien RIGAUX te vervangen door Zacharia MOKTAR;

BESLIST de nieuwe samenstelling van de commissies van de gemeenteraad als volgt vast te stellen:

Onderwijs Sociocultureel Beleid (Bibliotheken – Geschiedenis van Etterbeek en Cultureel Erfgoed – Louis Schmidtprijs – Cultureel Centrum Le Senghor) Sportbeleid
Bernard DE MARCKEN DE MERKEN
Jean LAURENT
Virginie TAITTINGER
Anne VANDERSANDE
Emeline HOUYOUX
Laure-Mélanie DEFECHE
Caroline JOWAY
Françoise DUVOSQUEL
Joanna KAMINSKA
Audrey PETIT
Zacharia MOKTAR
Rachid MADRANE
André DU BUS
Gisèle MANDAILA

3 Délégations et mandats - asbl "La clé / Maison des jeunes"

Le Conseil communal,

Vu les élections communales du 14 octobre 2018 et l'installation d'un nouveau Conseil communal

d'Etterbeek en date du 6 décembre 2018;

Considérant qu'à la suite de ces élections et de cette installation, il y a lieu de procéder au renouvellement des représentants de la commune auprès de divers organismes publics ou d'intérêt public;

Considérant que l'article 36 de l'ordonnance du 05.07.2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale stipule notamment que "le conseil communal désigne les représentants de la commune au sein de l'assemblée générale de l'asbl communale. Au moins un tiers des représentants sont de sexe différent";

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale;

DESIGNE

Yassine AKHALOUI
Olivier COPPENS
Laure-Mélanie DEFECHE
Thibault DELEIXHE
Pierre-Charles de DORLODOT
David DUBOIS
Pauline GOEMINNE
Elfaniel REZETTE
Ilona SWENNE
Anne VANDERSANDE

en qualités de membres de l'asbl Maison des Jeunes d'Etterbeek "La clé"

Conformément à l'article 36 §4 de l'ordonnance du 5 juillet 2018, cette désignation vaut jusqu'à ce que le prochain nouveau Conseil communal ait procédé à leur remplacement.

Afvaardigingen en mandaten - vzw "La clé/maison des jeunes"

De Gemeenteraad,

Gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van 14 oktober 2108 en de installatie van de nieuwe gemeenteraad op 6 december 2018;

Overwegende dat er naar aanleiding van deze verkiezingen en installatie nieuwe afgevaardigden aangesteld moeten worden om de gemeente te vertegenwoordigen in verschillende overheidsinstanties of instanties van openbaar nut;

Overwegende dat artikel 36 van de ordonnantie van 05.07.2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten het volgende bepaalt: "De gemeenteraad stelt de vertegenwoordigers van de gemeente in de algemene vergadering van de gemeentelijke vzw aan. Ten minste een derde van de vertegenwoordigers zijn niet van hetzelfde geslacht ";

Gelet op artikel 120 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet;

BENOEMT

Yassine AKHALOUI
Olivier COPPENS
Laure-Mélanie DEFECHE

Thibault DELEIXHE
Pierre-Charles de DORLODOT
David DUBOIS
Pauline GOEMINNE
Elfaniel REZETTE
Ilona SWENNE
Anne VANDERSANDE

als lid van de vzw " Maison des Jeunes"

Conform artikel 36 §4 Ordonnantie van 5 juli 2018, blijft deze aanstelling van kracht tot de nieuwe gemeenteraad hen heeft vervangen.

4 **Arrêtés de police du Bourgmestre de réquisition du personnel - Prise de connaissance**

Le Bourgmestre,

Vu la loi relative à la sécurité civile du 15 mai 2007, notamment les articles 11, 181 et 187 ;

Vu l'Arrêté Royal du 25 avril 2014 fixant les modalités du pouvoir de réquisition visé à l'article 181 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile ;

Vu les réglementations fédérales et régionales prise ces derniers mois pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 28.10.2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 affirme qu'il est indispensable (...) que les écoles restent ouvertes au maximum ;

Vu le principe général de la continuité du service public ;

Considérant que, pour atteindre ce but, il convient que les conditions d'hygiène et de prévention soient assurées dans les locaux concernés ;

Considérant que, dans le contexte sanitaire troublé de la pandémie de Covid, un absentéisme notamment parmi le personnel d'entretien communal est à déplorer, ce qui rend impossible l'entretien et le nettoyage de certaines écoles, y interdisant ainsi la poursuite des activités ;

Vu l'urgence et la force majeure ;

Considérant que ces activités font parties des missions d'intérêt public de la commune ; que la continuité des activités scolaires menace de ne plus être garantie dans des conditions acceptables, risquant ainsi de porter ainsi un préjudice à la santé des enfants, de même qu'à la formation qui doit leur être donnée et à l'équilibre qui doit leur être garanti ;

Considérant que, après avoir fait la balance des intérêts en présence, l'autorité estime être dans l'obligation de se prémunir contre tout dysfonctionnement qui pourrait augmenter ce risque ;

Considérant que pour assurer ledit service, toute personne physique majeure se trouvant sur le territoire belge peut être réquisitionnée ;

Considérant que l'autorité fédérale a imposé la fermeture des infrastructures sportives, et donc notamment du Centre des Sports et de la piscine communale l'Espadon ; que le personnel de l'asbl communale du

Centre des sports doit donc momentanément cesser ses activités dans lesdits bâtiments ; qu'il convient, dès lors, de faire prester ces personnes, là où leur travail est rendu indispensable par la situation exceptionnelle et où un besoin urgent s'en fait sentir ;

Considérant que les personnes réquisitionnées pour accomplir le service obtiendront par ailleurs une rémunération correspondant au barème horaire du secteur et effectueront ces missions dans les horaires prévus au dispositif mais ne dépassant pas l'horaire d'un régime de travail habituel ;

Considérant que, vu l'urgence, l'autorité n'est pas en mesure de faire précéder sa décision par l'audition préalable des personnes concernées ; Qu'elle reste cependant disposée, par toute voie possible, à entendre les observations individuelles de ceux-ci ;

Considérant enfin, à défaut de prestation sur base conventionnelle, que l'autorité en appellera à la réquisition légale par l'autorité de police administrative ;

ARRÊTE :

Article 1 :

Monsieur Sliaras Christos

Né le 31 mars 1964 à Hensies

Domicilié rue de l'Egalité 4, 1040 Bruxelles.

Est réquisitionné à partir du 03.11.2020 aux fins de prester des services d'entretien et de nettoyage dans les écoles communales, sous la supervision du service Enseignement de la commune d'Etterbeek.

L'horaire de prestation sera le suivant :

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié à son destinataire.

Tout dommage occasionné aux personnes requises et résultant d'accidents survenus dans le cours ou par le fait de l'exécution des opérations en vue desquelles la réquisition a eu lieu sera indemnisé.

Article 3 : Conformément à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête est adressée au greffe du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat <http://eproadmin.raadvst-consetat.be> . Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Le Bourgmestre,

Vu la loi relative à la sécurité civile du 15 mai 2007, notamment les articles 11, 181 et 187 ;

Vu l'Arrêté Royal du 25 avril 2014 fixant les modalités du pouvoir de réquisition visé à l'article 181 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile ;

Vu les réglementations fédérales et régionales prise ces derniers mois pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 28.10.2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 affirme qu'il est indispensable (...) que les écoles restent ouvertes au maximum ;

Vu le principe général de la continuité du service public ;

Considérant que, pour atteindre ce but, il convient que les conditions d'hygiène et de prévention soient assurées dans les locaux concernés ;

Considérant que, dans le contexte sanitaire troublé de la pandémie de Covid, un absentéisme notamment parmi le personnel d'entretien communal est à déplorer, ce qui rend impossible l'entretien et le nettoyage de certaines écoles, y interdisant ainsi la poursuite des activités ;

Vu l'urgence et la force majeure ;

Considérant que ces activités font parties des missions d'intérêt public de la commune ; que la continuité des activités scolaires menace de ne plus être garantie dans des conditions acceptables, risquant ainsi de porter ainsi un préjudice à la santé des enfants, de même qu'à la formation qui doit leur être donnée et à l'équilibre qui doit leur être garanti ;

Considérant que, après avoir fait la balance des intérêts en présence, l'autorité estime être dans l'obligation de se prémunir contre tout dysfonctionnement qui pourrait augmenter ce risque ;

Considérant que pour assurer ledit service, toute personne physique majeure se trouvant sur le territoire belge peut être réquisitionnée ;

Considérant que l'autorité fédérale a imposé la fermeture des infrastructures sportives, et donc notamment du Centre des Sports et de la piscine communale l'Espadon ; que le personnel de l'asbl communale du Centre des sports doit donc momentanément cesser ses activités dans lesdits bâtiments ; qu'il convient, dès lors, de faire prester ces personnes, là où leur travail est rendu indispensable par la situation exceptionnelle et où un besoin urgent s'en fait sentir ;

Considérant que les personnes réquisitionnées pour accomplir le service obtiendront par ailleurs une rémunération correspondant au barème horaire du secteur et effectueront ces missions dans les horaires prévus au dispositif mais ne dépassant pas l'horaire d'un régime de travail habituel ;

Considérant que, vu l'urgence, l'autorité n'est pas en mesure de faire précéder sa décision par l'audition préalable des personnes concernées ; Qu'elle reste cependant disposée, par toute voie possible, à entendre les observations individuelles de ceux-ci ;

Considérant enfin, à défaut de prestation sur base conventionnelle, que l'autorité en appellera à la réquisition légale par l'autorité de police administrative ;

ARRÊTE :

Article 1 :
Monsieur Mouro Samir

Né le 14 septembre 1971 à Oran

Domicilié chaussée de Wavre 305, 1040 Bruxelles.

Est réquisitionné à partir du 03.11.2020 aux fins de prester des services d'entretien et de nettoyage dans les écoles communales, sous la supervision du service Enseignement de la commune d'Etterbeek.

L'horaire de prestation sera le suivant :

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié à son destinataire.

Tout dommage occasionné aux personnes requises et résultant d'accidents survenus dans le cours ou par le fait de l'exécution des opérations en vue desquelles la réquisition a eu lieu sera indemnisé.

Article 3 : Conformément à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête est adressée au greffe du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat <http://eproadmin.raadvst-consetat.be> . Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Le Bourgmestre,

Vu la loi relative à la sécurité civile du 15 mai 2007, notamment les articles 11, 181 et 187 ;

Vu l'Arrêté Royal du 25 avril 2014 fixant les modalités du pouvoir de réquisition visé à l'article 181 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile ;

Vu les réglementations fédérales et régionales prise ces derniers mois pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 28.10.2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 affirme qu'il est indispensable (...) que les écoles restent ouvertes au maximum ;

Vu le principe général de la continuité du service public ;

Considérant que, pour atteindre ce but, il convient que les conditions d'hygiène et de prévention soient assurées dans les locaux concernés ;

Considérant que, dans le contexte sanitaire troublé de la pandémie de Covid, un absentéisme notamment parmi le personnel d'entretien communal est à déplorer, ce qui rend impossible l'entretien et le nettoyage de certaines écoles, y interdisant ainsi la poursuite des activités ;

Vu l'urgence et la force majeure ;

Considérant que ces activités font parties des missions d'intérêt public de la commune ; que la continuité des activités scolaires menace de ne plus être garantie dans des conditions acceptables, risquant ainsi de

porter ainsi un préjudice à la santé des enfants, de même qu'à la formation qui doit leur être donnée et à l'équilibre qui doit leur être garanti ;

Considérant que, après avoir fait la balance des intérêts en présence, l'autorité estime être dans l'obligation de se prémunir contre tout dysfonctionnement qui pourrait augmenter ce risque ;

Considérant que pour assurer ledit service, toute personne physique majeure se trouvant sur le territoire belge peut être réquisitionnée ;

Considérant que l'autorité fédérale a imposé la fermeture des infrastructures sportives, et donc notamment du Centre des Sports et de la piscine communale l'Espadon ; que le personnel de l'asbl communale du Centre des sports doit donc momentanément cesser ses activités dans lesdits bâtiments ; qu'il convient, dès lors, de faire prestre ces personnes, là où leur travail est rendu indispensable par la situation exceptionnelle et où un besoin urgent s'en fait sentir ;

Considérant que les personnes réquisitionnées pour accomplir le service obtiendront par ailleurs une rémunération correspondant au barème horaire du secteur et effectueront ces missions dans les horaires prévus au dispositif mais ne dépassant pas l'horaire d'un régime de travail habituel ;

Considérant que, vu l'urgence, l'autorité n'est pas en mesure de faire précéder sa décision par l'audition préalable des personnes concernées ; Qu'elle reste cependant disposée, par toute voie possible, à entendre les observations individuelles de ceux-ci ;

Considérant enfin, à défaut de prestation sur base conventionnelle, que l'autorité en appellera à la réquisition légale par l'autorité de police administrative ;

ARRÊTE :

Article 1 :

Monsieur Mansor Tarik

Né le 25 novembre 1978 à Oujda

Domicilié Ruisbroeksesteenweg 123, 1600 St Pieters Leeuw.

Est réquisitionné à partir du 07.11.2020 aux fins de prester des services d'entretien et de nettoyage dans les écoles communales, sous la supervision du service Enseignement de la commune d'Etterbeek.

L'horaire de prestation sera le suivant :

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié à son destinataire.

Tout dommage occasionné aux personnes requises et résultant d'accidents survenus dans le cours ou par le fait de l'exécution des opérations en vue desquelles la réquisition a eu lieu sera indemnisé.

Article 3 : Conformément à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête est adressée au greffe du Conseil d'État, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la

carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat <http://eproadmin.raadvst-consetat.be> . Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Le Bourgmestre,

Vu la loi relative à la sécurité civile du 15 mai 2007, notamment les articles 11, 181 et 187 ;

Vu l'Arrêté Royal du 25 avril 2014 fixant les modalités du pouvoir de réquisition visé à l'article 181 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile ;

Vu les réglementations fédérales et régionales prise ces derniers mois pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 28.10.2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 affirme qu'il est indispensable (...) que les écoles restent ouvertes au maximum ;

Vu le principe général de la continuité du service public ;

Considérant que, pour atteindre ce but, il convient que les conditions d'hygiène et de prévention soient assurées dans les locaux concernés ;

Considérant que, dans le contexte sanitaire troublé de la pandémie de Covid, un absentéisme notamment parmi le personnel d'entretien communal est à déplorer, ce qui rend impossible l'entretien et le nettoyage de certaines écoles, y interdisant ainsi la poursuite des activités ;

Vu l'urgence et la force majeure ;

Considérant que ces activités font parties des missions d'intérêt public de la commune ; que la continuité des activités scolaires menace de ne plus être garantie dans des conditions acceptables, risquant ainsi de porter ainsi un préjudice à la santé des enfants, de même qu'à la formation qui doit leur être donnée et à l'équilibre qui doit leur être garanti ;

Considérant que, après avoir fait la balance des intérêts en présence, l'autorité estime être dans l'obligation de se prémunir contre tout dysfonctionnement qui pourrait augmenter ce risque ;

Considérant que pour assurer ledit service, toute personne physique majeure se trouvant sur le territoire belge peut être réquisitionnée ;

Considérant que l'autorité fédérale a imposé la fermeture des infrastructures sportives, et donc notamment du Centre des Sports et de la piscine communale l'Espadon ; que le personnel de l'asbl communale du Centre des sports doit donc momentanément cesser ses activités dans lesdits bâtiments ; qu'il convient, dès lors, de faire prester ces personnes, là où leur travail est rendu indispensable par la situation exceptionnelle et où un besoin urgent s'en fait sentir ;

Considérant que les personnes réquisitionnées pour accomplir le service obtiendront par ailleurs une rémunération correspondant au barème horaire du secteur et effectueront ces missions dans les horaires prévus au dispositif mais ne dépassant pas l'horaire d'un régime de travail habituel ;

Considérant que, vu l'urgence, l'autorité n'est pas en mesure de faire précéder sa décision par l'audition préalable des personnes concernées ; Qu'elle reste cependant disposée, par toute voie possible, à entendre les observations individuelles de ceux-ci ;

Considérant enfin, à défaut de prestation sur base conventionnelle, que l'autorité en appellera à la réquisition légale par l'autorité de police administrative ;

ARRÊTE :

Article 1 :

Monsieur Nelis Mathieu

Né le 9 juin 1999 à Ixelles

Domicilié Chaussée de Wavre 319/323, 1040 Bruxelles.

Est réquisitionné à partir du 03.11.2020 aux fins de prester des services d'entretien et de nettoyage dans les écoles communales, sous la supervision du service Enseignement de la commune d'Etterbeek.

L'horaire de prestation sera le suivant :

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié à son destinataire.

Tout dommage occasionné aux personnes requises et résultant d'accidents survenus dans le cours ou par le fait de l'exécution des opérations en vue desquelles la réquisition a eu lieu sera indemnisé.

Article 3 : Conformément à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête est adressée au greffe du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat <http://eproadmin.raadvst-consetat.be> . Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Le Bourgmestre,

Vu la loi relative à la sécurité civile du 15 mai 2007, notamment les articles 11, 181 et 187 ;

Vu l'Arrêté Royal du 25 avril 2014 fixant les modalités du pouvoir de réquisition visé à l'article 181 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile ;

Vu les réglementations fédérales et régionales prise ces derniers mois pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 28.10.2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 affirme qu'il est indispensable (...) que les écoles restent ouvertes au maximum ;

Vu le principe général de la continuité du service public ;

Considérant que, pour atteindre ce but, il convient que les conditions d'hygiène et de prévention soient assurées dans les locaux concernés ;

Considérant que, dans le contexte sanitaire troublé de la pandémie de Covid, un absentéisme notamment parmi le personnel d'entretien communal est à déplorer, ce qui rend impossible l'entretien et le nettoyage de certaines écoles, y interdisant ainsi la poursuite des activités ;

Vu l'urgence et la force majeure ;

Considérant que ces activités font parties des missions d'intérêt public de la commune ; que la continuité des activités scolaires menace de ne plus être garantie dans des conditions acceptables, risquant ainsi de porter ainsi un préjudice à la santé des enfants, de même qu'à la formation qui doit leur être donnée et à l'équilibre qui doit leur être garanti ;

Considérant que, après avoir fait la balance des intérêts en présence, l'autorité estime être dans l'obligation de se prémunir contre tout dysfonctionnement qui pourrait augmenter ce risque ;

Considérant que pour assurer ledit service, toute personne physique majeure se trouvant sur le territoire belge peut être réquisitionnée ;

Considérant que l'autorité fédérale a imposé la fermeture des infrastructures sportives, et donc notamment du Centre des Sports et de la piscine communale l'Espadon ; que le personnel de l'asbl communale du Centre des sports doit donc momentanément cesser ses activités dans lesdits bâtiments ; qu'il convient, dès lors, de faire prester ces personnes, là où leur travail est rendu indispensable par la situation exceptionnelle et où un besoin urgent s'en fait sentir ;

Considérant que les personnes réquisitionnées pour accomplir le service obtiendront par ailleurs une rémunération correspondant au barème horaire du secteur et effectueront ces missions dans les horaires prévus au dispositif mais ne dépassant pas l'horaire d'un régime de travail habituel ;

Considérant que, vu l'urgence, l'autorité n'est pas en mesure de faire précéder sa décision par l'audition préalable des personnes concernées ; Qu'elle reste cependant disposée, par toute voie possible, à entendre les observations individuelles de ceux-ci ;

Considérant enfin, à défaut de prestation sur base conventionnelle, que l'autorité en appellera à la réquisition légale par l'autorité de police administrative ;

ARRÊTE :

Article 1 :

Madame Jennifer VAN LIPPEVELDE

Domiciliée rue du Cornet, 7, 1040 Bruxelles.

Est réquisitionnée à partir du 16.11.2020 aux fins de prester des services d'entretien et de nettoyage dans les écoles communales, sous la supervision du service Enseignement de la commune d'Etterbeek.

L'horaire de prestation sera de 9 h à 17h, en continu.

Article 2 :

Le présent arrêté sera notifié à sa destinataire.

Tout dommage occasionné aux personnes requises et résultant d'accidents survenus dans le cours ou par le fait de l'exécution des opérations en vue desquelles la réquisition a eu lieu sera indemnisé.

Article 3 :

Conformément à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête est adressée au greffe du Conseil d'État, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Le Bourgmestre,

Vu la loi relative à la sécurité civile du 15 mai 2007, notamment les articles 11, 181 et 187 ;

Vu l'Arrêté Royal du 25 avril 2014 fixant les modalités du pouvoir de réquisition visé à l'article 181 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile ;

Vu les réglementations fédérales et régionales prise ces derniers mois pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 28.10.2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 affirme qu'il est indispensable (...) que les écoles restent ouvertes au maximum ;

Vu le principe général de la continuité du service public ;

Considérant que, pour atteindre ce but, il convient que les conditions de sécurité et de prévention soient assurées dans les locaux concernés ;

Considérant que, dans le contexte sanitaire troublé de la pandémie de Covid, un absentéisme notamment parmi le personnel de surveillance dans les écoles est à déplorer, ce qui rend impossible la gestion des élèves de certaines écoles, y interdisant ainsi la poursuite des activités ;

Vu l'urgence et la force majeure ;

Considérant que ces activités font parties des missions d'intérêt public de la commune ; que la continuité des activités scolaires menace de ne plus être garantie dans des conditions acceptables, risquant ainsi de porter ainsi un préjudice à la santé des enfants, de même qu'à la formation qui doit leur être donnée et à l'équilibre qui doit leur être garanti ;

Considérant que, après avoir fait la balance des intérêts en présence, l'autorité estime être dans l'obligation de se prémunir contre tout dysfonctionnement qui pourrait augmenter ce risque ;

Considérant que pour assurer ledit service, toute personne physique majeure se trouvant sur le territoire belge peut être réquisitionnée ;

Considérant que l'autorité fédérale a imposé la fermeture des infrastructures sportives, et donc notamment

du Centre des Sports et de la piscine communale l'Espadon ; que le personnel de l'asbl communale du Centre des sports doit donc momentanément cesser ses activités dans lesdits bâtiments ; qu'il convient, dès lors, de faire prester ces personnes, là où leur travail est rendu indispensable par la situation exceptionnelle et où un besoin urgent s'en fait sentir ;

Considérant que les personnes réquisitionnées pour accomplir le service obtiendront par ailleurs une rémunération correspondant au barème horaire du secteur et effectueront ces missions dans les horaires prévus au dispositif mais ne dépassant pas l'horaire d'un régime de travail habituel ;

Considérant que, vu l'urgence, l'autorité n'est pas en mesure de faire précéder sa décision par l'audition préalable des personnes concernées ; Qu'elle reste cependant disposée, par toute voie possible, à entendre les observations individuelles de ceux-ci ;

Considérant enfin, à défaut de prestation sur base conventionnelle, que l'autorité en appellera à la réquisition légale par l'autorité de police administrative ;

ARRÊTE :

Article 1 :

Monsieur Geoffrey VAN DE PUTTE

Domicilié Av. Edouard de Thibault 53, Bte 68, 1040 Bruxelles.

Est réquisitionné à partir du 16.11.2020 aux fins de prester des services de surveillance des enfants dans les écoles communales, sous la supervision du service Enseignement de la commune d'Etterbeek.

L'horaire de prestation sera de 9 h à 17h, en continu.

Article 2 :

Le présent arrêté sera notifié à son destinataire.

Tout dommage occasionné aux personnes requises et résultant d'accidents survenus dans le cours ou par le fait de l'exécution des opérations en vue desquelles la réquisition a eu lieu sera indemnisé.

Article 3 :

Conformément à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête est adressée au greffe du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat <http://eproadmin.raadvst-consetat.be> . Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Le Bourgmestre,

Vu la loi relative à la sécurité civile du 15 mai 2007, notamment les articles 11, 181 et 187 ;

Vu l'Arrêté Royal du 25 avril 2014 fixant les modalités du pouvoir de réquisition visé à l'article 181 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile ;

Vu les réglementations fédérales et régionales prise ces derniers mois pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 28.10.2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 affirme qu'il est indispensable (...) que les écoles restent ouvertes au maximum ;

Vu le principe général de la continuité du service public ;

Considérant que, pour atteindre ce but, il convient que les conditions de sécurité et de prévention soient assurées dans les locaux concernés ;

Considérant que, dans le contexte sanitaire troublé de la pandémie de Covid, un absentéisme notamment parmi le personnel de surveillance dans les écoles est à déplorer, ce qui rend impossible la gestion des élèves de certaines d'entre elles, y interdisant ainsi la poursuite des activités ;

Vu l'urgence et la force majeure ;

Considérant que ces activités font parties des missions d'intérêt public de la commune ; que la continuité des activités scolaires menace de ne plus être garantie dans des conditions acceptables, risquant ainsi de porter ainsi un préjudice à la santé des enfants, de même qu'à la formation qui doit leur être donnée et à l'équilibre qui doit leur être garanti ;

Considérant que, après avoir fait la balance des intérêts en présence, l'autorité estime être dans l'obligation de se prémunir contre tout dysfonctionnement qui pourrait augmenter ce risque ;

Considérant que pour assurer ledit service, toute personne physique majeure se trouvant sur le territoire belge peut être réquisitionnée ;

Considérant que l'autorité fédérale a imposé la fermeture des infrastructures sportives, et donc notamment du Centre des Sports et de la piscine communale l'Espadon ; que le personnel de l'asbl communale du Centre des sports doit donc momentanément cesser ses activités dans lesdits bâtiments ; qu'il convient, dès lors, de faire prester ces personnes, là où leur travail est rendu indispensable par la situation exceptionnelle et où un besoin urgent s'en fait sentir ;

Considérant que les personnes réquisitionnées pour accomplir le service obtiendront par ailleurs une rémunération correspondant au barème horaire du secteur et effectueront ces missions dans les horaires prévus au dispositif mais ne dépassant pas l'horaire d'un régime de travail habituel ;

Considérant que, vu l'urgence, l'autorité n'est pas en mesure de faire précéder sa décision par l'audition préalable des personnes concernées ; Qu'elle reste cependant disposée, par toute voie possible, à entendre les observations individuelles de ceux-ci ;

Considérant enfin, à défaut de prestation sur base conventionnelle, que l'autorité en appellera à la réquisition légale par l'autorité de police administrative ;

ARRÊTE :

Article 1 :

Monsieur Paul FAGART

Domicilié rue de la Station, 80, 1200 Bruxelles.

Est réquisitionné à partir du 16.11.2020 aux fins de prester des services de surveillance des enfants dans les

écoles communales, sous la supervision du service Enseignement de la commune d'Etterbeek.

L'horaire de prestation sera de 9 h à 17h, en continu.

Article 2 :

Le présent arrêté sera notifié à son destinataire.

Tout dommage occasionné aux personnes requises et résultant d'accidents survenus dans le cours ou par le fait de l'exécution des opérations en vue desquelles la réquisition a eu lieu sera indemnisé.

Article 3 :

Conformément à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête est adressée au greffe du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat <http://eproadmin.raadvst-consetat.be> . Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Politiebesluiten van de burgemeester tot opvordering van het personeel – Kennisneming

De burgemeester,

gelet op de wet betreffende de civiele veiligheid van 15 mei 2007, in het bijzonder artikels 11, 181 en 187;

gelet op het koninklijk besluit van 25 april 2014 tot vaststelling van de modaliteiten van de opvorderingsbevoegdheid bedoeld in artikel 181 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid;

gelet op de federale en gewestelijke reglementeringen die de voorbije maanden werden genomen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

overwegende dat het ministerieel besluit van 28.10.2020 houdende de dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken bevestigt dat het noodzakelijk is (...) dat de scholen zoveel mogelijk openblijven;

gelet op het algemene principe van de continuïteit van de openbare dienstverlening;

overwegende dat er, om daarin te slagen, moet voor worden gezorgd dat de hygiënische en preventieve omstandigheden in de betrokken lokalen worden verzekerd;

overwegende dat er in de moeilijke gezondheidscontext van de Covid-pandemie verzuim te betreuren is bij het gemeentelijke onderhoudspersoneel waardoor het onmogelijk is om bepaalde scholen te onderhouden en schoon te maken en waardoor de activiteiten er dus niet kunnen worden voortgezet;

gelet op de dringendheid en de overmacht;

overwegende dat deze activiteiten deel uitmaken van de taken van algemeen belang van de gemeente; dat de continuïteit van de schoolactiviteiten niet langer onder aanvaardbare voorwaarden dreigt te kunnen worden gegarandeerd, waardoor het risico bestaat dat de gezondheid van de kinderen wordt geschaad

alsook de opleiding die hen moet worden gegeven en het evenwicht dat hen moet worden gegarandeerd;

overwegende dat de overheid een afweging van de belangen heeft gemaakt en van mening is dat zij verplicht is om zich te beschermen tegen elke verstoring van de werking die dat risico zou kunnen vergroten;

overwegende dat elke meerderjarige natuurlijke persoon op het Belgische grondgebied kan worden opgevorderd om die dienst te verzekeren;

overwegende dat de federale overheid de sluiting van de sportinfrastructuren heeft opgelegd en dus in het bijzonder van het sportcentrum en het gemeentelijk zwembad Espadon; dat het personeel van de gemeentelijke vzw van het sportcentrum zijn activiteiten in die gebouwen dus tijdelijk moet staken; dat het dus is aangewezen om die mensen prestaties te laten uitvoeren daar waar hun werk door de uitzonderlijke situatie noodzakelijk is geworden en waar zich een dringende behoefte laat voelen;

overwegende dat de mensen die worden opgevorderd om de dienst uit te voeren bovendien een vergoeding zullen ontvangen die overeenkomt met het uurtarief van de sector en deze opdrachten zullen uitvoeren tijdens de voorziene uren, die de normale werkuren niet zullen overschrijden;

overwegende dat de overheid gezien de dringendheid niet in staat is om de betrokkenen te horen voordat ze haar beslissing neemt; overwegende dat zij echter wel bereid is om via alle mogelijke manieren te luisteren naar hun individuele opmerkingen;

overwegende dat de overheid bij gebrek aan prestaties op basis van een overeenkomst een beroep zal doen op de opvoering door de bestuurlijke politieoverheid;

VERORDENT

Artikel 1:

De heer Sliaras Christos

Geboren op 31 maart 1964 in Hensies

Gedomicilieerd Gelijkheidstraat 4 in 1040 Brussel

Wordt vanaf 03.11.2020 opgevorderd om onderhouds- en schoonmaakdiensten te presteren in de gemeentescholen onder de supervisie van de dienst Onderwijs van de gemeente Etterbeek.

Het uurrooster voor de prestaties is het volgende:

Artikel 2: De bestemming zal in kennis worden gesteld van deze verordening.

Schade die veroorzaakt werd aan de opgevorderde personen en voortvloeit uit ongevallen die plaatsvonden in de loop van of door het feit van de uitvoering van de operaties met het oog waarop de opvoering plaatsvond zal worden vergoed.

Artikel 3: In overeenstemming met artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan een beroep tot nietigverklaring ingediend worden bij de afdeling Administratie van de Raad van State wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend worden binnen 60 dagen na betekening van dit besluit. Het verzoekschrift dient aan de griffie van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 in 1040 Brussel, te worden toegezonden, hetzij per post met een aangetekend schrijven, hetzij volgens de elektronische procedure aan de hand van

de identiteitskaart op de beveiligde website van de Raad van State <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Er kan tevens een vordering tot schorsing van dit besluit ingediend worden, in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

De burgemeester,

gelet op de wet betreffende de civiele veiligheid van 15 mei 2007, in het bijzonder artikels 11, 181 en 187;

gelet op het koninklijk besluit van 25 april 2014 tot vaststelling van de modaliteiten van de opvorderingsbevoegdheid bedoeld in artikel 181 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid;

gelet op de federale en gewestelijke reglementeringen die de voorbije maanden werden genomen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

overwegende dat het ministerieel besluit van 28.10.2020 houdende de dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken bevestigt dat het noodzakelijk is (...) dat de scholen zoveel mogelijk openblijven;

gelet op het algemene principe van de continuïteit van de openbare dienstverlening;

overwegende dat er, om daarin te slagen, moet voor worden gezorgd dat de hygiënische en preventieve omstandigheden in de betrokken lokalen worden verzekerd;

overwegende dat er in de moeilijke gezondheidscontext van de Covid-pandemie verzuim te betreuren is bij het gemeentelijke onderhoudspersoneel waardoor het onmogelijk is om bepaalde scholen te onderhouden en schoon te maken en waardoor de activiteiten er dus niet kunnen worden voortgezet;

gelet op de dringendheid en de overmacht;

overwegende dat deze activiteiten deel uitmaken van de taken van algemeen belang van de gemeente; dat de continuïteit van de schoolactiviteiten niet langer onder aanvaardbare voorwaarden dreigt te kunnen worden gegarandeerd, waardoor het risico bestaat dat de gezondheid van de kinderen wordt geschaad alsook de opleiding die hen moet worden gegeven en het evenwicht dat hen moet worden gegarandeerd;

overwegende dat de overheid een afweging van de belangen heeft gemaakt en van mening is dat zij verplicht is om zich te beschermen tegen elke verstoring van de werking die dat risico zou kunnen vergroten;

overwegende dat elke meerderjarige natuurlijke persoon op het Belgische grondgebied kan worden opgevorderd om die dienst te verzekeren;

overwegende dat de federale overheid de sluiting van de sportinfrastructuur heeft opgelegd en dus in het bijzonder van het sportcentrum en het gemeentelijk zwembad Espadon; dat het personeel van de gemeentelijke vzw van het sportcentrum zijn activiteiten in die gebouwen dus tijdelijk moet staken; dat het dus is aangewezen om die mensen prestaties te laten uitvoeren daar waar hun werk door de uitzonderlijke situatie noodzakelijk is geworden en waar zich een dringende behoefte laat voelen;

overwegende dat de mensen die worden opgevorderd om de dienst uit te voeren bovendien een vergoeding zullen ontvangen die overeenkomt met het uurtarief van de sector en deze opdrachten zullen uitvoeren

tijdens de voorziene uren, die de normale werkuren niet zullen overschrijden;

overwegende dat de overheid gezien de dringendheid niet in staat is om de betrokkenen te horen voordat ze haar beslissing neemt; overwegende dat zij echter wel bereid is om via alle mogelijke manieren te luisteren naar hun individuele opmerkingen;

overwegende dat de overheid bij gebrek aan prestaties op basis van een overeenkomst een beroep zal doen op de opvordering door de bestuurlijke politieoverheid;

VERORDENT

Artikel 1:

De heer Mouro Samir

Geboren op 14 september 1971 in Oran

Gedomicilieerd Waversesteenweg 305, 1040 Brussel

Wordt vanaf 03.11.2020 opgevorderd om onderhouds- en schoonmaakdiensten te presteren in de gemeentescholen onder de supervisie van de dienst Onderwijs van de gemeente Etterbeek.

Het uurrooster voor de prestaties is het volgende:

Artikel 2: De bestemming zal in kennis worden gesteld van deze verordening.

Schade die veroorzaakt werd aan de opgevorderde personen en voortvloeit uit ongevallen die plaatsvonden in de loop van of door het feit van de uitvoering van de operaties met het oog waarop de opvordering plaatsvond zal worden vergoed.

Artikel 3: In overeenstemming met artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan een beroep tot nietigverklaring ingediend worden bij de afdeling Administratie van de Raad van State wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend worden binnen 60 dagen na betekening van dit besluit. Het verzoekschrift dient aan de griffie van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 in 1040 Brussel, te worden toegezonden, hetzij per post met een aangetekend schrijven, hetzij volgens de elektronische procedure aan de hand van de identiteitskaart op de beveiligde website van de Raad van State <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Er kan tevens een vordering tot schorsing van dit besluit ingediend worden, in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

De burgemeester,

gelet op de wet betreffende de civiele veiligheid van 15 mei 2007, in het bijzonder artikels 11, 181 en 187;

gelet op het koninklijk besluit van 25 april 2014 tot vaststelling van de modaliteiten van de opvorderingsbevoegdheid bedoeld in artikel 181 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid;

gelet op de federale en gewestelijke reglementeringen die de voorbije maanden werden genomen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

overwegende dat het ministerieel besluit van 28.10.2020 houdende de dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken bevestigt dat het noodzakelijk is (...) dat de scholen zoveel mogelijk openblijven;

gelet op het algemene principe van de continuïteit van de openbare dienstverlening;

overwegende dat er, om daarin te slagen, moet voor worden gezorgd dat de hygiënische en preventieve omstandigheden in de betrokken lokalen worden verzekerd;

overwegende dat er in de moeilijke gezondheidscontext van de Covid-pandemie verzuim te betreuren is bij het gemeentelijke onderhoudspersoneel waardoor het onmogelijk is om bepaalde scholen te onderhouden en schoon te maken en waardoor de activiteiten er dus niet kunnen worden voortgezet;

gelet op de dringendheid en de overmacht;

overwegende dat deze activiteiten deel uitmaken van de taken van algemeen belang van de gemeente; dat de continuïteit van de schoolactiviteiten niet langer onder aanvaardbare voorwaarden dreigt te kunnen worden gegarandeerd, waardoor het risico bestaat dat de gezondheid van de kinderen wordt geschaad alsook de opleiding die hen moet worden gegeven en het evenwicht dat hen moet worden gegarandeerd;

overwegende dat de overheid een afweging van de belangen heeft gemaakt en van mening is dat zij verplicht is om zich te beschermen tegen elke verstoring van de werking die dat risico zou kunnen vergroten;

overwegende dat elke meerderjarige natuurlijke persoon op het Belgische grondgebied kan worden opgevorderd om die dienst te verzekeren;

overwegende dat de federale overheid de sluiting van de sportinfrastructuren heeft opgelegd en dus in het bijzonder van het sportcentrum en het gemeentelijk zwembad Espadon; dat het personeel van de gemeentelijke vzw van het sportcentrum zijn activiteiten in die gebouwen dus tijdelijk moet staken; dat het dus is aangewezen om die mensen prestaties te laten uitvoeren daar waar hun werk door de uitzonderlijke situatie noodzakelijk is geworden en waar zich een dringende behoefte laat voelen;

overwegende dat de mensen die worden opgevorderd om de dienst uit te voeren bovendien een vergoeding zullen ontvangen die overeenkomt met het uurtarief van de sector en deze opdrachten zullen uitvoeren tijdens de voorziene uren, die de normale werkuren niet zullen overschrijden;

overwegende dat de overheid gezien de dringendheid niet in staat is om de betrokkenen te horen voordat ze haar beslissing neemt; overwegende dat zij echter wel bereid is om via alle mogelijke manieren te luisteren naar hun individuele opmerkingen;

overwegende dat de overheid bij gebrek aan prestaties op basis van een overeenkomst een beroep zal doen op de opvoering door de bestuurlijke politieoverheid;

VERORDENT

Artikel 1:

De heer Mansor Tarik

Geboren op 25 november 1978 in Oujda

Gedomicilieerd Ruisbroeksesteenweg 123, 1600 Sint-Pieters-Leeuw

Wordt vanaf 07.11.2020 opgevorderd om onderhouds- en schoonmaakdiensten te presteren in de gemeentescholen onder de supervisie van de dienst Onderwijs van de gemeente Etterbeek.

Het uurrooster voor de prestaties is het volgende:

Artikel 2: De bestemming zal in kennis worden gesteld van deze verordening.

Schade die veroorzaakt werd aan de opgevorderde personen en voortvloeit uit ongevallen die plaatsvonden in de loop van of door het feit van de uitvoering van de operaties met het oog waarop de opvordering plaatsvond zal worden vergoed.

Artikel 3: In overeenstemming met artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan een beroep tot nietigverklaring ingediend worden bij de afdeling Administratie van de Raad van State wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend worden binnen 60 dagen na betekening van dit besluit. Het verzoekschrift dient aan de griffie van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 in 1040 Brussel, te worden toegezonden, hetzij per post met een aangetekend schrijven, hetzij volgens de elektronische procedure aan de hand van de identiteitskaart op de beveiligde website van de Raad van State <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Er kan tevens een vordering tot schorsing van dit besluit ingediend worden, in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

De burgemeester,

gelet op de wet betreffende de civiele veiligheid van 15 mei 2007, in het bijzonder artikels 11, 181 en 187;

gelet op het koninklijk besluit van 25 april 2014 tot vaststelling van de modaliteiten van de opvorderingsbevoegdheid bedoeld in artikel 181 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid;

gelet op de federale en gewestelijke reglementeringen die de voorbije maanden werden genomen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

overwegende dat het ministerieel besluit van 28.10.2020 houdende de dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken bevestigt dat het noodzakelijk is (...) dat de scholen zoveel mogelijk openblijven;

gelet op het algemene principe van de continuïteit van de openbare dienstverlening;

overwegende dat er, om daarin te slagen, moet voor worden gezorgd dat de hygiënische en preventieve omstandigheden in de betrokken lokalen worden verzekerd;

overwegende dat er in de moeilijke gezondheidscontext van de Covid-pandemie verzuim te betreuren is bij het gemeentelijke onderhoudspersoneel waardoor het onmogelijk is om bepaalde scholen te onderhouden

en schoon te maken en waardoor de activiteiten er dus niet kunnen worden voortgezet;

gelet op de dringendheid en de overmacht;

overwegende dat deze activiteiten deel uitmaken van de taken van algemeen belang van de gemeente; dat de continuïteit van de schoolactiviteiten niet langer onder aanvaardbare voorwaarden dreigt te kunnen worden gegarandeerd, waardoor het risico bestaat dat de gezondheid van de kinderen wordt geschaad alsook de opleiding die hen moet worden gegeven en het evenwicht dat hen moet worden gegarandeerd;

overwegende dat de overheid een afweging van de belangen heeft gemaakt en van mening is dat zij verplicht is om zich te beschermen tegen elke verstoring van de werking die dat risico zou kunnen vergroten;

overwegende dat elke meerderjarige natuurlijke persoon op het Belgische grondgebied kan worden opgevorderd om die dienst te verzekeren;

overwegende dat de federale overheid de sluiting van de sportinfrastructuren heeft opgelegd en dus in het bijzonder van het sportcentrum en het gemeentelijk zwembad Espadon; dat het personeel van de gemeentelijke vzw van het sportcentrum zijn activiteiten in die gebouwen dus tijdelijk moet staken; dat het dus is aangewezen om die mensen prestaties te laten uitvoeren daar waar hun werk door de uitzonderlijke situatie noodzakelijk is geworden en waar zich een dringende behoefte laat voelen;

overwegende dat de mensen die worden opgevorderd om de dienst uit te voeren bovendien een vergoeding zullen ontvangen die overeenkomt met het uurtarief van de sector en deze opdrachten zullen uitvoeren tijdens de voorziene uren, die de normale werkuren niet zullen overschrijden;

overwegende dat de overheid gezien de dringendheid niet in staat is om de betrokkenen te horen voordat ze haar beslissing neemt; overwegende dat zij echter wel bereid is om via alle mogelijke manieren te luisteren naar hun individuele opmerkingen;

overwegende dat de overheid bij gebrek aan prestaties op basis van een overeenkomst een beroep zal doen op de opvoering door de bestuurlijke politieoverheid;

VERORDENT

Artikel 1:

De heer Nelis Mathieu

Geboren op 9 juni 1999 in Elsene

Gedomicilieerd Waversesteenweg 319/323, 1040 Brussel

Wordt vanaf 03.11.2020 opgevorderd om onderhouds- en schoonmaakdiensten te presteren in de gemeentescholen onder de supervisie van de dienst Onderwijs van de gemeente Etterbeek.

Het uurrooster voor de prestaties is het volgende:

Artikel 2: De bestemming zal in kennis worden gesteld van deze verordening.

Schade die veroorzaakt werd aan de opgevorderde personen en voortvloeit uit ongevallen die plaatsvonden in de loop van of door het feit van de uitvoering van de operaties met het oog waarop de opvoering plaatsvond zal worden vergoed.

Artikel 3: In overeenstemming met artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan een beroep tot nietigverklaring ingediend worden bij de afdeling Administratie van de Raad van State wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend worden binnen 60 dagen na betekening van dit besluit. Het verzoekschrift dient aan de griffie van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 in 1040 Brussel, te worden toegezonden, hetzij per post met een aangetekend schrijven, hetzij volgens de elektronische procedure aan de hand van de identiteitskaart op de beveiligde website van de Raad van State <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Er kan tevens een vordering tot schorsing van dit besluit ingediend worden, in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

De burgemeester,

gelet op de wet betreffende de civiele veiligheid van 15 mei 2007, in het bijzonder artikels 11, 181 en 187;

gelet op het koninklijk besluit van 25 april 2014 tot vaststelling van de modaliteiten van de opvorderingsbevoegdheid bedoeld in artikel 181 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid;

gelet op de federale en gewestelijke reglementeringen die de voorbije maanden werden genomen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

overwegende dat het ministerieel besluit van 28.10.2020 houdende de dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken bevestigt dat het noodzakelijk is (...) dat de scholen zoveel mogelijk openblijven;

gelet op het algemene principe van de continuïteit van de openbare dienstverlening;

overwegende dat er, om daarin te slagen, moet voor worden gezorgd dat de hygiënische en preventieve omstandigheden in de betrokken lokalen worden verzekerd;

overwegende dat er in de moeilijke gezondheidscontext van de Covid-pandemie verzuim te betreuren is bij het gemeentelijke onderhoudspersoneel waardoor het onmogelijk is om bepaalde scholen te onderhouden en schoon te maken en waardoor de activiteiten er dus niet kunnen worden voortgezet;

gelet op de dringendheid en de overmacht;

overwegende dat deze activiteiten deel uitmaken van de taken van algemeen belang van de gemeente; dat de continuïteit van de schoolactiviteiten niet langer onder aanvaardbare voorwaarden dreigt te kunnen worden gegarandeerd, waardoor het risico bestaat dat de gezondheid van de kinderen wordt geschaad alsook de opleiding die hen moet worden gegeven en het evenwicht dat hen moet worden gegarandeerd;

overwegende dat de overheid een afweging van de belangen heeft gemaakt en van mening is dat zij verplicht is om zich te beschermen tegen elke verstoring van de werking die dat risico zou kunnen vergroten;

overwegende dat elke meerderjarige natuurlijke persoon op het Belgische grondgebied kan worden opgevorderd om die dienst te verzekeren;

overwegende dat de federale overheid de sluiting van de sportinfrastructuren heeft opgelegd en dus in het bijzonder van het sportcentrum en het gemeentelijk zwembad Espadon; dat het personeel van de gemeentelijke vzw van het sportcentrum zijn activiteiten in die gebouwen dus tijdelijk moet staken; dat het dus is aangewezen om die mensen prestaties te laten uitvoeren daar waar hun werk door de uitzonderlijke situatie noodzakelijk is geworden en waar zich een dringende behoefte laat voelen;

overwegende dat de mensen die worden opgevorderd om de dienst uit te voeren bovendien een vergoeding zullen ontvangen die overeenkomt met het uurtarief van de sector en deze opdrachten zullen uitvoeren tijdens de voorziene uren, die de normale werkuren niet zullen overschrijden;

overwegende dat de overheid gezien de dringendheid niet in staat is om de betrokkenen te horen voordat ze haar beslissing neemt; overwegende dat zij echter wel bereid is om via alle mogelijke manieren te luisteren naar hun individuele opmerkingen;

overwegende dat de overheid bij gebrek aan prestaties op basis van een overeenkomst een beroep zal doen op de opvoering door de bestuurlijke politieoverheid;

VERORDENT

Artikel 1:

Mevrouw Jennifer Van Lippevelde
Gedomicilieerd Hoornstraat 7, 1040 Brussel

Wordt vanaf 16.11.2020 opgevorderd om onderhouds- en schoonmaakdiensten te presteren in de gemeentescholen onder de supervisie van de dienst Onderwijs van de gemeente Etterbeek.

Het uurrooster van de prestaties is het volgende: van 9 tot 17 uur, doorlopend

Artikel 2:

De bestemming zal in kennis worden gesteld van deze verordening.

Schade die veroorzaakt werd aan de opgevorderde personen en voortvloeit uit ongevallen die plaatsvonden in de loop van of door het feit van de uitvoering van de operaties met het oog waarop de opvoering plaatsvond zal worden vergoed.

Artikel 3:

In overeenstemming met artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan een beroep tot nietigverklaring ingediend worden bij de afdeling Administratie van de Raad van State wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwendings van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend worden binnen 60 dagen na betekening van dit besluit. Het verzoekschrift dient aan de griffie van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 in 1040 Brussel, te worden toegezonden, hetzij per post met een aangetekend schrijven, hetzij volgens de elektronische procedure aan de hand van de identiteitskaart op de beveiligde website van de Raad van State <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Er kan tevens een vordering tot schorsing van dit besluit ingediend worden, in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

De burgemeester,

gelet op de wet betreffende de civiele veiligheid van 15 mei 2007, in het bijzonder artikels 11, 181 en 187;

gelet op het koninklijk besluit van 25 april 2014 tot vaststelling van de modaliteiten van de opvorderingsbevoegdheid bedoeld in artikel 181 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid;

gelet op de federale en gewestelijke reglementeringen die de voorbije maanden werden genomen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

overwegende dat het ministerieel besluit van 28.10.2020 houdende de dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken bevestigt dat het noodzakelijk is (...) dat de scholen zoveel mogelijk openblijven;

gelet op het algemene principe van de continuïteit van de openbare dienstverlening;

Overwegende dat er, om daarin te slagen, moet voor worden gezorgd dat de veiligheids- en preventieve omstandigheden in de betrokken lokalen worden verzekerd;

Overwegende dat er in de moeilijke gezondheidscontext van de Covid-pandemie verzuim te betreuren is bij het gemeentelijke toezichtspersoneel waardoor het onmogelijk is om de leerlingen in bepaalde scholen te begeleiden en waardoor de activiteiten er dus niet kunnen worden voortgezet;

gelet op de dringendheid en de overmacht;

overwegende dat deze activiteiten deel uitmaken van de taken van algemeen belang van de gemeente; dat de continuïteit van de schoolactiviteiten niet langer onder aanvaardbare voorwaarden dreigt te kunnen worden gegarandeerd, waardoor het risico bestaat dat de gezondheid van de kinderen wordt geschaad alsook de opleiding die hen moet worden gegeven en het evenwicht dat hen moet worden gegarandeerd;

overwegende dat de overheid een afweging van de belangen heeft gemaakt en van mening is dat zij verplicht is om zich te beschermen tegen elke verstoring van de werking die dat risico zou kunnen vergroten;

overwegende dat elke meerderjarige natuurlijke persoon op het Belgische grondgebied kan worden opgevorderd om die dienst te verzekeren;

overwegende dat de federale overheid de sluiting van de sportinfrastructuren heeft opgelegd en dus in het bijzonder van het sportcentrum en het gemeentelijk zwembad Espadon; dat het personeel van de gemeentelijke vzw van het sportcentrum zijn activiteiten in die gebouwen dus tijdelijk moet staken; dat het dus is aangewezen om die mensen prestaties te laten uitvoeren daar waar hun werk door de uitzonderlijke situatie noodzakelijk is geworden en waar zich een dringende behoefte laat voelen;

overwegende dat de mensen die worden opgevorderd om de dienst uit te voeren bovendien een vergoeding zullen ontvangen die overeenkomt met het uurtarief van de sector en deze opdrachten zullen uitvoeren tijdens de voorziene uren, die de normale werkuren niet zullen overschrijden;

overwegende dat de overheid gezien de dringendheid niet in staat is om de betrokkenen te horen voordat ze haar beslissing neemt; overwegende dat zij echter wel bereid is om via alle mogelijke manieren te luisteren naar hun individuele opmerkingen;

overwegende dat de overheid bij gebrek aan prestaties op basis van een overeenkomst een beroep zal doen op de opvoering door de bestuurlijke politieoverheid;

VERORDENT

Artikel 1:

De heer Geoffrey Van De Putte

Gedomicilieerd Edouard de Thibaultlaan 53, bus 68 in 1040 Brussel

Wordt vanaf 16.11.2020 opgevorderd om onderhouds- en schoonmaakdiensten te presteren in de gemeentescholen onder de supervisie van de dienst Onderwijs van de gemeente Etterbeek.

Het uurrooster van de prestaties is het volgende: van 9 tot 17 uur, doorlopend

Artikel 2:

De bestemming zal in kennis worden gesteld van deze verordening.

Schade die veroorzaakt werd aan de opgevorderde personen en voortvloeit uit ongevallen die plaatsvonden in de loop van of door het feit van de uitvoering van de operaties met het oog waarop de opvordering plaatsvond zal worden vergoed.

Artikel 3:

In overeenstemming met artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan een beroep tot nietigverklaring ingediend worden bij de afdeling Administratie van de Raad van State wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend worden binnen 60 dagen na betekening van dit besluit. Het verzoekschrift dient aan de griffie van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 in 1040 Brussel, te worden toegezonden, hetzij per post met een aangetekend schrijven, hetzij volgens de elektronische procedure aan de hand van de identiteitskaart op de beveiligde website van de Raad van State <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Er kan tevens een vordering tot schorsing van dit besluit ingediend worden, in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

De burgemeester,

gelet op de wet betreffende de civiele veiligheid van 15 mei 2007, in het bijzonder artikels 11, 181 en 187;

gelet op het koninklijk besluit van 25 april 2014 tot vaststelling van de modaliteiten van de opvorderingsbevoegdheid bedoeld in artikel 181 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid;

gelet op de federale en gewestelijke reglementeringen die de voorbije maanden werden genomen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

overwegende dat het ministerieel besluit van 28.10.2020 houdende de dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken bevestigt dat het noodzakelijk is (...) dat de scholen zoveel mogelijk openblijven;

gelet op het algemene principe van de continuïteit van de openbare dienstverlening;

Overwegende dat er, om daarin te slagen, moet voor worden gezorgd dat de veiligheids- en preventieve omstandigheden in de betrokken lokalen worden verzekerd;

Overwegende dat er in de moeilijke gezondheidscontext van de Covid-pandemie verzuim te betreuren is bij

het gemeentelijke toezichtspersoneel waardoor het onmogelijk is om de leerlingen in bepaalde scholen te begeleiden en waardoor de activiteiten er dus niet kunnen worden voortgezet;

gelet op de dringendheid en de overmacht;

overwegende dat deze activiteiten deel uitmaken van de taken van algemeen belang van de gemeente; dat de continuïteit van de schoolactiviteiten niet langer onder aanvaardbare voorwaarden dreigt te kunnen worden gegarandeerd, waardoor het risico bestaat dat de gezondheid van de kinderen wordt geschaad alsook de opleiding die hen moet worden gegeven en het evenwicht dat hen moet worden gegarandeerd;

overwegende dat de overheid een afweging van de belangen heeft gemaakt en van mening is dat zij verplicht is om zich te beschermen tegen elke verstoring van de werking die dat risico zou kunnen vergroten;

overwegende dat elke meerderjarige natuurlijke persoon op het Belgische grondgebied kan worden opgevorderd om die dienst te verzekeren;

overwegende dat de federale overheid de sluiting van de sportinfrastructuur heeft opgelegd en dus in het bijzonder van het sportcentrum en het gemeentelijk zwembad Espadon; dat het personeel van de gemeentelijke vzw van het sportcentrum zijn activiteiten in die gebouwen dus tijdelijk moet staken; dat het dus is aangewezen om die mensen prestaties te laten uitvoeren daar waar hun werk door de uitzonderlijke situatie noodzakelijk is geworden en waar zich een dringende behoefte laat voelen;

overwegende dat de mensen die worden opgevorderd om de dienst uit te voeren bovendien een vergoeding zullen ontvangen die overeenkomt met het uurtarief van de sector en deze opdrachten zullen uitvoeren tijdens de voorziene uren, die de normale werkuren niet zullen overschrijden;

overwegende dat de overheid gezien de dringendheid niet in staat is om de betrokkenen te horen voordat ze haar beslissing neemt; overwegende dat zij echter wel bereid is om via alle mogelijke manieren te luisteren naar hun individuele opmerkingen;

overwegende dat de overheid bij gebrek aan prestaties op basis van een overeenkomst een beroep zal doen op de opvoering door de bestuurlijke politieoverheid;

VERORDENT

Artikel 1:

De heer Paul Fagart

Gedomicilieerd Stationstraat 80, 1200 Brussel

Wordt vanaf 16.11.2020 opgevorderd om onderhouds- en schoonmaakdiensten te presteren in de gemeentescholen onder de supervisie van de dienst Onderwijs van de gemeente Etterbeek.

Het uurrooster van de prestaties is het volgende: van 9 tot 17 uur, doorlopend

Artikel 2:

De bestemming zal in kennis worden gesteld van deze verordening.

Schade die veroorzaakt werd aan de opgevorderde personen en voortvloeit uit ongevallen die plaatsvonden in de loop van of door het feit van de uitvoering van de operaties met het oog waarop de opvoering plaatsvond zal worden vergoed.

Artikel 3:

In overeenstemming met artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan een beroep tot nietigverklaring ingediend worden bij de afdeling Administratie van de Raad van State wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend worden binnen 60 dagen na betekening van dit besluit. Het verzoekschrift dient aan de griffie van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 in 1040 Brussel, te worden toegezonden, hetzij per post met een aangetekend schrijven, hetzij volgens de elektronische procedure aan de hand van de identiteitskaart op de beveiligde website van de Raad van State <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Er kan tevens een vordering tot schorsing van dit besluit ingediend worden, in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

5 **Arrêté de police du 27.10.2020 rendant applicables aux écoles privées situées sur le territoire de la commune, les protocoles sanitaires COVID-19 de la Fédération Wallonie-Bruxelles - Prise de connaissance**

Le Bourgmestre,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 133, alinéa 2 et 135, paragraphe 2,

Vu l'arrêté ministériel du 13 mars 2020 portant le déclenchement de la phase fédérale concernant la coordination et la gestion de la crise coronavirus COVID-19 ;

Vu la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité ;

Vu la qualification par l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020;

Considérant que le coronavirus COVID-19 est une maladie infectieuse qui touche généralement les poumons et les voies respiratoires ;

Considérant que le coronavirus COVID-19 semble se transmettre d'un individu à un autre, par voie aérienne ; que la transmission de la maladie semble s'opérer par tous les modes possibles d'émission par la bouche et le nez ;

Vu l'allocution liminaire du Directeur général de l'OMS du 12 octobre 2020 précisant que le virus se transmet principalement entre contacts étroits et entraîne des flambées épidémiques qui pourraient être maîtrisées par l'application de mesures ciblées ;

Vu la déclaration du Directeur général de l'OMS Europe du 15 octobre 2020, indiquant que la situation en Europe est très préoccupante et que la transmission et les sources de contamination ont lieu dans les maisons, les lieux publics intérieurs et chez les personnes qui ne respectent pas correctement les mesures d'autoprotection ;

Considérant que le Comité de Concertation (CODECO) du 16 octobre 2020 a pris acte de la détérioration de la situation épidémiologique par rapport au vendredi 9 octobre 2020 ; que notre pays est en niveau d'alerte 4 (alerte très élevée) au niveau national depuis le 13 octobre 2020 ; que des projections indiquent une nouvelle détérioration sur 14 jours ;

Vu l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge ;

Vu l'ordonnance du Bourgmestre du 28.09.2020, modifiée par celle du conseil communal du 19.10.2020, qui prévoit l'obligation pour toute personne à partir de 12 ans de se couvrir intégralement la bouche et le

nez avec un masque ou une alternative dans un rayon de 15 mètres de l'entrée de tout établissement scolaire situé sur le territoire communal ;

Vu l'arrêté ministériel du 18.10.2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;

Considérant la nécessité que les écoles restent ouvertes aussi longtemps que la situation sanitaire le permet ; que dans le cadre de l'enseignement obligatoire, les conditions spécifiques d'organisation des leçons et des écoles sont fixées par les Ministres de l'éducation, sur base de l'avis des experts en tenant compte du contexte sanitaire et ses évolutions possibles ;

Considérant que les experts ont constaté que la circulation du virus entre les élèves restait peu élevée malgré le regain de l'épidémie ; que l'évolution du contexte sanitaire a toutefois appelé une révision des circulaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles établissant les codes couleurs en contexte Covid-19 pour l'enseignement obligatoire ; que les adaptations ont été adoptées et qu'un passage en code orange est survenu ;

Considérant que les circulaires 7796 et 7797 organisant la vie scolaire en contexte de crise sanitaire - codes couleurs pour l'enseignement fondamental et secondaire, sont d'application depuis le 22.10.2020 ; que demeurent d'application d'autres circulaires plus anciennes relatives à la procédure pour la gestion des cas et des contacts Covid-19 ou aux normes en matière de gestes barrières, de nettoyage des locaux et d'hygiène, etc. (circulaires 7780, 7786, 7791, etc);

Considérant que le respect de ces protocoles participe à la limitation de la propagation de l'épidémie en milieu scolaire ;

Considérant qu'existent sur le territoire communal, des établissements scolaires dits « écoles privées » qui ne dépendent pas de la fédération Wallonie-Bruxelles ou de la communauté flamande ou germanophone ; que de ce fait, ces écoles privées ne sont soumises ni aux protocoles sanitaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles ni à tout autre protocole ;

Considérant que la sécurité et le bien-être des enfants et du personnel de ces écoles nécessitent les mêmes protections et mesures que celles dont bénéficient les enfants et le personnel des établissements scolaires auxquels s'appliquent les protocoles susmentionnés ; qu'il relève en outre de l'intérêt général qu'existe une cohérence dans la prise des mesures sanitaires pour maintenir l'ordre public afin de maximiser leur efficacité ;

Considérant que l'adoption d'une mesure visant à rendre les protocoles sanitaires Covid-19 de l'un des Ministres de l'éducation applicables aux écoles privées, est nécessaire ; que cette mesure est raisonnable et proportionnée eu égard à l'objectif de santé publique générale qu'elle poursuit ;

Que comme le rappelle l'arrêté ministériel du 18.10.2020, une mesure de police encadrant les rassemblements de plus de 4 personnes est indispensable ; qu'en l'occurrence et à défaut de toute réglementation sanitaire Covid-19 en vigueur dans ces écoles privées qui rassemblent plus de quatre personnes, cette mesure de police s'impose ;

Considérant la mission des communes de faire jouir les habitants, et généralement toute personne présente s'y trouvant, des avantages d'une bonne police, notamment de la salubrité et de la sûreté ;

Considérant la nécessité, pour le Bourgmestre, de faire respecter l'obligation précitée par toute personne présente sur le territoire de sa commune ; celui-ci étant chargé, de manière générale, de l'exécution des lois et arrêtés ;

ARRETE ET DECIDE :

Article 1er – De rendre applicables aux écoles privées situées sur le territoire de la commune, les protocoles sanitaires Covid-19 de la fédération Wallonie-Bruxelles ;

Article 2 - Le présent arrêté est signifié ce jour aux écoles concernées contre récépissé déposé par la police de la zone Montgomery.

Article 3 - Conformément à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête est adressée au greffe du Conseil d'État, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat <http://eproadmin.raadvst-consetat.be> . Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Politiebesluit van de burgemeester waardoor de gezondheidsprotocollen COVID- 19 van de Federatie Wallonië-Brussel van toepassing zijn op de privéscholen die in Etterbeek gelegen zijn - Kennisneming

De burgemeester,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder de artikels 133, alinea 2 en 135, paragraaf 2;

gelet op het ministerieel besluit van 13 maart 2020 houdende de afkondiging van de federale fase betreffende de coördinatie en het beheer van de coronacrisis COVID-19;

gelet op de verklaring van de WHO betreffende de kenmerken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder de hoge besmettelijkheid en het sterfterisico;

gelet op de kwalificatie van het coronavirus COVID-19 als pandemie door de WHO op 11 maart 2020;

overwegende dat het coronavirus COVID-19 een besmettelijke ziekte is die over het algemeen de longen en de luchtwegen aantast;

overwegende dat het coronavirus COVID-19 door de lucht lijkt te worden overgedragen van het ene individu op het andere; dat de overdracht van de ziekte lijkt plaats te vinden via alle mogelijke vormen van lozing via de mond en de neus;

gelet op de inleidende toespraak van de directeur-generaal van de WHO van 12 oktober 2020 die aangaf dat het virus zich voornamelijk verspreidt tussen nauwe contacten en aanleiding geeft tot opflakkingen van de epidemie die onder controle zouden kunnen worden gehouden door middel van gerichte maatregelen;

gelet op de verklaring van de directeur-generaal van de WHO Europa van 15 oktober 2020, die aangeeft dat de situatie in Europa zeer onrustwekkend is en dat de overdracht en besmettingsbronnen plaatsvinden in de huizen, binnen in publieke plaatsen en bij de personen die de zelfbeschermingsmaatregelen niet correct naleven;

overwegende dat het Overlegcomité van 16 oktober 2020 akte heeft genomen van de verslechtering van de epidemiologische toestand ten opzichte van vrijdag 9 oktober 2020; dat ons land sinds 13 oktober 2020 op nationaal niveau in alarmniveau 4 (zeer hoge alertheid) zit; dat prognoses een verdere verslechtering op 14

dagen aangeven;

gelet op de dringendheid en het gezondheidsrisico van het coronavirus COVID-19 voor de Belgische bevolking;

gelet op de verordening van de burgemeester van 28.09.2020, gewijzigd bij de verordening van de gemeenteraad van 19.10.2020, die elke persoon vanaf 12 jaar ertoe verplicht om de mond en de neus volledig te bedekken met een masker of een alternatief in een straal van 15 meter rond de ingang van elke school op het grondgebied van de gemeente;

gelet op het ministerieel besluit van 18.10.2020 houdende de dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

gelet op de noodzaak dat de scholen zo lang mogelijk openblijven zolang de gezondheidssituatie dat toelaat; dat er in het geval van het verplicht onderwijs specifieke voorwaarden voor de organisatie van de lessen en de scholen werden vastgelegd door de ministers van Onderwijs op basis van het advies van de deskundigen rekening houdend met de gezondheidssituatie en de mogelijke evoluties van de situatie;

overwegende dat de deskundigen hebben vastgesteld dat het virus maar weinig in omloop was tussen leerlingen ondanks een opflakking van de epidemie; dat de evolutie van de gezondheidssituatie er toch heeft toe geleid dat de omzendbrieven van de Federatie Wallonië-Brussel waarin de kleurcodes in het kader van Covid-19 voor het verplicht onderwijs zijn vastgelegd toch werden herzien; dat de codes werden aangepast en dat men is overgegaan naar code oranje;

overwegende dat de omzendbrieven 7796 en 7797 houdende organisatie van het schoolleven tijdens de gezondheidscrisis - kleurcodes voor het basisonderwijs en het secundair onderwijs sinds 22.10.2020 van toepassing zijn; dat ook andere, oudere omzendbrieven van toepassing blijven die betrekking hebben op de procedure voor het beheer van gevallen en Covid-19-contacten en op de normen op het vlak van de barrièregebouwen, de schoonmaak van de lokalen, de hygiëne, enzovoort (omzendbrieven 7780, 7786, 7791, enzovoort);

overwegende dat de naleving van die protocollen bijdraagt aan de beperking van de verspreiding van de epidemie in de schoolomgeving;

overwegende dat er op het grondgebied van de gemeente zogenaamde privéscholen zijn gevestigd die niet afhangen van de Federatie Wallonië-Brussel, de Vlaamse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap; dat die privéscholen bijgevolg niet onderworpen zijn aan de gezondheidsprotocollen van de Federatie Wallonië-België of aan enig ander protocol;

overwegende dat er voor de veiligheid en het welzijn van de kinderen en het personeel van die scholen dezelfde beschermingsmaatregelen en andere maatregelen nodig zijn dan voor de kinderen en het personeel van de scholen waarop de bovengenoemde protocollen van toepassing zijn; dat het bovendien van algemeen belang is dat er een samenhang is op het vlak van de gezondheidsmaatregelen om de openbare orde te handhaven zodat die maatregelen zo efficiënt mogelijk kunnen zijn;

overwegende dat de goedkeuring van een maatregel om de gezondheidsprotocollen van Covid-19 van een van de ministers van Onderwijs van toepassing te maken op privéscholen noodzakelijk is; dat deze maatregel redelijk en evenredig is in het licht van de algemene doelstelling op het vlak van de volksgezondheid die ermee wordt nagestreefd;

dat, zoals het ministerieel besluit van 18.10.2020 herhaalt, een politiemaatregel onontbeerlijk is voor bijeenkomsten van meer dan 4 personen; dat in dit geval en bij gebrek aan een Covid-19-gezondheidsregeling die van kracht is in deze privéscholen die meer dan 4 personen bijeenbrengen, deze politiemaatregel noodzakelijk is;

overwegende dat de gemeenten tot taak hebben om ten behoeve van de inwoners, en meer algemeen ten behoeve van alle personen die op hun grondgebied aanwezig te zijn, te voorzien in een goede politie, in het bijzonder in termen van gezondheid en veiligheid;

gelet op de noodzaak voor de burgemeester om de voornoemde verplichting te doen naleven door elke persoon op het grondgebied van zijn gemeente; overwegende dat de burgemeester meer algemeen verantwoordelijk is voor de uitvoering van de wetten en besluiten;

VERORDENT EN BESLIST:

Artikel 1 – Om de gezondheidsprotocollen Covid-19 van de Federatie Wallonië-Brussel van toepassing te verklaren voor de privéscholen op het grondgebied van de gemeente.

Artikel 2 – De betrokken scholen worden vandaag tegen ontvangstbewijs in kennis gesteld van deze verordening door de politie van de zone Montgomery.

Artikel 3 – In overeenstemming met artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan een beroep tot nietigverklaring ingediend worden bij de afdeling Administratie van de Raad van State wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend worden binnen 60 dagen na betekening van dit besluit. Het verzoekschrift dient aan de griffie van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 in 1040 Brussel, te worden toegezonden, hetzij per post met een aangetekend schrijven, hetzij volgens de elektronische procedure aan de hand van de identiteitskaart op de beveiligde website van de Raad van State <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Er kan tevens een vordering tot schorsing van dit besluit ingediend worden, in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

6 **Ordonnance de police du Bourgmestre modifiant les horaires d'ouverture des magasins de nuit et autre unités d'établissement non visées par la mesure de fermeture prévue à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 18/10/2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 - Confirmation**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale, et notamment ses articles 117, 134 et 135 ;

Considérant qu'en vertu de l'article 134, « en cas d'atteintes graves portées à la paix publique ou d'autres événements imprévus, lorsque le moindre retard pourrait occasionner des dangers ou des dommages pour les habitants, le bourgmestre peut faire des ordonnances de police, à charge d'en donner sur le champ communication au conseil, en y joignant les motifs pour lesquels il a cru devoir se dispenser de recourir au conseil. Ces ordonnances cesseront immédiatement d'avoir effet si elles ne sont confirmées par le conseil à sa plus prochaine réunion » ;

Considérant que le Bourgmestre a pris, le 30 octobre 2020, l'ordonnance ci-dessous en estimant pouvoir se dispenser de recourir au Conseil communal, en raison de l'urgence de la situation, telle que décrite dans le texte de l'ordonnance lui-même ;

Considérant qu'il convient que le Conseil se penche sur la confirmation de ladite ordonnance, sous peine de voir ses effets prendre fin ;

DECIDE de confirmer l'ordonnance prise le 30 octobre 2020 par le Bourgmestre, Vincent DE WOLF, et

dont le texte est le suivant :

Le Bourgmestre ,

Vu l'article 135, §2, 5° de la Nouvelle loi communale qui dispose que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la sécurité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics et notamment le soin de prévenir, par les précautions convenables, et celui de faire cesser par la distribution des secours nécessaires, les accidents et fléaux calamiteux, tels que les incendies, les épidémies et les épizooties ;

Vu l'article 134 de la même loi qui, en cas d'urgence, confie cette compétence réglementaire de police au bourgmestre, lorsque le moindre retard pourrait occasionner des dangers ou des dommages pour les habitants ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 mars 2020 portant déclenchement de la phase fédérale concernant la coordination et la gestion de la crise coronavirus COVID-19 ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 tel que modifié par l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 ;

Vu l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 octobre 2020 arrêtant des mesures complémentaires à celles arrêtées par le ministre de l'Intérieur afin de limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;

Considérant la qualification par l'Organisation Mondiale de la Santé du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant que ce virus est très contagieux et se transmet de personne à personne ;

Que la rapidité de la propagation de la pandémie et la nécessité de la contenir afin de préserver la santé des citoyens ainsi que la capacité d'accueil des infrastructures hospitalières requiert une intervention rapide des autorités publiques ;

Considérant que le Comité de Concertation du 16 octobre 2020 a pris acte de la détérioration de la situation épidémiologique par rapport au vendredi 09 octobre 2020, que notre pays est en niveau d'alerte 4(alerte élevée) au niveau national depuis le 13 octobre 2020 ; que des projections indiquent une nouvelle détérioration sous 14 jours ;

Considérant que la moyenne journalière des nouvelles infections au coronavirus COVID-19 en Belgique sur les sept derniers jours est passée à 10.675 cas confirmés positifs à la date du 23 octobre 2020 ;

Considérant que le nombre d'hospitalisations quotidiennes continue d'augmenter et qu'elles atteignent en date du 22/10/2020 en Région bruxelloise le nombre de 729 patients Covid confirmés ;

Que cette nouvelle évolution exponentielle a pour conséquence que le taux d'engorgement des hôpitaux, en particulier des services de soins intensifs, devient à nouveau critique et que la saturation de réseau hospitalier sera prochainement atteinte ;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge ;

Considérant que, au regard de cette situation inquiétante, les autorités fédérales ont pris de nouvelles mesures détaillées dans l'arrêté ministériel du 18 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID- 19 ;

Considérant que la région bruxelloise a en outre arrêté des mesures complémentaires qui sont détaillées dans l'Arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 octobre 2020 ;

Considérant qu'un moyen raisonnable et proportionné pour prévenir le risque sanitaire et assurer le respect de la distanciation sociale est de permettre aux commerces qui le souhaitent d'étendre leurs plages d'ouverture et d'ouvrir dès 12h ;

Considérant que cette mesure permettra de fluidifier la fréquentation au sein de l'enseigne ;

Considérant que sont visés par cette mesure les magasins de nuit ainsi que toute autre unité d'établissement non visées par la mesure de fermeture prévue à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 18/10/2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 (à l'exception des dérogations prévues à l'article 6 de l'arrêté ministériel);

Considérant que, par souci de cohérence, la durée d'application de la mesure doit correspondre à celle prévue dans l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 octobre 2020 pour la fermeture des commerces, à savoir jusqu'au 19 novembre 2020 inclus ;

Que vu les délais de convocation et l'urgence à assurer le respect des mesures de lutte contre la propagation du virus, il n'est pas recommandé d'attendre une réunion du Conseil communal pour mettre en œuvre la présente ordonnance ;

Vu les motifs susmentionnés ; Vu l'urgence,

ARRÊTE

Article 1er

Les magasins de nuit et autres unités d'établissement non visées par la mesure de fermeture prévue à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 18/10/2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 sont autorisés à élargir leurs plages horaires d'ouverture et sont désormais autorisés à ouvrir dès 12h.

Cette mesure est d'application jusqu'au 19 novembre 2020 inclus et pourra le cas échéant être prolongée dans le temps si la situation l'exige.

Article 2

La présente ordonnance entre en vigueur immédiatement.

Article 3

La police est chargée de veiller à la stricte application de cette mesure.

Considérant que l'article 10 dudit Arrêté prévoit que :

« Les magasins d'alimentation et tous les autres commerces ferment à 20.00 heures » ;

Considérant qu'il en découle que certains magasins, tels que les magasins de nuit, verront leurs heures d'ouverture fortement réduites ;

Considérant que ces magasins devront absorber le même flux de clients sur une plage horaire beaucoup plus restreinte et que cela risque de créer des files au sein du magasin ou mettre en péril le respect de la distanciation sociale ;

Considérant que le respect de la distanciation sociale est crucial en temps de crise sanitaire ;

Considérant qu'il est dans l'intérêt général qu'il existe une cohérence dans la prise des mesures pour maintenir l'ordre public et maximaliser l'efficacité des mesures prises par les autorités sur l'ensemble du territoire ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 18 octobre 2020 prévoit en son article 30, la possibilité pour les autorités locales compétentes de prendre des mesures préventives complémentaires à celles prévues par l'arrêté précité ;

Article 4

Conformément à l'article 134 de la Nouvelle Loi communale, la présente ordonnance sera communiquée sur le champ au conseil communal. Elle cessera immédiatement d'avoir effet si elle n'est pas confirmée par le conseil à sa plus prochaine réunion.

Article 5

Conformément à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cette ordonnance peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête est adressée au greffe du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Politieverordening van de burgemeester tot wijziging van de openingsuren van nachtwinkels en andere vestigingseenheden die niet onder de sluitingsmaatregel vallen als bedoeld onder artikel 6 van het ministerieel besluit van 18/10/2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken - bevestiging

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder op artikels 117, 134 en 135;

overwegende dat op grond van artikel 134, “in geval van ernstige stoornis van de openbare rust of andere onvoorziene gebeurtenissen, waarbij het geringste uitstel gevaar of schade zou kunnen opleveren voor de inwoners, kan de burgemeester politieverordeningen maken, onder verplichting om daarvan onverwijld aan de gemeenteraad kennis te geven, met opgave van de redenen waarom hij heeft gemeend zich niet tot de raad te moeten wenden. Die verordeningen vervallen dadelijk, indien zij door de raad in de eerstvolgende vergadering niet worden bekrachtigd”;

overwegende dat de burgemeester op 30 oktober 2020 onderstaande verordening heeft uitgevaardigd en dat hij van mening was zich niet tot de gemeenteraad te moeten richten gezien de dringendheid van de situatie, zoals beschreven in de tekst van de verordening;

overwegende dat het is aangewezen dat de raad zich buigt over de bevestiging van die verordening, zo niet dan zal die vervallen;

BESLIST om de verordening van 30 oktober 2020, die werd uitgevaardigd door burgemeester Vincent De Wolf en waarvan de tekst de volgende is, te bevestigen:

De burgemeester,

Gelet op artikel 135, §2, 5° van de Nieuwe Gemeentewet op grond waarvan de gemeenten tot taak hebben het voorzien, ten behoeve van de inwoners, in een goede politie, met name over de zindelijkheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen, meer bepaald het nemen van passende maatregelen om rampen en plagen, zoals brand, epidemieën en epizootieën te voorkomen en het verstrekken van de nodige hulp om ze te doen ophouden;

Gelet op artikel 134 van diezelfde wet die, in geval van nood, deze regelgevende bevoegdheid van de politie aan de burgemeester toevertrouwt, wanneer het geringste uitstel gevaar of schade zou kunnen opleveren voor de inwoners;

Gelet op het ministerieel besluit van 13 maart 2020 houdende de afkondiging van de federale fase betreffende de coördinatie en het beheer van de crisis coronavirus COVID-19;

Gelet op het ministerieel besluit van 18 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, zoals gewijzigd door het ministerieel besluit van 23 oktober 2020;

Gelet op het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 26 oktober 2020 tot bepaling van bijkomende maatregelen naast degene die bepaald zijn door de minister van Binnenlandse Zaken om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

Overwegende dat het coronavirus COVID-19 door de Wereldgezondheidsorganisatie op 11 maart 2020 bestempeld werd als een pandemie;

Overwegende dat dit virus zeer besmettelijk is en van persoon tot persoon wordt overgedragen;

Dat de snelle verspreiding van de pandemie en de noodzaak om deze te onderdrukken teneinde de gezondheid van de burgers en de opvangcapaciteit van de ziekenhuisinfrastructuren te vrijwaren een snel optreden van de overheden vereist;

Overwegende dat het Overlegcomité van 16 oktober 2020 kennis heeft genomen van de verslechterde epidemiologische toestand ten opzichte van vrijdag 9 oktober 2020, dat ons land zich op alarmniveau 4 (zeer hoge alertheid) bevindt op nationaal niveau sinds 13 oktober 2020, dat prognoses wijzen op een nieuwe verergering binnen veertien dagen;

Overwegende dat het dagelijks gemiddelde van nieuwe besmettingen met het coronavirus COVID-19 in België over de laatste zeven dagen is gestegen tot 10.675 bevestigde positieve gevallen op 23 oktober 2020;

Overwegende dat het dagelijkse aantal ziekenhuisopnames blijft toenemen en er op 22/10/2020 in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest 729 bevestigde COVID-patiënten in het ziekenhuis lagen;

Dat deze nieuwe exponentiële evolutie tot gevolg heeft dat de bezettingsgraad van de ziekenhuizen, in het bijzonder van de diensten van de intensieve zorg, opnieuw kritiek wordt en de verzadiging van het ziekenhuisnetwerk spoedig bereikt zal zijn;

Overwegende de dringendheid en het gezondheidsrisico dat het coronavirus COVID-19 inhoudt voor de Belgische bevolking;

Overwegende dat de federale overheid, in het licht van deze zorgwekkende situatie, nieuwe maatregelen heeft genomen die worden toegelicht in het ministerieel besluit van 18 oktober 2018 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bovendien bijkomende maatregelen heeft genomen die worden toegelicht in het besluit van de minister president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van

26 oktober 2020;

Overwegende dat artikel 10 van dat besluit als volgt luidt: "Voedingswinkels en andere handelszaken sluiten om 20.00 uur";

Overwegende dat daaruit volgt dat voor sommige winkels, zoals nachtwinkels, de openingsuren fors beperkt worden;

Overwegende dat die winkels dezelfde klantenstroom zullen moeten verwerken binnen aanzienlijk beperktere openingsuren en daardoor wachtrijen dreigen te ontstaan binnen de winkel of de naleving van de social distancing mogelijk in het gedrang komt;

Overwegende dat de naleving van de social distancing cruciaal is in tijden van een gezondheidscrisis;

Overwegende dat het in het algemeen belang is dat de maatregelen ter handhaving van de openbare orde en ter optimalisering van de doeltreffendheid van de maatregelen van de overheden op het gehele grondgebied op samenhangende wijze worden genomen;

Overwegende dat artikel 30 van het ministerieel besluit van 18 oktober 2020 voorziet in de mogelijkheid dat de bevoegde lokale overheden aanvullende preventieve maatregelen nemen ten opzichte van deze voorzien in dit besluit;

Overwegende dat de handelszaken die dat wensen de openingsuren kunnen verruimen en openen vanaf 12 u en dit een redelijk en proportioneel middel is om een gezondheidsrisico te voorkomen en ervoor te zorgen dat de social distancing wordt nageleefd;

Overwegende dat deze maatregel kan zorgen voor een vlottere doorstroom van de klanten in de handelszaak;

Overwegende dat deze maatregel gericht is op nachtwinkels en elke andere vestigingseenheid die niet onder de sluitingsmaatregel vallen als bedoeld onder artikel 6 van het ministerieel besluit van 18/10/2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken (met uitzondering van de afwijkingen in artikel 6 van het ministerieel besluit);

Overwegende dat, met het oog op coherentie, de toepassingsduur van de maatregel moet overeenstemmen met de maatregel voor de sluiting van handelszaken als bepaald in het besluit van de minister president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 26 oktober 2020, d.i. tot en met 19 november 2020;

Dat het gelet op de oproepingstermijnen en de dringende noodzaak om te verzekeren dat de maatregelen om de verspreiding van het virus tegen te gaan, nageleefd worden, niet aanbevolen is te wachten op een vergadering van de gemeenteraad voor de inwerkingtreding van deze verordening;

Gelet op bovenstaande motieven; Gelet op de hoogdringendheid,

BESLUIT

Artikel 1

Nachtwinkels en andere vestigingseenheden die niet onder de sluitingsmaatregel vallen als bedoeld onder artikel 6 van het ministerieel besluit van 18/10/2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, mogen hun openingsuren verruimen en voortaan openen vanaf 12 u.

Deze maatregel is van toepassing t.e.m. 19 november 2020 en kan eventueel voor langere tijd verlengd

worden, wanneer de situatie dat vereist.

Artikel 2

Deze verordening treedt onmiddellijk in werking.

Artikel 3

De politie is belast met het toezicht op de strikte toepassing van deze maatregel.

Artikel 4

Overeenkomstig artikel 134 van de Nieuwe Gemeentewet wordt van deze verordening onverwijld kennisgegeven aan de gemeenteraad. Ze vervalt dadelijk, indien zij door de raad in de eerstvolgende vergadering niet wordt bekrachtigd.

Artikel 5

Een beroep tot vernietiging en eventueel een verzoek tot opschorting kunnen bij verzoekschrift worden ingediend bij de Raad van State (Wetenschapstraat 33 te 1040 Brussel) binnen een termijn van 60 dagen te rekenen van de bekendmaking van dit besluit.

Affaires générales - Algemene Zaken

7 **Ordonnance de police rendant obligatoire le port du masque dans le cimetière communal du 24 octobre au 8 novembre 2020 - article 134 - Confirmation**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale, et notamment ses articles 117, 134 et 135 ;

Considérant qu'en vertu de l'article 134, « en cas d'atteintes graves portées à la paix publique ou d'autres événements imprévus, lorsque le moindre retard pourrait occasionner des dangers ou des dommages pour les habitants, le bourgmestre peut faire des ordonnances de police, à charge d'en donner sur le champ communication au conseil, en y joignant les motifs pour lesquels il a cru devoir se dispenser de recourir au conseil. Ces ordonnances cesseront immédiatement d'avoir effet si elles ne sont confirmées par le conseil à sa plus prochaine réunion » ;

Considérant que le Bourgmestre a pris, le 22 octobre 2020, l'ordonnance ci-dessous en estimant pouvoir se dispenser de recourir au Conseil communal, en raison de l'urgence de la situation, telle que décrite dans le texte de l'ordonnance lui-même ;

Considérant qu'il convient que le Conseil se penche sur la confirmation de ladite ordonnance, sous peine de voir ses effets prendre fin ;

DECIDE de confirmer l'ordonnance prise le 22 octobre 2020 par le Bourgmestre, Vincent DE WOLF, et dont le texte est le suivant :

Le Bourgmestre,

Vu l'article 135, §2 de la Nouvelle loi communale qui dispose que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la sécurité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ; et notamment le soin de prévenir, par les précautions convenables, et celui de faire cesser par la distribution des secours nécessaires, les accidents et fléaux calamiteux, tels que les incendies, les épidémies et les épizooties ;

Vu l'article 134 de la même loi qui, en cas d'urgence, confie au bourgmestre cette compétence réglementaire de police, lorsque le moindre retard pourrait occasionner des dangers ou des dommages pour les habitants ;

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile ;

Considérant la qualification par l'Organisation Mondiale de la Santé du coronavirus Covid-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant que le coronavirus Covid-19 est une maladie infectieuse très contagieuse touchant généralement les poumons et les voies respiratoires ;

Que le coronavirus Covid-19 se transmet d'un individu à un autre par voie aérienne ; que sa transmission semble s'opérer par tous les modes possibles d'émission par la bouche et le nez ;

Que le risque de la propagation rapide de la pandémie et la nécessité de la contenir afin de préserver la santé des citoyens ainsi que la capacité d'accueil des infrastructures hospitalières requiert une intervention rapide des autorités publiques ;

Considérant que l'ensemble des autorités sont vigilantes et mettent tous les moyens en œuvre pour préserver la santé publique ; qu'à cet égard la phase fédérale du plan d'urgence national a été déclenchée le 13 mars 2020 et qu'elle entraîne la prise de mesures contraignantes imposées aux différents niveaux de l'état ; que des mesures urgentes pour limiter la propagation du coronavirus Covid-19 ont, depuis cette date, été adoptées ;

Vu les arrêtés du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale des 07.10.2020 et 12.10.2020 portant fermeture des bars et arrêtant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus Covid-19 ;

Vu l'ordonnance de police du Bourgmestre du 12 octobre 2020 portant des mesures de sécurité au sein des installations sportives communales d'Etterbeek durant la pandémie de coronavirus Covid-19 ;

Vu l'ordonnance de police du Conseil communal du 19 octobre 20 rendant obligatoire le port du masque en certains endroits du territoire communal pour raison de salubrité publique durant la pandémie de coronavirus Covid-19 ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus Covid-19 ; que notre pays est en niveau d'alerte 4 au niveau national depuis le 13.10.2020 ;

Considérant que le nombre d'hospitalisations quotidiennes a presque doublé en une semaine ; que cette nouvelle évolution exponentielle a pour conséquence que le taux d'engorgement des hôpitaux , en particulier des services de soins intensifs, devient à nouveau critique ; que certains hôpitaux sont confrontés à un absentéisme pour cause de maladie du personnel ;

Considérant que la situation épidémiologique actuelle nécessite toujours de limiter les contacts sociaux de façon drastique ;

Considérant qu'il est nécessaire de porter une attention particulière aux situations qui comportent un risque important de propagation du virus ; que certains rassemblements en plein air constituent un danger particulier pour la santé publique dès lors que la densité de population y est très importante et risque de compromettre le respect des règles de distanciation sociale ;

Considérant que l'expérience des précédentes années démontre qu'il y a davantage de visiteurs au cimetière durant la semaine qui précède et celle qui suit le 1^{er} novembre; que bien qu'étant en plein air, le cimetière constitue de ce fait un lieu de forte fréquentation présentant un risque accru de contamination potentielle au covid-19 par des personnes dont nombre d'entre elles appartiennent à un groupe à risque ;

Considérant que l'ordonnance de police du Conseil communal du 19.10.20 rendant obligatoire le port du masque en certains endroits du territoire communal pour raison de salubrité publique durant la pandémie de coronavirus Covid-19, ne vise pas la zone du cimetière communal où, en temps normal, la distanciation sociale peut être respectée;

Considérant que le principe de précaution justifie la prise, par les autorités locales, de mesures supplémentaires dans l'intérêt de la santé publique durant la semaine qui précède et celle qui suit le 1^{er} novembre; qu'ainsi que le précise l'arrêté ministériel du 19.10.2020, une mesure de police encadrant les rassemblements de plus de quatre personnes est indispensable et proportionnée ;

Qu'ainsi durant la semaine qui précède et celle qui suit le 1^{er} novembre, le cimetière constitue une zone de la commune où le port du masque ou de toute alternative en tissu doit être imposé à toute personne de 12 ans au moins;

Que les citoyens doivent être clairement informés de cette obligation et des moments où elle s'applique; qu'un affichage comprenant l'indication des jours et heures où cette mesure est en vigueur doit être placé ;

Considérant que, de manière générale, les personnes restent strictement soumises au respect des mesures de distanciation sociale, en particulier le maintien d'une distance d'au moins 1,5 mètre entre chaque personne ;

Considérant qu'en cas d'événements graves, imprévus et qui nécessitent une réaction urgente, le bourgmestre est fondé à se substituer au conseil communal pour exercer le pouvoir réglementaire de police communale de ce dernier ;

Que, vu l'urgence et la nécessité de mettre en œuvre la présente ordonnance et d'en informer adéquatement la population, il n'est pas possible de convoquer le conseil communal en temps utile ;

Vu la balance des intérêts en présence ;

Vu les motifs susmentionnés ;

Vu l'urgence ;

ORDONNE CE QUI SUIT

Article 1

La présente ordonnance complète celle du 19.10.2020 dont les dispositions restent d'application.

Article 2

Dans la zone visée par la présente ordonnance, toute personne à partir de l'âge de 12 ans est obligée de se couvrir intégralement la bouche et le nez avec un masque ou toute autre alternative en tissu.

Lorsque le port d'un masque ou de toute autre alternative en tissu n'est pas possible pour des raisons médicales, un écran facial peut être utilisé.

Le port du masque n'est pas obligatoire lors de la pratique d'un sport, de l'accomplissement d'un travail

physique intensif sur la voie publique et pour les personnes porteuses d'un handicap qui ne leur permet pas le port d'un masque ou d'un écran facial. Les distanciations physiques devront dans tous les cas être respectées étant entendu que si la configuration des lieux ne permet pas leur respect, le masque devra être porté.

Article 3

L'obligation visée à l'article 2 alinéa 1 s'applique dans la zone suivante :

Zone « cimetière communal », laquelle se compose comme suit :

- Dans un rayon de 15 mètres de l'entrée du cimetière communal ;
- Dans l'enceinte du cimetière communal .

Article 4

L'obligation visée à l'article 2 alinéa 1 est d'application durant la période et aux heures suivantes :

- **du samedi 24 octobre 2020 au dimanche 8 novembre 2020 inclus ;**
- **de 7h30 à 17 heures.**

Article 5

La présente ordonnance vaut injonction. Le non-respect de ce texte sera puni d'une amende administrative aux taux prévus par la loi du 24.06.2013 relatives aux sanctions administratives communales, à savoir maximum 350 €, conformément à l'article 11 du règlement général de police.

Article 6

Les services de police sont chargés de veiller au respect de la présente ordonnance.

Article 7

La présente ordonnance entrera en vigueur le 24 octobre 2020.

Article 8

Conformément à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cette ordonnance peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête est adressée au greffe du Conseil d'État, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat <http://eproadmin.raadvst-consetat.be> . Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Politieverordening houdende de mondkmaskerverplicht op de gemeentelijke begraafplaats van oktober tot 8 november 2020 - artikel 134 - Bevestiging

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder op artikels 117, 134 en 135;

overwegende dat op grond van artikel 134, “in geval van ernstige stoornis van de openbare rust of andere onvoorziene gebeurtenissen, waarbij het geringste uitstel gevaar of schade zou kunnen opleveren voor de inwoners, kan de burgemeester politieverordeningen maken, onder verplichting om daarvan onverwijld aan de gemeenteraad kennis te geven, met opgave van de redenen waarom hij heeft gemeend zich niet tot de raad te moeten wenden. Die verordeningen vervallen dadelijk, indien zij door de raad in de eerstvolgende vergadering niet worden bekrachtigd”;

overwegende dat de burgemeester op 22 oktober 2020 onderstaande verordening heeft uitgevaardigd en dat hij van mening was zich niet tot de gemeenteraad te moeten richten gezien de dringendheid van de situatie, zoals beschreven in de tekst van de verordening;

overwegende dat het is aangewezen dat de raad zich buigt over de bevestiging van die verordening, zo niet dan zal die vervallen;

BESLIST om de verordening van 22 oktober 2020, die werd uitgevaardigd door burgemeester Vincent De Wolf en waarvan de tekst de volgende is, te bevestigen:

De burgemeester,

gelet op artikel 135, §2 van de Nieuwe Gemeentewet die bepaalt dat de gemeenten tot taak hebben om ten behoeve van de inwoners te voorzien in een goede politie, met name de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen; en met name het nemen van passende maatregelen om rampen en plagen, zoals brand, epidemieën en epizoötiën te voorkomen en het verstrekken van de nodige hulp om ze te doen ophouden;

gelet op artikel 134 van diezelfde wet die, in geval van nood, die regelgevende bevoegdheid van de politie aan de burgemeester toevertrouwt wanneer de minste vertraging gevaar of schade zou kunnen veroorzaken voor de inwoners;

gelet op de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid;

gelet op de kwalificatie van het coronavirus Covid-19 als pandemie door de Wereldgezondheidsorganisatie op 11 maart 2020;

overwegende dat het coronavirus Covid-19 een zeer besmettelijke infectieziekte is die over het algemeen de longen en de luchtwegen aantast;

dat het coronavirus Covid-19 door de lucht wordt overgedragen van het ene individu op het andere; dat de overdracht van het coronavirus lijkt plaats te vinden via alle mogelijke vormen van lozing via de mond en de neus;

dat het risico op de snelle verspreiding van de pandemie en de noodzaak om deze te onderdrukken om de gezondheid van de burgers en de capaciteit van de ziekenhuisinfrastructuur te beschermen een snelle tussenkomst van de overheden vereist;

overwegende dat alle overheden waakzaam zijn en alles in het werk stellen om de volksgezondheid te beschermen; dat in dit verband de federale fase van het nationale noodplan op 13 maart 2020 werd afgekondigd en dat deze fase het nemen van dwingende maatregelen op verschillende niveaus van het land met zich meebrengt; dat er sindsdien dringende maatregelen zijn genomen om de verspreiding van het Covid-19-coronavirus te beperken;

gelet op de besluiten van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 07.10.2020 en 12.10.2020 houdende sluiting van de bars en tot vaststelling van noodmaatregelen om de verspreiding van het coronavirus te beperken;

gelet op de politieverordening van de burgemeester van 12 oktober 2020 houdende de veiligheidsmaatregelen in de gemeentelijke sportaccommodaties van Etterbeek tijdens de coronapandemie Covid-19;

gelet op de politieverordening van de gemeenteraad van 19 oktober 2020 tot verplichting van het dragen van een masker op bepaalde plaatsen op het gemeentelijke grondgebied om redenen van volksgezondheid tijdens de coronavirus-Covid-19-pandemie;

gelet op het ministerieel besluit van 18 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken; overwegende dat ons land sinds 13.10.2020 in alarmfase 4 is op nationaal niveau;

overwegende dat het aantal ziekenhuisopnames per dag in een week tijd bijna is verdubbeld; dat die nieuwe exponentiële evolutie tot gevolg heeft dat de bezettingsgraad van de ziekenhuizen, in het bijzonder de intensieve zorgen, opnieuw kritiek is; dat sommige ziekenhuizen worden geconfronteerd met afwezigheden wegens ziekte;

overwegende dat het gezien de huidige epidemiologische situatie nog steeds noodzakelijk is om de sociale contacten drastisch te beperken;

overwegende dat het belangrijk is om bijzondere aandacht te besteden aan situaties die een groot risico op de verspreiding van het virus inhouden; dat sommige samenscholingen in de openlucht een gevaar inhouden voor de volksgezondheid aangezien de bevolking zich daar dicht op elkaar bevindt en het risico bestaat dat de sociale afstand niet wordt nageleefd;

overwegende dat de ervaring van de voorbije jaren ons leert dat er meer bezoekers op de begraafplaats zijn tijdens de week die voorafgaat aan 1 november; dat hoewel de begraafplaats in de openlucht is gelegen, het toch een drukbezochte plaats is met een groter risico op eventuele besmetting met Covid-19 door mensen van wie er velen tot een risicogroep behoren;

overwegende dat de politieverordening van de gemeenteraad van 19.10.2020 tot verplichting van het dragen van een masker op bepaalde plaatsen op het gemeentelijke grondgebied om redenen van volksgezondheid tijdens de coronavirus-Covid-19-pandemie niet van toepassing is voor de zone van de gemeentelijke begraafplaats waar de sociale afstand in normale omstandigheden kan worden gerespecteerd;

overwegende dat het voorzorgsprincipe rechtvaardigt dat de lokale overheid bijkomende maatregelen treft in het belang van de volksgezondheid tijdens de week die voorafgaat aan 1 november en de week erna; overwegende dat, zoals vermeld in het ministerieel besluit van 19.10.2020, een politie maatregel die bijeenkomsten van meer dan vier personen regelt, onontbeerlijk en proportioneel is;

dat de begraafplaats een zone in de gemeente is waar een mondmasker of elk ander alternatief in stof verplicht moet zijn voor elke persoon vanaf 12 jaar tijdens de week die voorafgaat aan 1 november en de week die erop volgt;

dat de burgers duidelijk geïnformeerd moeten worden over die verplichting en de momenten waarop ze van toepassing is; dat er affiches moeten worden geplaatst met vermelding van de dagen en uren waarop deze maatregelen van kracht is;

overwegende dat, over 't geheel genomen, de mensen de maatregelen inzake de sociale afstand, en in het bijzonder een afstand van ten minste 1,5 meter tussen elke persoon, strikt moeten blijven naleven;

overwegende dat in geval van ernstige, onvoorziene gebeurtenissen die een dringende reactie vereisen, de burgemeester het recht heeft de gemeenteraad te vervangen om de regelgevende bevoegdheid van de gemeentepolitie uit te oefenen;

dat het, gezien de dringendheid en de noodzaak om deze verordening uit te voeren en de bevolking adequaat te informeren, niet mogelijk is om de gemeenteraad tijdig bijeen te roepen;

gelet op de afweging van de belangen;

gelet op de bovenstaande motieven;

gelet op de dringendheid;

VERORDENT WAT VOLGT

Artikel 1

Deze verordening is een aanvulling op die van 19.10.2020 waarvan de bepalingen van toepassing blijven.

Artikel 2

In de zone bedoeld in deze verordening moet elke persoon vanaf 12 jaar verplicht de mond en de neus bedekken met een masker of elk ander stoffen alternatief.

Wanneer het dragen van een mondk masker of elk alternatief in stof niet mogelijk is omwille van medische redenen, mag een gelaatsscherm worden gebruikt.

Het dragen van een mondk masker is niet verplicht tijdens het beoefenen van een sport, bij het uitvoeren van intens fysiek werk op de openbare weg en voor mensen die door hun handicap geen mondk masker of gelaatsscherm kunnen dragen; De fysieke afstand moet in alle gevallen gerespecteerd worden met dien verstande dat een masker verplicht is als de indeling van de plaats niet toelaat om afstand te bewaren.

Artikel 3

De verplichting uit artikel 2 alinea 1 is van toepassing op de volgende zone:

Zone “gemeentelijke begraafplaats”, die als volgt is samengesteld:

- In een straal van 15 meter rond de ingang van de gemeentelijke begraafplaats
- Op de gemeentelijke begraafplaats

Artikel 4

De verplichting uit artikel 2 alinea 1 is van toepassing tijdens de volgende periode en op de volgende uren:

- van zaterdag 24 oktober 2020 tot en met zondag 8 november 2020
- van 7.30 uur tot 17 uur.

Artikel 5

Deze verordening geldt als bevel. De niet-naleving van deze tekst wordt bestraft met een administratieve boete tegen de tarieven voorzien in de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve

sancties, met name 350 euro, in overeenstemming met artikel 11 van het algemeen politiereglement.

Artikel 6

De politiediensten zullen toezien op de naleving van deze verordening.

Artikel 7

Deze verordening treedt in werking op 24 oktober 2020.

Artikel 8

In overeenstemming met artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan een beroep tot nietigverklaring van deze ordonnantie ingediend worden bij de afdeling Administratie van de Raad van State wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend worden binnen 60 dagen na betekening van dit besluit. Het verzoekschrift dient aan de griffie van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 in 1040 Brussel, te worden toegezonden, hetzij per post met een aangetekend schrijven, hetzij volgens de elektronische procedure aan de hand van de identiteitskaart op de beveiligde website van de Raad van State <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Er kan tevens een vordering tot schorsing van dit besluit ingediend worden, in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

8 Centre de testing Mérode - Convention avec la COCOM - Approbation.

Le Conseil communal,

Vu les décisions prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins les 10.09, 01.10 et 15.10.2020 concernant l'installation d'un centre de testing par la COCOM;

Considérant qu'une convention devait encore être établie fixant les obligations de chacune des parties;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale;

DECIDE d'approuver les termes de la convention reprise ci-dessous fixant les obligations de chacune des parties dans le cadre de la mise en place et du fonctionnement d'un centre de testing à Mérode :

Commune de ETTERBEEK – Centre de testing ‘MERODE’ – rond point Merode (50'naire) Etterbeek

Entre :

- La Commune de Etterbeek, représentée par Monsieur le bourgmestre Vincent De Wolf et Mme Annick PETIT, Secrétaire communal f.f.
- La Croix-Rouge représentée par, Monsieur Jean-François Calloud
- L'hôpital UCL St LUC, représenté par Madame Anne-Sophie Marsin
- La Commission communautaire commune (Cocom), représentée par le Fonctionnaire dirigeant des Services du Collège réuni, Monsieur Nicolas Lagasse, qui agit sur délégation en vertu de la

décision du Collège réuni du 2 juillet 2020.

Contexte : Dans le souci de répondre à la crise sanitaire COVID-19, la Commission communautaire commune

a l'ambition d'augmenter la capacité de testing à 9.000 tests par jour maximum.

L'objectif de la stratégie de dépistage est d'identifier les personnes infectées et de les mettre en quarantaine afin de prévenir toute nouvelle propagation. Afin de contribuer à cet objectif, la commune de Etterbeek, l'hôpital UCL St-Luc et la Croix Rouge créent un partenariat pour la mise en place et l'opérationnalisation du centre de test 'MERODE.

Le Centre de Etterbeek, appelé 'MERODE' – sis rond point Merode (50'naire) Etterbeek– a l'intention d'accueillir entre 400 et 1200 personnes par jour, avec une capacité par box de prélèvement allant de 20 à 30 frottis par heure.

Le public visé par le centre est un public de citoyens asymptomatiques ou légèrement symptomatiques qui répondent aux définitions adhoc publiées par sciensano.

Le citoyen qui doit se faire tester doit prendre rendez-vous au centre via la plateforme de rendez-vous en ligne brussels.testcovid.be.

Aucun citoyen sans rendez-vous ne sera, en principe, accepté.

Les citoyens doivent se présenter avec soit leur CTPC code (reçu par sms soit à partir du contact center soit généré par d'autres moyens), soit après prescription par leur médecin traitant (e-form).

Le centre est une collaboration entre quatre parties : la commune d'Etterbeek, La Croix-Rouge, le centre de prélèvement de l'UCL St LUC et la COCOM. Cette lettre d'intention vise à décrire les rôles et responsabilités de chacun dans la mise en œuvre du centre.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} – engagements de la COCOM – Financement

La COCOM prend en charge, par le biais d'une subvention :

- le financement complet de l'installation et du fonctionnement du centre tel que décrit ci-dessous à l'exception des frais déjà pris en charge par le financement INAMI pour les centres de prélèvement et ce pour la période du 2 octobre 2020 au 31 mars 2021.

Ces frais recouvrent les frais d'aménagement du site Mérode, les frais de personnel assurant la gestion des infrastructures et de la logistique du site .

- les frais de matériel non fourni par la plateforme interfédérale (solutions hydro-alcooliques et leurs supports, désinfectants de surface, lingettes, mouchoirs en papier, containers jaunes, charlotte et scotch) et prévoit un dédommagement pour les autres frais non couverts par le financement INAMI .
- les coûts de licence des logiciels informatiques (software) nécessaires au déroulement des activités (application de prise de rendez-vous, encodage et transfert des données, antivirus,..) et les coûts du matériel informatique (hardware) et de communication numérique sécurisée (WiFi, trafic internet). Si d'application, les coûts de maintenance et de support « on- et off-site » sont également à charge de la COCOM.
- les frais des petits consommables tels papier, toner, ...

Article 2 – Engagement de la COCOM – Fonctionnement

Le centre Mérode ouvre initialement en tant qu'antenne du centre de prélèvement de l'hôpital UCL St LUC . Si décidé tel par la Croix-Rouge en concertation avec l'hôpital St LUC UCL, la COCOM s'engage à soutenir la reconnaissance du centre en tant que centre alternatif, bénéficiant par là des financements octroyés par le comité de l'assurance.

La COCOM n'assure aucune fonction opérationnelle sur le site.

- Elle assure un rôle facilitateur pour les trois partenaires, commune d'Etterbeek, la Croix-Rouge et l'hôpital, avec les autorités compétentes.
- Elle transmet aux autorités compétentes les problèmes structurels rencontrés par les centres dans leur fonctionnement quotidien. Elle joue, par exemple, un rôle de rapportage des problèmes d'interfaçage entre les applications informatiques dans l'objectif de les résoudre le plus rapidement possible pour garantir la fluidité des activités du centre.
- Elle fournit les coordonnées des points de contact nécessaires des différents fournisseurs (logiciel, matériel) au coordinateur opérationnel et au coordinateur médical afin de leur permettre de gérer rapidement tout type de difficulté soit dans le fonctionnement des applications, soit dans la fourniture de matériel.
- Elle transmet les décisions de l'autorité en matière de testing et de tracing.
- Elle s'assure de l'homogénéité des pratiques de tous les centres de test sur la région et assure une concertation entre les coordinateurs de différents centres bruxellois en les réunissant une fois toutes les deux semaines afin d'instaurer un échange des « best practices » et des améliorations continues.
- Elle assure la communication entre le niveau (inter)fédéral et le centre de test.
- Elle organise la communication sanitaire régionale.
- Elle détermine la stratégie en matière d'élaboration d'un ordre de groupes-cibles prioritaires en matière de testing.

Article 3 – Engagement de la commune de Etterbeek :

La Commune assure la responsabilité du maintien de l'ordre autour du site et de la communication envers les riverains.

Cela comprend :

- la mise à disposition de deux Gardiens de la Paix pour assurer le fonctionnement et la sécurité du site en semaine et le weekend.
- la mise à disposition des lieux pour organiser l'activité de testing et ce pendant la durée de celui-ci.
- Elle s'assure de la communication envers les riverains/habitants de la commune via site de la commune et les médias sociaux de la commune et aux alentours du centre pour indiquer le chemin.
- Elle assure la sécurité et l'ordre public, dans la limite de ses compétences dans et aux alentours du centre.

Afin de permettre le paiement de factures faites au nom de la Croix-Rouge, la commune d'Etterbeek avance à la Croix-Rouge les montants relatifs à ces factures, à charge pour la Croix-Rouge de les rembourser à la commune d'Etterbeek conformément à l'article 6. La Commune d'Etterbeek peut

également prétendre au remboursement des frais engagés par celle-ci pour le fonctionnement du centre. La Cocom et la Croix-Rouge sont solidairement responsables du remboursement des avances consenties et des frais engagés par la Commune d'Etterbeek.

Article 4 – engagement de la Croix-Rouge – Opérationnalité

Le prestataire opérationnel assure la coordination opérationnelle du site en menant à bien les actions suivantes:

- Gestion de l'infrastructure physique, ICT (hardware + software) qui sert à régler la capacité journalière (plateforme d'enregistrement par le patient) et le flux administratif lors de la visite du centre par le patient.
- Gestion contractuelle et planning du personnel opérationnel, qui permet de faire fonctionner le centre, à l'exclusion du personnel lié au prélèvement (personnel administratif et coordinateur général).
- Gestion de tout le flux supply chain:
 - assurer l'approvisionnement du centre de tests en écouvillons et en matériel EPI,
 - assurer le transport des tests depuis et vers le laboratoire d'analyse des tests,
 - gestion du stock du matériel de test, des EPI et autre matériel relatif au bon fonctionnement du centre
- Assure un respect des KPI indicatifs suivants :

KPI en Capacité maximale du centre, liée à 2 phases :

phase 1 = jusqu'à 1 mois après l'ouverture : 500/jour, à moy. de min. 20 frottis / h /box
phase 2 = jusqu'à fin décembre : 1000/jour, à moy. de min. 25 frottis / h /box

- Une capacité moyenne par heure par frotteur (infirmier) de minimum 20/frottis/heure jusqu'à 30/frottis/heure est visée.
- Gestion de tout le processus informatique de A-Z et concertation avec les fournisseurs des différents systèmes
- Gestion du personnel lié aux prélèvements (médecin éventuel, coordinateur, frotteurs et administratifs liés au prélèvement): dans le cadre des contrats convenus par l'hôpital, gestion de recrutement, des contrats et du planning du personnel, médical et paramédical, administratif lié au prélèvement. Assurer le personnel en nombre et qualité suffisant. Encodage des heures INAMI.
- Commandes du matériel de prélèvement et des EPI.
- Gestion (réception et envoi) des écouvillons du / au laboratoire d'analyse des tests
- Elle s'engage à ce que le centre soit le plus possible, en fonction des moyens disponibles, up scalable et down scalable en quelques jours de temps, en termes d'infrastructure et organisation des flux de personnes.

Pour ce faire, la Croix-Rouge peut conclure toutes les collaborations nécessaires avec les partenaires extérieurs qu'elle juge utile de s'adjoindre. Elle s'adjoit notamment des services de la société Golazo.

Le coordinateur opérationnel est le responsable de la coordination de tous ces aspects du fonctionnement du centre. Ce dernier a une concertation au moins hebdomadairement avec la Cocom pour une gestion flexible du nombre de files ouvertes.

Article 5 – engagement de la Croix-Rouge – prélèvements

La Croix-Rouge met à disposition le personnel en charge de réaliser les tests et de faire le suivi administratif lié au sharepoint où sont encodés les données d'ouverture du centre, les noms des prestataires quotidiens et le relevé des activités quotidiennes.

Seront présents sur le site :

- Un coordinateur opérationnel
- Un infirmier
- Maximal un administratif par ligne ouverte + un administratif pour le helpdesk

Rôle du coordinateur:

- Assurer la coordination quotidienne afin d'assurer la permanence pour les lignes ouvertes
- Gérer l'ouverture ou la fermeture des lignes en fonction des ressources disponibles et en tenant compte de la demande effective de testing et cela en collaboration étroite avec la COCOM, le la Croix-Rouge, et le prestataire de service extérieur
- Assurer le suivi des écouvillons (commande, stockage, envoi) et des commandes des EPI
- Veiller à former les intervenants médicaux et infirmiers à tous les aspects liés au prélèvement pour le test PCR. Cela comprend la vérification de la compétence « technique » des préleveurs et la formation éventuelle de ceux-ci à la technique de prélèvement mais aussi la formation à l'utilisation du logiciel Médiportal et testcovid.be tant des médecins généralistes que des infirmiers et des administratifs pour les domaines qui les concernent.
- Apporter son aide, le cas échéant, au personnel du tri à l'entrée du site.
- Réaliser, en collaboration avec l'aide administrative, le reporting quotidien nécessaire sur le Share point des prestataires impliqués du jour et leurs prestations. Ces données sont nécessaires à la facturation.
- Réaliser, en collaboration avec l'aide administrative, le reporting quotidien des indicateurs d'activités nécessaires à la justification des ressources utilisées et le monitoring des activités et le temps que le logiciel Médiportal fournisse cette fonctionnalité de reporting quotidien.
- Donner et expliquer les consignes et précautions à prendre pour les contacts à haut risque et pour la quarantaine en respectant les consignes données par Sciensano.
- Assurer le lien avec la COCOM en ce qui concerne l'évolution de la capacité de testing du centre.
- Etre le lien avec les référents de l'UCL St LUC pour ce centre de prélèvement

Rôle de l'infirmier :

- Accueillir le patient
- Lui expliquer le déroulement du prélèvement
- Réaliser le prélèvement

Article 6 – engagement de la Croix-Rouge – préfinancement

La COCOM couvrant l'ensemble des frais engendrés par la mise en œuvre et par le fonctionnement du centre (déduction faite des montants pris en charge par l'INAMI) par le biais d'une subvention, la Croix-Rouge préfinance les divers frais et rentre une demande de subvention à la COCOM pour ce faire.

Une fois le montant du subside de la COCOM reçu, la Croix-Rouge rembourse à la commune d'Etterbeek les montants avancés par la commune d'Etterbeek conformément à l'article 3 dernier alinéa.

Article 7 – Le prestataire lié à l'Inami : UCL St LUC

Le centre de triage et de prélèvement UCL St LUC dispose d'un numéro d'agrément INAMI et peut être financé par l'Inami pour les forfaits horaires pour la coordination, pour les activités de prélèvements et pour les activités administratives.

Le centre Mérode est une antenne de ce centre .

Pour cette mission de prélèvements et des tâches administratives qui en déroulent, il fait appel à la Croix-Rouge avec qui il a signé une convention.

Article 8 – responsabilité civile – assurance :

Chaque partie intervenant directement ou indirectement dans la mise en œuvre du centre de prélèvement fait couvrir sa responsabilité et celle de ses collaborateurs par une assurance responsabilité dont la garantie est suffisante.

Article 9 - règles d'hygiène

Les règles d'hygiène qui sont observées sur le site de l'antenne de Mérode sont celles prescrites par le service d'hygiène hospitalière l'hôpital et doivent suivre en particulier les recommandations données par le médecin hygiéniste de l'hôpital.

Ces règles sont décrites dans un document qui est mis à la disposition du coordinateur du site. Elles couvrent tant le nettoyage/désinfections des locaux que la bonne utilisation des EPI.

Article 10 - confidentialité, secret médical et protection de la vie privée

Tous les prestataires de soins mais aussi les administratifs et tous les autres représentants de tous les métiers présents sur le site sont tenus à la discrétion sur ce qu'ils sont amenés à voir ou entendre de la part des citoyens qui viennent se faire tester.

Le secret médical est applicable aux professionnels de soins et le secret professionnel est applicable à tous les autres métiers.

Toute infraction à cette règle est considérée comme une faute grave et fait l'objet d'un rapport auprès de l'employeur de la personne incriminée pour action immédiate.

Toute infraction de ce type peut faire l'objet d'une plainte au pénal de la part de la personne lésée vis-à-vis du prestataire ou personnel incriminé.

Article 10 - traitement des données

Les données récoltées auprès du citoyen qui vient se faire tester sont destinées à identifier de manière univoque le prélèvement naso-pharyngé dont il a bénéficié.

Les données personnelles qui sont récoltées à cette occasion le sont également à des fins de tracing conformément à l'accord de coopération du 25 août 2020 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les entités fédérées compétentes ou par les agences compétentes, par les services d'inspections d'hygiène et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présumées) infectées par le coronavirus COVID-19 se fondant sur une base de données auprès de Sciensano

Les applications informatiques utilisées respectent le règlement général de protection des données.

Article 11 – Durée de la convention

La convention prend fin le 31/03/2021. Toutefois, si la demande de testing se prolonge au-delà de cette date et que le financement de l'activité est assuré, la convention pourra être prolongée pour une durée à convenir entre les parties.

Centrum testing - Overeenkomst met COCOM - Goedkeuring.

De gemeenteraad,

gelet op de beslissingen van het college van burgemeester en schepenen van 10.09, 01.10 en 15.10.2020 in verband met de installatie van een testcentrum door de GGC;

overwegende dat er nog een overeenkomst moest worden opgesteld met de verplichtingen van de partijen;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST om de voorwaarden van de onderstaande overeenkomst goed te keuren waarin de verplichtingen worden vastgelegd van elk van de partijen in het kader van de installatie en de werking van een testcentrum in Merode:

Gemeente Etterbeek – Testcentrum MERODE – Meroderotonde (Jubelpark) Etterbeek

Tussen:

- De gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door de burgemeester, Vincent De Wolf, en de waarnemend gemeentesecretaris, Annick Petit
- Het Rode Kruis, vertegenwoordigd door de heer Jean-François Calloud
- Het ziekenhuis UCL St LUC, vertegenwoordigd door mevrouw Anne-Sophie Marsin
- De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie (GGC), vertegenwoordigd door de leidend ambtenaar van de diensten van het verenigd college, de heer Nicolas Lagasse, die handelt bij delegatie op grond van de beslissing van het verenigd college van 2 juli 2020.

Context: Om te reageren op de gezondheidscrisis naar aanleiding van COVID-19 wil de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie de testcapaciteit verhogen tot maximaal 9.000 tests per dag.

Het doel van de teststrategie is om besmette personen te identificeren en in quarantaine te plaatsen om de verdere verspreiding van het virus te voorkomen. Om te helpen om die doelstelling te bereiken, sluiten de gemeente Etterbeek, het ziekenhuis UCL St-Luc en het Rode Kruis een partnerschap om het testcentrum MERODE op te richten en te operationaliseren.

Het centrum van Etterbeek, dat de naam MERODE heeft gekregen, is gelegen aan de Meroderotonde (Jubelpark) in Etterbeek en wil dagelijks tussen de 400 en 1200 personen ontvangen. Elke box heeft een capaciteit van 20 tot 30 uitstrijkjes per uur.

Het publiek waarop het centrum zich richt is een publiek van asymptomatische of licht symptomatische burgers die voldoen aan de definities die Sciensano heeft gepubliceerd.

Burgers die zich moeten laten testen, moeten een afspraak maken in het centrum via het online afsprakenplatform brussels.testcovid.be.

Burgers zonder afspraak worden in principe niet aanvaard.

Burgers moeten zich aanmelden met hun CTPC-code (die zij hebben ontvangen per sms, via het contactcentrum of via een andere weg) of met het voorschrift van hun behandelend arts (e-formulier).

Het centrum is een samenwerking tussen vier partijen: de gemeente Etterbeek, het Rode Kruis, het afnamecentrum van de UCL St LUC en de GGC. Deze intentieverklaring heeft tot doel de rollen en verantwoordelijkheden van elk van hen bij de uitvoering van het centrum te beschrijven.

Wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Verbintenissen van de GGC – Financiering

De GGC neemt de volgende kosten voor haar rekening door middel van een subsidie:

- de volledige financiering van de installatie en de werking van het centrum zoals hieronder beschreven met uitzondering van de kosten die al worden gedekt door de financiering van het RIZIV voor de afnamecentra en dat voor de periode van 2 oktober 2020 tot en met 31 maart 2021.

Die kosten dekken de kosten voor de inrichting van de site Merode en de kosten voor het personeel dat verantwoordelijk is voor het beheer van de infrastructuur en de logistiek van de site.

- de kosten voor materiaal dat niet wordt geleverd door het interfederaal platform (hydroalcoholische oplossingen en hun dragers, ontsmettingsmiddelen voor oppervlakken, doekjes, papieren zakdoeken, gele containers, charlotte en scotch) en voorziet een vergoeding een vergoeding voor de andere kosten die niet worden gedekt door de financiering van het RIZIV.
- de kosten voor de licentie van computerprogramma's (software) die noodzakelijk zijn voor het verloop van de activiteiten (applicatie om een afspraak te maken, invoering en overdracht van gegevens, antivirus) en de kosten voor computermateriaal (hardware) en gedigitaliseerde, beveiligde digitale communicatie (wifi, internet). Indien van toepassing worden ook kosten voor onderhoud en ondersteuning "on and off site" door de GGC betaald.
- kosten voor kleine verbruiksgoederen zoals papier, toners...

Artikel 2 – Verbintenissen van de GGC – Werking

Het centrum Merode gaat aanvankelijk open als voorpost van het afnamecentrum van het ziekenhuis UCL St LUC. Als het Rode Kruis in overleg met het ziekenhuis UCL St Luc daartoe beslist, verbindt de GGC zich ertoe om de erkenning van het centrum als alternatief centrum erkennen waardoor het gebruik kan maken van de financieringen die worden toegekend door het verzekeringscomité.

De GGC voert geen enkele operationele functie uit op de site.

- Ze neemt de rol van facilitator op zich voor de drie partners, namelijk de gemeente Etterbeek, het Rode Kruis en het ziekenhuis, met de bevoegde overheden.
- Ze geeft de bevoegde overheden een overzicht van de structurele problemen waarmee de centra in hun dagelijkse werking worden geconfronteerd. Ze speelt bijvoorbeeld een rol bij het melden van problemen tussen computerapplicaties met als doel deze zo snel mogelijk op te lossen om het goede

verloop van de activiteiten van het centrum te garanderen.

- Zij bezorgt de operationele coördinator en de medische coördinator de gegevens van de contactpersonen van de verschillende leveranciers (software, hardware) zodat zij alle soorten problemen met de werking van de toepassingen of met de levering van materiaal snel kunnen aanpakken.
- Zij geeft de beslissingen van de overheid in verband met testing en tracing door.
- Zij garandeert dat de praktijken van alle testcentra in het Gewest homogeen verlopen en zorgt voor overleg tussen de coördinatoren van de verschillende Brusselse centra door ze om de twee weken samen te brengen om van mening te wisselen over best practices en voortdurende verbeteringen tot stand te brengen.
- Ze is verantwoordelijk voor de communicatie tussen het (inter)federaal niveau en het testcentrum.
- Zij organiseert de gezondheidscommunicatie van het Gewest.
- Zij bepaalt de strategie voor de uitwerking van een volgorde van prioritaire doelgroepen voor de testen.

Artikel 3 – Verbintenissen van de gemeente

De gemeente is verantwoordelijk voor de ordehandhaving op de site en voor de communicatie naar de buurtbewoners toe.

Dat omvat het volgende:

- de terbeschikkingstelling van twee gemeenschapswachten om de werking en de veiligheid van de site te garanderen, zowel tijdens de week als tijdens het weekend
- de terbeschikkingstelling van lokalen om de testactiviteit te organiseren en dat tijdens de volledige duur.
- Ze is verantwoordelijk voor de communicatie naar de buurtbewoners/de inwoners van de gemeente toe via de website van de gemeente en de sociale media van de gemeente alsook in de buurt van het centrum om de weg aan te duiden.
- Zij is verantwoordelijk voor de veiligheid en de openbare orde, binnen de grenzen van haar bevoegdheden, binnen en rond het testcentrum.

Om de facturen te kunnen betalen die werden opgesteld op naam van het Rode Kruis zal de gemeente Etterbeek de bedragen voor die facturen voorschieten aan het Rode Kruis, dat die bedragen moet terugbetalen aan de gemeente Etterbeek in overeenstemming met artikel 6. De gemeente Etterbeek kan ook aanspraak maken op een terugbetaling van kosten die zij heeft gemaakt voor de werking van het centrum.

De GGC en het Rode Kruis zijn solidair aansprakelijk voor de terugbetalingen van de voorschotten die de gemeente Etterbeek heeft betaald en de kosten die zij heeft gemaakt.

Artikel 4 – Verbintenissen van het Rode Kruis – Operationaliteit

De operationele dienstverlener is verantwoordelijk voor de operationele coördinatie van de site. Daartoe voert hij de volgende acties correct uit:

- Beheer van de fysieke infrastructuur, ICT (hardware + software) die wordt gebruikt om de dagelijkse capaciteit te regelen (platform voor registratie per patiënt) en de administratieve stroom

bij elk bezoek van elke patiënt.

- Contractueel beheer en planning van het operationele personeel waardoor het centrum kan functioneren, met uitsluiting van het personeel voor de afnames (administratief personeel en algemene coördinatie).
- Beheer van de supply chain:
 - de voorraden van het testcentrum, met name wissers voor de testen en persoonlijke beschermingsmiddelen
 - het transport van de testen van en naar het labo voor analyse
 - beheer van de stock van het testmateriaal, het persoonlijk beschermingsmiddelen en ander materiaal voor de goede werking van het centrum
- Zorgt er voor dat de volgende indicatieve KPI worden nageleefd:

KPI van de maximale capaciteit van het centrum met betrekking tot 2 fases:

fase 1 = tot 1 maand na opening: 500/dag, met gemiddeld minstens 20 wissers per uur per box en fase 2 = tot eind december: 1000/dag, met gemiddeld minstens 25 wissers per uur per box

- Een gemiddelde capaciteit per uur per verpleegkundige van minstens 20 wissers per uur tot 30 wissers per uur wordt beoogd.
- Beheer van het volledige informaticaproces van A tot Z en overleg met de leveranciers van de verschillende systemen.
- Beheer van het personeel voor de afnames (eventueel arts, coördinatoren, mensen die de wissers gebruiken, administratief personeel voor de afnames): in het kader van de contracten die het ziekenhuis heeft afgesloten, beheer van aanwervingen, contracten en planning van het medisch, paramedisch en administratief personeel voor de afname. Zorgen voor voldoende, kwalitatief personeel. Invoering van de RIZIV-uren.
- Bestelling van afnamemateriaal en persoonlijke beschermingsmiddelen
- Beheer (ontvangst en verzending) van de wissers van/naar het labo voor analyse van de testen
- Ze verbindt zich ertoe dat het centrum in functie van de beschikbare middelen zoveel mogelijk up scalable en down scalable is in enkele dagen tijd op het vlak van infrastructuur en organisatie van de toestroom aan mensen.

Daartoe kan het Rode Kruis de nodige samenwerkingsverbanden sluiten met externe partners waarvan het vindt dat zij nuttig zijn om te betrekken. Het Rode Kruis laat zich onder andere bijstaan door de diensten van het bedrijf Golazo.

De operationeel coördinator is verantwoordelijk voor de coördinatie van al die aspecten van de werking van het centrum. Die persoon overlegt minstens elke week met de GGC voor een flexibel beheer van het aantal files die werden geopend.

Artikel 5 – Verbintenissen van het Rode Kruis – Staalafnames

Het Rode Kruis stelt het personeel ter beschikking dat de taak heeft om de testen uit te voeren en de administratieve opvolging te verzekeren met betrekking tot het sharepoint waar de openingsgegevens van het centrum, de naam van de dagelijkse dienstverleners en het overzicht van de dagelijkse activiteiten worden ingevoerd.

Zijn aanwezig op de site:

- Een operationeel coördinator
- Een verpleegkundige
- Maximaal een administratief medewerker per lijn die open is + een administratief medewerker voor de helpdesk

Rol van de coördinator:

- De dagelijkse coördinatie verzekeren zodat er een permanentie is voor de lijnen die open zijn
- Verantwoordelijk voor de opening en de sluiting van de lijnen in functie van de beschikbare middelen en rekening houdend met de effectieve testvraag en dat in nauwe samenwerking met de GGC, het Rode Kruis en de externe dienstverlener
- Verantwoordelijk voor de opvolging van de wissers (bestelling, opslag en verzending) en van de bestelling van persoonlijke beschermingsmiddelen
- De medische actoren en verpleegkundige opleiden over alle aspecten in verband met de afname voor de PCR-test. Dit omvat de controle van de technische bekwaamheid van de personen die de afnames uitvoeren en de eventuele opleiding voor de personen over de afnametechniek, maar ook de opleiding over het gebruik van de software Médiportal en testcovid.be voor huisartsen, verpleegkundigen en administratief personeel binnen de domeinen die hen aanbelangen.
- Indien nodig ondersteuning bieden aan het triagepersoneel bij de ingang van de site
- In samenwerking met de administratieve medewerker zorgen voor de dagelijkse rapportering op het share point van de betrokken dienstverleners van de dag en hun prestaties. Die gegevens zijn nodig voor de facturatie.
- In samenwerking met de administratieve medewerker zorgen voor de dagelijkse rapportering over de indicatoren van activiteiten die noodzakelijk zijn om de gebruikte middelen te rechtvaardigen en de monitoring van de activiteiten en de tijd dat het programma Médiportal die functionaliteit van dagelijkse rapportering bezorgt
- De voorschriften en voorzorgsmaatregelen uitleggen die in acht moeten worden genomen bij hoogrisicocontacten voor de quarantaine volgens de voorschriften van Sciensano
- Zorgen voor de opvolging met de GGC voor wat betreft de evolutie van de testcapaciteit van het centrum
- In contact staan met de contactpersonen van het ziekenhuis UCL St LUC voor dit afnamecentrum.

Rol van de verpleegkundige:

- De patiënt verwelkomen
- Hem het verloop van de afname uitleggen
- De afname uitvoeren

Artikel 6 – Verbintenissen van het Rode Kruis – Prefinanciering

Aangezien de GGC alle kosten voor haar rekening neemt die voortvloeien uit de uitvoering en de werking van het centrum (na aftrek van de bedragen die het RIZIV voor zijn rekening neemt) door middel van een subsidie dekt, prefinanciert het Rode Kruis de verschillende kosten en dient het daartoe een subsidieaanvraag in bij de GGC.

Zodra het bedrag van de subsidie van de GGC is ontvangen, betaalt het Rode Kruis de bedragen die de gemeente Etterbeek heeft voorgeschoten terug aan de gemeente Etterbeek overeenkomstig de laatste alinea van artikel 3.

Artikel 7 – De dienstverlener verbonden aan het RIZIV: UCL St LUC

Het triage- en afnamecentrum UCL St LUC beschikt over een erkenningsnummer van het RIZIV en kan door het RIZIV worden gefinancierd voor de vaste uurtarieven voor de coördinatie, voor de afname-activiteiten en voor de administratieve activiteiten.

Het centrum Merode is een hulppost van dat centrum.

Voor de afname-opdracht en de administratieve taken die het uitvoert, doet het een beroep op het Rode Kruis, waarmee het een overeenkomst heeft gesloten.

Artikel 8 – Burgerlijke aansprakelijkheid – verzekering

Elke partij die rechtstreeks of onrechtstreeks is betrokken bij de uitvoering van het afnamecentrum laat zijn aansprakelijkheid en die van zijn werknemers dekken door een aansprakelijkheidsverzekering met voldoende dekking.

Artikel 9 – Hygiënevoorschriften

De hygiënevoorschriften die op de site van het testcentrum MERODE worden nageleefd, zijn de regels die worden voorgeschreven door de dienst voor ziekenhuishygiëne van het ziekenhuis en moeten in het bijzonder de aanbevelingen van de ziekenhuishygiënist opvolgen.

Die regels worden beschreven in een document dat ter beschikking wordt gesteld van de coördinator van de site. Ze hebben zowel betrekking op het reinigen/ontsmetten van de lokalen als op het juiste gebruik van persoonlijke beschermingsmiddelen.

Artikel 10 – Vertrouwelijkheid, medisch beroepsgeheim en bescherming van de persoonlijke levenssfeer

Alle zorgverleners, maar ook het administratief personeel en alle andere vertegenwoordigers van alle beroepen die op de site aanwezig zijn, zijn gebonden aan de discretieplicht over wat ze te zien of te horen krijgen van de burgers die zich laten testen.

Het medisch beroepsgeheim is van toepassing op de gezondheidswerkers en het beroepsgeheim is van toepassing op alle andere beroepen.

Elke inbreuk op deze regel wordt beschouwd als een ernstige fout en wordt gemeld aan de werkgever van de beschuldigde voor onmiddellijke actie.

Een dergelijk inbreuk kan het voorwerp uitmaken van een strafrechtelijke klacht van de benadeelde partij tegen de beschuldigde gezondheidswerker of personeelslid.

Artikel 10 – Verwerking van de gegevens

De gegevens die worden verzameld bij de burger zich komt laten testen zijn bedoeld om de het nasopharyngeaal staal dat van hem is afgenomen op ondubbelzinnige wijze te identificeren.

De persoonsgegevens die daarbij worden verzameld worden gebruikt voor tracingdoeleinden in overeenstemming met het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecties en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus COVID-19 besmet zijn op basis van een gegevensbank bij Sciensano.

De computerapplicaties die worden gebruikt respecteren de algemene verordening gegevensbescherming.

Artikel 11 – Duur van de overeenkomst

De overeenkomst loopt ten einde op 31/03/2021. Als de vraag naar testen wordt verlengd tot na die datum en de financiering van de activiteit wordt verzekerd, kan de overeenkomst worden verlegd voor een periode waarvoor de partijen een akkoord moeten bereiken.

9 **Modification du règlement relatif à la mise en place d'un système de chèques locaux dénommé « Broebel » pour soutenir les commerçants et artisans de proximité, les acteurs locaux du secteur non-marchand**

Le Conseil communal,

Considérant qu'en sa séance du 24 septembre 2020, le collège des Bourgmestre et Echevins a adopté le règlement relatif à la mise en place d'un système de chèques locaux dénommé « Broebel » pour soutenir les commerçants et artisans de proximité, les acteurs locaux du secteur non-marchand ;

Considérant l'article 5, paragraphe 1^{er}, dudit règlement qui prévoit l'obligation pour l'établissement participant d' « apposer au verso des chèques locaux le cachet de son établissement ainsi que la date de son utilisation par l'utilisateur » ;

Considérant que cette disposition est susceptible d'entraver la libre circulation des chèques locaux, en ce qu'elle ne facilite pas la réutilisation de ceux-ci par l'établissement qui les accepte pour paiement, auprès d'un autre établissement participant au dispositif;

Considérant que l'apposition d'un cachet par tous les établissements auprès desquels le chèque local devrait circuler risquerait de rendre celui-ci illisible voire inutilisable ;

Considérant dès lors que pour faciliter la libre circulation et la lisibilité des chèques locaux, il convient de supprimer à l'article 5, paragraphe 1^{er} dudit règlement, le quatrième tiret rédigé comme suit : « apposer au verso des chèques locaux le cachet de son établissement ainsi que la date de son utilisation par l'utilisateur » ;

Considérant, enfin, que cette modification est essentielle en vue de la conception technique du graphisme qui sera proposé pour les chèques locaux ;

DECIDE d'approuver la modification à l'article 5, paragraphe 1^{er}, du règlement relatif à la mise en place d'un système de chèques locaux dénommé « Broebel » pour soutenir les commerçants et artisans de proximité, les acteurs locaux du secteur non-marchand.

Wijziging van het reglement betreffende de invoering van een systeem van lokale cheques die “Broebel” worden genoemd om de buurthandelaars en -ambachtslui en de lokale actoren uit de non-profitsector te steunen

De gemeenteraad,

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 24 september 2020 het reglement betreffende de invoering van een systeem van lokale cheques die “Broebel” worden genoemd om de buurthandelaars en -ambachtslui en de lokale actoren uit de non-profitsector te steunen heeft goedgekeurd;

gelet op artikel 5, paragraaf 1 van dat reglement dat voor het deelnemende etablissement de verplichting voorziet om “op de achterkant van de lokale cheques de stempel van het etablissement en de datum van gebruik door de gebruiker te zetten”;

overwegende dat dit de vrije omloop van de lokale cheques zou kunnen ondermijnen doordat het etablissement dat de cheques als betaalmiddel ontvangt ze hierdoor niet kan hergebruiken;

overwegende dat het risico bestaat dat de lokale cheque onleesbaar of zelfs onbruikbaar wordt doordat alle etablissementen waar ze in omloop zijn een stempel zouden zetten;

overwegende dat het om de vrije omloop en de leesbaarheid van de lokale cheques te verbeteren, dus aangewezen is om in artikel 5, paragraaf 1 van het reglement het vierde gedachtestreepje te schrappen dat als volgt geformuleerd is: “op de achterkant van de lokale cheques de stempel van het etablissement en de datum van gebruik door de gebruiker te zetten”;

overwegende dat die wijziging bovendien van essentieel belang is met het oog op het technische ontwerp van de grafische vormgeving die zal worden voorgesteld voor de lokale cheques;

BESLIST om de wijziging van artikel 5, paragraaf 1 van het reglement betreffende de invoering van een systeem van lokale cheques die “Broebel” worden genoemd om de buurhandelaars en -ambachtslui en de lokale actoren uit de non-profitsector te steunen goed te keuren.

1 annexe / 1 bijlage

Etterbeek_Reglement relatif aux chèques commerces.pdf

10 **Modification de la convention d’affiliation au système de chèques locaux « broebel »**

Le Conseil communal,

Considérant qu’en sa séance du 24 septembre 2020, le collège des Bourgmestre et Echevins a adopté le règlement relatif à la mise en place d’un système de chèques locaux dénommé « Broebel » pour soutenir les commerçants et artisans de proximité, les acteurs locaux du secteur non-marchand, ainsi que la convention d’affiliation qui s’y rapporte ;

Considérant l’article 2 de ladite convention qui prévoit l’obligation pour l’établissement participant d’« apposer au verso des chèques locaux le cachet de son établissement ainsi que la date de son utilisation par l’utilisateur » ;

Considérant que cette disposition est susceptible d’entraver la libre circulation des chèques locaux, en ce qu’elle ne facilite pas la réutilisation de ceux-ci par l’établissement qui les accepte pour paiement, auprès d’un autre établissement participant au dispositif ;

Considérant que l’apposition d’un cachet par tous les établissements auprès desquels le chèque local devrait circuler risquerait de rendre celui-ci illisible voire inutilisable ;

Considérant dès lors que pour faciliter la libre circulation et la lisibilité des chèques locaux, il convient de supprimer à l’article 2 de la convention d’affiliation au système de chèques locaux « broebel », le quatrième tiret rédigé comme suit : « apposer au verso des chèques locaux le cachet de son établissement ainsi que la date de son utilisation par l’utilisateur » ;

Considérant, enfin, que cette modification est essentielle en vue de la conception technique du graphisme qui sera proposé pour les chèques locaux ;

DECIDE d'approuver la modification de l'article 2 de la convention d'affiliation au système de chèques locaux « broebel ».

Wijziging van de aansluitingsovereenkomst bij het systeem van de lokale “Broebel”-cheques.

De gemeenteraad,

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 24 september 2020 het reglement betreffende de invoering van een systeem van lokale cheques die “Broebel” worden genoemd om de buurthandelaars en -ambachtslui en de lokale actoren uit de non-profitsector te steunen en de bijhorende aansluitingsovereenkomst heeft goedgekeurd;

gelet op artikel 2 van die overeenkomst dat voor het deelnemende etablissement de verplichting voorziet om “op de achterkant van de lokale cheques de stempel van het etablissement en de datum van gebruik door de gebruiker te zetten”;

overwegende dat dit de vrije omloop van de lokale cheques zou kunnen ondermijnen doordat het etablissement dat de cheques als betaalmiddel ontvangt ze hierdoor niet kan hergebruiken;

overwegende dat het risico bestaat dat de lokale cheque onleesbaar of zelfs onbruikbaar wordt doordat alle etablissementen waar ze in omloop zijn een stempel zouden zetten;

overwegende dat het om de vrije omloop en de leesbaarheid van de lokale cheques te verbeteren, dus aangewezen is om in artikel 2 van de aansluitingsovereenkomst bij het systeem van de lokale “Broebel”-cheques het vierde gedachtestreepje te schrappen dat als volgt geformuleerd is: “op de achterkant van de lokale cheques de stempel van het etablissement en de datum van gebruik door de gebruiker te zetten”;

overwegende dat die wijziging bovendien van essentieel belang is met het oog op het technische ontwerp van de grafische vormgeving die zal worden voorgesteld voor de lokale cheques;

BESLIST om de wijziging van artikel 2 van de aansluitingsovereenkomst bij het systeem van de lokale “Broebel”-cheques goed te keuren.

1 annexe / 1 bijlage

Etterbeek_Convention d'affiliation chèques locaux.pdf

Service de prévention - Preventiedienst

11 Règlement — Primes pour l'installation et la maintenance d'un système de prévention et de protection des commerces et locaux où sont exercées des professions libérales contre les risques d'agression et de vol / télé police vision - Prolongation

Le Conseil communal,

Considérant la délibération du Conseil de police du 18.10.2011 décidant de l'attribution d'une concession de service public pour l'exploitation d'un système de raccordement direct au dispatching de la police locale, de systèmes d'alarme pour personnes installées dans les commerces et les locaux où sont exercées des professions libérales;

Considérant qu'il existe en effet un système d'alarme anti-agression performant, qui permet par la simple pression d'un bouton-poussoir, de transmettre directement un appel discret vers les services de police qui, outre une écoute silencieuse, pourront visualiser par caméra ce qui se passe dans le commerce ou le local et

ainsi intervenir plus efficacement ;

Considérant que la Commune souhaite encourager les commerçants et les titulaires de profession libérale à adopter un tel système; que cet encouragement peut se traduire par l'intervention de la Commune dans les frais d'installation et de maintenance du système et ce, par le biais d'une prime;

Considérant qu'en date du 16.12.2019, elle a prolongé son règlement relatif à la prime pour l'installation et la maintenance d'un système de prévention et de protection des commerces contre les risques d'agressions et de vols;

Considérant qu'il convient à nouveau de prolonger ce règlement;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale;

DECIDE d'adopter le règlement repris ci-dessous :

Article 1er:

Dans les limites du budget approuvé par le Conseil communal, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut attribuer une prime aux commerçants et aux titulaires de professions libérales pour l'installation et les frais de maintenance du système de télépolice, dont la Zone de Police 5343 Montgomery est équipée, suite à une concession de service public.

La prime est uniquement attribuée au commerçant ou au titulaire de la profession libérale ayant réalisé l'investissement.

Article 2 :

§1 Par « système de télépolice », il faut entendre un service de raccordement direct de systèmes d'alarme pour les commerçants au dispatching de la Police locale ; l'appel aboutit en premier lieu au dispatching de la zone de police et permet, en cas d'appel suite à une agression, d'avoir une réception auditive et visuelle du lieu d'où provient l'appel.

§2 Par « prime », il faut entendre un pourcentage des frais avancés pour l'achat et l'installation du système de télépolice, ainsi qu'un pourcentage de la redevance couvrant la maintenance et le contrôle.

§3 Par « commerce » et par « locaux où sont exercées des professions libérales », il faut entendre tout endroit où est exercée, respectivement, une activité commerciale ou une profession libérale, disposant d'une surface accessible au public et située sur le territoire de la commune d'Etterbeek.

§4 Par « activité commerciale », il convient d'entendre une activité d'achat et de vente de biens ainsi que prestation de services.

§5 Par « profession libérale », il convient d'entendre une profession exercée par des personnes ayant reçu un diplôme (généralement de l'enseignement supérieur) reconnu dans leur métier, qui sont tenues par un code de déontologie et soumises au contrôle d'instances professionnelles.

§6 Par « frais d'installation », il convient d'entendre : les frais d'installation « de base ». A titre d'exemple, une caution n'entre pas dans la définition de « frais d'installation ».

§7 Par « redevance », il convient d'entendre : la redevance « de base ».

Article 3:

Le but de l'attribution d'une prime est d'encourager l'installation dans les commerces et les locaux où sont exercées des professions libérales d'un système permettant de lutter efficacement contre les agressions.

Article 4 :

Le système de prévention et de protection des commerces et des locaux où sont exercées des professions libérales contre les risques d'agression et de vols doit être conforme aux législations en vigueur, notamment à la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance (publiée au Moniteur belge du 31 mai 2007). La loi caméras s'applique à l'installation et à l'utilisation de caméras de surveillance en vue de la surveillance et du contrôle.

Article 5 :

La prime s'élève à 50% des frais d'installation hors T.V.A. et à 50 % de la redevance hors T.V.A. ; les primes sur les redevances sont octroyées pendant 6 mois.

Ces montants sont calculés par commerce ou par locaux où sont exercées des professions libérales.

Si plusieurs commerçants ou titulaires de profession libérale sont réunis au sein d'un même établissement, une seule prime sera octroyée.

Le paiement de cette prime s'effectuera :

- en ce qui concerne les frais d'installation, après réception des documents visés à l'article 6;
- en ce qui concerne la redevance, une fois par an, à la fin de la période concernée, et après réception des documents visés à l'article 6.

Article 6 :

La procédure administrative d'octroi de prime est la suivante:

§ 1. Le service Prévention réalise le contrôle administratif des dossiers. L'attribution des primes s'effectuera dans l'ordre chronologique de l'introduction des demandes (date de réception du mail ou du courrier le cas échéant)

Les demandes doivent répondre aux conditions suivantes :

1° être introduites, par le commerçant ou le gérant, ou par la personne exerçant une profession libérale, dans les six mois qui suivent l'installation du système visé à l'article 2, §1;

2° être envoyée à l'adresse primes-premies@etterbeek.be ou par courrier à Administration communale - gestion des primes communales avenue d'Auderghem 113, à 1040 Bruxelles ; Un accusé de réception vous parviendra dans les deux cas endéans les 72h avec un numéro de dossier unique

3 ° concerner des travaux réalisés dans un commerce déterminé ou dans les locaux où sont exercées la profession libérale ;

4° fournir une copie de la facture d'achat et d'installation du matériel qui prouve la réalisation des travaux. La facture devra mentionner la date, le lieu de réalisation des travaux et le nom de la personne ayant réalisé les investissements ;

5° fournir une copie de la facture relative au paiement de la redevance d'abonnement ;

6° fournir une preuve de paiement des factures ;

7 ° permettre à un conseiller en prévention-vol, agréé par le Service Public Fédéral Intérieur, d'effectuer une visite de contrôle des travaux afin de constater l'effectivité, la conformité et la pertinence de ceux-ci. Le conseiller en prévention-vol prendra contact avec le demandeur dès réception de sa demande de prime et en vue de fixer cette visite de contrôle.

§2. Le service Prévention rédige un avis positif ou négatif d'octroi sur la base des pièces fournies par le demandeur. Le Collège des Bourgmestre et Echevins décide de l'attribution de la prime. Les demandes incomplètes ne sont pas prises en compte.

§3. La décision est portée à la connaissance du demandeur de la prime par courrier. Tout refus d'octroi de la prime doit être motivé.

Article 7 :

En cas de rupture du contrat qui le lie avec la société concessionnaire, le commerçant ou la personne exerçant la profession libérale doit informer immédiatement l'Administration communale c/o gestion des primes communales selon les mêmes modalités d'envoi qu'à l'article 6, en mentionnant son numéro unique de dossier.

Les primes payées sur base d'une demande frauduleuse seront récupérées, indépendamment d'éventuelles poursuites judiciaires.

Article 8:

La Commune et la Zone de Police restent tiers au contrat qui lie le commerçant ou la personne exerçant la

profession libérale à la société concessionnaire.

Article 9:

Ce règlement expire le 31 décembre 2021.

Il sera uniquement applicable pour les demandes introduites pendant cette période.

Copie de la présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et à Monsieur le Receveur Communal.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

Reglement- Premies voor de installatie en het onderhoud van een preventie-en beschermingssysteem tegen de risico's van agressie en diefstal, voor handelszaken en lokalen waar een vrij beroep uitgeoefend is - telepolicevision - Verlenging.

De gemeenteraad,

gelet op de beraadslaging van de politieraad van 18.10.2011 waarbij beslist werd om een concessie van openbare dienst toe te kennen voor het gebruik van een systeem dat voorziet in een rechtstreekse verbinding tussen de dispatching van de lokale politie en van alarmsystemen voor personen die in handelszaken en lokalen waar een vrij beroep uitgeoefend wordt gevestigd zijn;

overwegende dat er immers een doeltreffend alarmsysteem bestaat, waarmee door een simpele druk op een knop een discrete oproep verstuurd kan worden naar de politiediensten. Deze kunnen vervolgens in geluid en via camerabeelden volgen wat er in de handelszaak of het lokaal gebeurt zodat zij doeltreffender kunnen optreden;

overwegende dat de gemeente de handelaars en de beoefenaars van een vrij beroep wenst aan te moedigen om een dergelijk systeem in te voeren; dat deze aanmoediging zich kan vertalen in een bijdrage in de installatie- en onderhoudskosten van het systeem door middel van een premie;

overwegende dat zij op 16.12.2019 zijn reglement betreffende de premies voor de installatie en het onderhoud van een preventie- en beschermingssysteem tegen de risico's op agressie en diefstal, voor handelszaken verlengd heeft; dat het wenselijk is dit reglement opnieuw te verlengen;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST om onderstaand reglement goed te keuren:

Artikel 1:

Binnen de perken van het budget dat goedgekeurd werd door de gemeenteraad, kan het college van burgemeester en schepenen een premie toekennen aan handelaars en de beoefenaars van een vrij beroep voor de installatie en onderhoudskosten van het telepolitie-systeem. De politiezone Montgomery 5345 heeft zich met dit systeem uitgerust via een concessie van openbare dienst.

De premie wordt enkel uitbetaald aan handelaars of beoefenaars van een vrij beroep die hiervoor een investering gemaakt hebben.

Artikel 2:

§1. Onder 'telepolitie-systeem' verstaat men een dienst die handelaars in verbinding stelt met de dispatching van de lokale politie. De oproep komt eerst binnen bij de dispatching van de politiezone. Bij oproepen naar aanleiding van agressie kan de politie het geluid en de beelden opvragen van de plaats waar de oproep vandaan komt.

§2. Onder 'premie' moet verstaan worden: een percentage van het bedrag dat betaald wordt voor de

aankoop en de installatie van het telepolitiesysteem, alsook een percentage van de bijdrage voor het onderhoud en de inspectie.

§3. Onder 'handelszaak' en onder 'lokaal waar een vrij beroep uitgeoefend wordt' moet verstaan worden: elke plaats waar respectievelijk een handelsactiviteit of een vrij beroep wordt uitgeoefend, die beschikt over een ruimte die toegankelijk is voor het publiek, en die gelegen is op het grondgebied van de gemeente Etterbeek.

§4. Onder 'commerciële activiteit' moet verstaan worden; de aan- en verkoop van goederen en de verlening van diensten.

§5. Onder 'vrij beroep' moet verstaan worden: een beroep dat uitgeoefend wordt door personen met een erkend diploma (doorgaans van hoger onderwijs) die gehouden zijn aan een deontologische code en onderworpen zijn aan de controle van beroepsinstanties.

§6. Onder 'installatiekosten' moet verstaan worden: de basiskosten voor de installatie. Voorbeeld : een waarborgsom geldt niet als installatiekost.

§7. Onder 'bijdrage' moet verstaan worden: de basisbijdrage.

Artikel 3:

Het doel van de premie bestaat erin handelaars en vrijberoepsbeoefenaars aan te moedigen om respectievelijk in hun winkels en lokalen een systeem te installeren waarmee ze doeltreffend kunnen optreden tegen gevallen van agressie.

Artikel 4:

Het systeem voor de preventie en beveiliging van handelszaken en lokalen waar een vrij beroep wordt uitgeoefend tegen het risico op agressie en diefstal moet in overeenstemming zijn met de geldende wetgeving, met name de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's (gepubliceerd in het Staatsblad van 31 mei 2007). De Camerawet is van toepassing op de installatie en het gebruik van bewakingscamera's voor bewakings- en controledoeleinden.

Artikel 5:

De premie komt overeen met 50% van de installatiekosten exclusief btw en 50 % van de bijdrage exclusief btw; de premies voor de bijdragen worden toegekend gedurende zes maanden.

Deze bedragen worden berekend per handelszaak of per lokaal waar een vrij beroep wordt uitgeoefend.

Als meerdere handelaars of vrijberoepsbeoefenaars verzameld zijn in eenzelfde zaak wordt één enkele premie toegekend.

Deze premie wordt betaald:

- wat de installatiekosten betreft, na ontvangst van de documenten bedoeld in artikel 6;
- wat de bijdrage betreft, eenmaal per jaar, op het einde van de periode in kwestie, en na ontvangst van de documenten bedoeld in artikel 6.

Artikel 6:

De administratieve procedure voor de toekenning van de premie is de volgende:

§1. De dienst Preventie voert de administratieve controle van de dossiers uit. De toekenning van de premies gebeurt in chronologische volgorde van indiening van de aanvragen (datum van ontvangst van de mail of van de brief in voorkomend geval).

De aanvragen moeten beantwoorden aan de volgende voorwaarden:

1° ingediend zijn door de handelaar of de zaakvoerder of door de vrijberoepsbeoefenaar binnen zes maanden na de installatie van het systeem bedoeld in artikel 2, §1;

2° verstuurd zijn naar het adres primes-premies@etterbeek.be of per brief naar het gemeentebestuur - beheer van de gemeentelijke premies, Oudergemlaan 113 in 1040 Brussel. U ontvangt in beide gevallen binnen 72 uur een ontvangstbevestiging met een uniek dossiernummer;

3° betrekking hebben op werkzaamheden die uitgevoerd werden in een bepaalde handelszaak of in lokalen waar het vrij beroep wordt uitgeoefend;

4° de kopie van de factuur van de aankoop en de installatie van het materiaal bezorgen als bewijs dat de werkzaamheden werden uitgevoerd. De factuur moet de volgende informatie vermelden: de datum, de plaats waar de werkzaamheden werden uitgevoerd en de naam van de persoon die de investering heeft gedaan;

5° de kopie van de factuur van de betaling van de abonnementsbijdrage bezorgen;

6° een bewijs van betaling van de facturen bezorgen;

7° een diefstal preventieadviseur, erkend door de federale overheidssdienst Binnenlandse Zaken, een controlebezoek laten uitvoeren om na te gaan of de werkzaamheden daadwerkelijk werden uitgevoerd, conform zijn en pertinent zijn. De diefstal preventieadviseur zal contact opnemen met de aanvrager na ontvangst van zijn premieaanvraag om een controlebezoek te plannen.

§2. De dienst Preventie geeft een positief of een negatief advies voor de toekenning van de premie op basis van de stukken die ingediend werden door de aanvrager. Het college van burgemeester en schepenen neemt een beslissing over de toekenning van de premie. Onvolledige aanvragen worden niet in aanmerking genomen.

§3. De aanvrager van de premie wordt per brief op de hoogte gebracht van de beslissing. Een weigering moet gemotiveerd worden.

Artikel 7:

In geval van verbreking van het contract dat de handelaar of de vrijberoepsbeoefenaar verbindt aan de aannemersonderneming moet hij het gemeentebestuur p/a beheer van de gemeentelijke premies daarvan op de hoogte brengen volgens de voorwaarden uit artikel 6 met vermelding van zijn unieke dossiernummer. Premies die uitbetaald werden op basis van een frauduleuze aanvraag worden teruggevorderd afgezien van een eventuele gerechtelijke vervolging.

Artikel 8:

De gemeente en de politiezone blijven derden ten aanzien van het contract dat de handelaar of de vrijberoepsbeoefenaar aan de concessiehouder bindt.

Artikel 9:

Dit reglement loopt ten einde op 31 december 2021.

Het is enkel toepasbaar voor aanvragen die ingediend worden tijdens deze periode.

Een kopie van deze beraadslaging wordt bezorgd aan de minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en aan de gemeenteontvanger.

12 **Règlement communal concernant l'attribution de primes à l'encouragement de la protection des habitations contre le cambriolage.**

Le Conseil communal,

Vu la décision du Ministère de l'Intérieur de ne plus octroyer de subside dans le cadre des primes à l'encouragement de la protection des habitations contre le cambriolage et ce à partir de l'exercice 2011 ;

Considérant qu'il importe de poursuivre la politique communale d'encouragement à la sécurisation des habitations contre le cambriolage ;

Vu la nouvelle loi communale, particulièrement les articles 117 et 119,

DECIDE d'arrêter le règlement ci-dessous :

Article 1er :

Dans les limites du budget approuvé par le Conseil communal et pour une période prenant cours le 1er janvier 2021, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut attribuer une prime pour l'installation de mesures de techno-prévention en vue de la protection des habitations situées sur le territoire communal. Les demandes d'octroi de primes peuvent être introduites à partir de la date d'entrée en vigueur du règlement. Cette prime sera octroyée suivant l'ordre d'introduction des demandes jusqu'à épuisement des crédits prévus.

Article 2 :

§1 Le mot « prime » dans le présent règlement vise le remboursement d'un pourcentage, avec un montant maximum, des frais avancés pour l'achat et l'installation de moyens techno-préventifs pour la protection des habitations contre le cambriolage.

§2 Le mot « habitation » dans le présent règlement vise la maison ou l'appartement servant au logement privé, où aucune activité commerciale n'est exécutée, situé sur le territoire de la commune.

Article 3 :

Le but de l'attribution d'une prime est de protéger réellement et sérieusement les habitations situées sur le territoire de la commune pour prévenir les cambriolages.

Article 4 :

La prime s'élève à 25% des frais d'achat et/ou d'installation avec un maximum de 250€ par habitation et 25% de frais d'achat et/ou d'installation avec un maximum de 500€ pour les immeubles à habitations. La prime ne pourra être attribuée qu'une seule fois par an pour un même logement, obligatoirement situé sur le territoire de la commune.

Article 5 :

La prime est demandée pour une habitation déterminée, par l'occupant de la maison qui y a fixé son domicile, ou par le propriétaire, dont le domicile est fixé ailleurs, pour autant que le locataire soit inscrit au registre de la population. Si deux demandes indépendantes ont été introduites, seule la première sera prise en considération. La prime sera uniquement attribuée à la personne ayant réalisé l'investissement.

Les associations de copropriétaires peuvent bénéficier d'une prime pour la sécurisation des accès communs à l'immeuble, pour autant que l'immeuble soit occupé soit par les propriétaires soit par les locataires inscrits au registre de la population et selon les modalités prévues à l'article 8§3.

Article 6 :

§1 Les mesures prises doivent contribuer à la protection de l'habitation entière et doivent diminuer le risque de cambriolage pour l'habitation entière. Ceci suppose que tous les accès à l'habitation (portes, fenêtres, soupiraux,...) soient protégés dans la même mesure.

§ 2 Les mesures qui sont prises en considération doivent viser l'amélioration de la protection organisationnelle et physique de l'habitation.

§3 La prime n'est pas attribuée pour l'installation de systèmes d'alarme électroniques.

Article 7 :

Préalablement à l'achat et à l'installation de mesures de sécurité supplémentaires, un avis peut être demandé auprès du conseiller en prévention-vols du Service de Prévention. Cet avis doit être obligatoirement donné à quiconque le sollicite. L'avis se limite à des recommandations sur les mesures à prendre qui entrent en ligne de compte pour la prime.

Article 8 :

Les demandes sont centralisées au Service de Prévention.

§1 La prime ne peut être demandée que pour des frais réalisés postérieurement à l'entrée en vigueur du présent règlement. La demande doit être introduite au plus tard dans les trois mois qui suivent l'achat et/ou l'installation des moyens de sécurité supplémentaires. La demande doit être accompagnée d'une copie de la facture d'achat et/ou d'installation qui établit le montant des frais exposés.

§2 Le conseiller en prévention-vols effectue un contrôle technique et administratif. Le contrôle administratif comprend un contrôle des pièces justificatives, un contrôle des pièces originales, et la vérification du délai d'introduction de la demande. Le contrôle technique comprend la vérification sur place de ce que les mesures de sécurité, qui sont l'objet de la demande de prime, aient été réellement exécutées, et si l'effet dissuasif contre le cambriolage porte bien sur l'habitation entière.

§3 Dans le cas des associations de copropriétaires ou de conseil de gérance, outre les pièces obligatoires, le requérant fournira une copie du procès verbal de l'Assemblée Générale de l'association des copropriétaires approuvant les investissements, une attestation sur l'honneur qui précise que la prime sera reversée aux propriétaires ainsi qu'une liste des copropriétaires.

§ 4 La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins est portée à la connaissance du demandeur de la prime. Un refus doit être motivé.

Article 9 :

Les primes payées sur base d'une demande frauduleuse seront récupérées, indépendamment d'éventuelles poursuites judiciaires

Article 10 :

Ce règlement entre en vigueur le 1er janvier 2021 pour un terme expirant le 31 décembre 2025.

Copie de la présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et à Monsieur le Receveur Communal.

Gemeentereglement betreffende de toekening van premies ter aanmoediging van de beveiliging van woningen tegen inbraak.

De Gemeenteraad,

Gelet op de beslissing van het Ministerie van het Binnenlandse Zaken om geen subsidie meer in verband met de premies aan de aanmoediging van de bescherming van de woningen tegen de inbraak toe te staan en dit vanaf het begrotingsjaar 2011;

Overwegend dat het belangrijk is om het gemeentebestuur inzake aanmoediging tot beveiliging van de woningen tegen de inbraak voort te zetten;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, en in het bijzonder artikels 117 en 119;

BESLIST het hierbijgevoegd reglement goed te keuren :

Artikel 1:

Binnen de perken van de beschikbare budgetten en voor een periode die op 1 januari 2021 begint, kan het College van Burgemeester en Schepenen een premie toekennen voor de installatie van technopreventieve maatregelen ter beveiliging van woningen gelegen op het gemeentelijke grondgebied. De aanvragen voor premies kunnen worden ingediend vanaf de datum van inwerkingtreding. De premie wordt beloond volgens de volgorde van indiening tot de uitputting van kredieten.

Artikel 2:

§1 Met een premie wordt in dit reglement bedoeld een terugbetaling van een percentage, met een maximumbedrag, van de gemaakte kosten van aankoop en installatie van technopreventieve middelen voor de beveiliging van woningen tegen inbraak.

§2 Met woning wordt in dit reglement bedoeld het huis of appartement bedoeld voor private huisvesting, waar geen handelsactiviteiten worden uitgeoefend, gelegen op het grondgebied van de gemeente.

Artikel 3:

Het doel van de toekenning van een premie is de woningen gelegen op het grondgebied van de gemeente daadwerkelijk en grondig te beveiligen om inbraken te voorkomen.

Artikel 4:

De premie bedraagt 25% van de aankoop en/of installatiekosten met een maximum van 250€ per woning en 25% van de aankoop en/of installatiekosten met een maximum van 500€ voor woongebouwen. De premie kan slechts éénmaal per jaar en per woning worden toegekend en moet op het gemeentelijke grondgebied gelegen zijn.

Artikel 5:

De premie wordt aangevraagd voor een bepaalde woning door de bewoner van het huis die er zijn domicilie heeft of door de eigenaar van het huis die elders in deze of een andere gemeente zijn domicilie heeft, voor zover dat de bewoner in het bevolkingsregister ingeschreven is. Worden twee aanvragen onafhankelijk van elkaar ingediend, dan zal alleen de eerst ingediend aanvraag in overweging worden aangenomen.

Het condominium verenigingen kunnen een premie ontvangen voor de gemeenschappelijke toegang te veiligen op voorwaarde dat het gebouw hetzij wordt bewoond door de eigenaars of door de huurders ingeschreven op het register van de bevolking en op wijze voorzien door artikel 8§3.

Artikel 6:

§1 De genomen maatregelen moeten bijdragen tot de beveiliging van de gehele woning en moeten het risico op inbraak voor de hele woning verkleinen.

Dit houdt in dat alle toegangen (deuren, ramen, keldergaten,...) tot de woning in dezelfde mate moeten worden beveiligd.

§2 De maatregelen die wel in aanmerking komen moeten gericht zijn op de verbetering van de organisatorische en fysische beveiliging van een woning.

§3 De premie wordt niet toegekend voor de installatie van elektronische alarmsystemen.

Artikel 7:

voorafgaand aan de aankoop en installatie van bijkomende beveiligingsmaatregelen is advies door de preventie dienst mogelijk. Dit advies moet verplicht gegeven worden aan ieder die hierom verzoekt. Het advies beperkt zich tot aanbevelingen over te nemen maatregelen die in aanmerking komen voor de premie.

Artikel 8:

De aanvragen worden gecentraliseerd bij de gemeentelijke preventie dienst.

§1 De premie kan enkel aangevraagd worden voor kosten gemaakt na de inwerkingtreding van dit reglement.

De aanvraag moet ten laatst gebeuren binnen de drie maanden na de aankoop en/of installatie van de bijkomende beveiliging. De aanvraag moet vergezeld zijn van een kopie van de aankoop en/of installatie factuur waarmee de gemaakte kosten worden bewezen.

§2 De preventie dienst voert een technische en administratieve controle uit.

De administratieve controle omvat een controle van de bewijsstukken d.w.z. de facturen op hun echtheid controleren en vergelijken met de originelen, nagaan of de periode van aanvraag werd gerespecteerd. De technische controle omvat het ter plaatse nakijken of de beveiligingsmaatregelen die het voorwerp zijn van de premie aanvraag daadwerkelijk zijn uitgevoerd en of het inbraakwerende effect betrekking heeft op de hele woning.

§3 In het geval van condominium van verenigingen of de raad van managers, naast de vereiste documenten, de aanvrager zal een afschrift indienen van de notulen van de goedkeuring van investering van Algemene Vergadering van de vereniging van de eigenaars, een beëdigde verklaring waarin staat dat de premie zal worden terugbetaald aan de eigenaar en aan de lijst van eigenaren.

§4 De beslissing van het College van de Burgemeester en Schepenen wordt ter kennis gebracht van de premie. Een weigering moet gemotiveerd worden.

Artikel 9:

Premies die werden uitbetaald op basis van een bedrieglijke aanvraag, zullen teruggevorderd worden, ongeacht van eventuele gerechtelijke vervolging.

Artikel 10:

Deze regeling treedt op 1 januari 2021 voor een termijn in werking die op 31 december 2025 afloopt.

Afschrift van onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister - Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en aan de Heer Gemeenteontvanger.

Deze beraadslaging zal in overstemming met de wettelijke voorschriften aan de overheidstoezicht onderworpen worden.

Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A

13 Régie Foncière – Marché par procédure négociée sans publicité préalable - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 139.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins du **10/09/2020** ;

Objet : Contrat de quartier Chasse/Gray – Démolition de 2 immeubles et construction d'un immeuble de 6 logements sis rue de l'Orient 7/9 à 1040 Bruxelles – Lot de 2 cuisines – Relance du Marché - Approbation des conditions, des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 50.000,00 € (H.T.V.A.) – 56.000,00 € (T.V.A. 12 % comprise).

Article budgétaire : 242.01 du budget ordinaire 2020 de la Régie Foncière.

DECIDE de prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 10/09/2020 relative à un marché par procédure négociée sans publicité préalable dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 139.000,00 €.

Regie van Grondbeleid – Opdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 139.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen van **10/09/2020** werd genomen:

Onderwerp: Wijkcontract Jacht/Gray – Afbraak van 2 gebouwen en oprichting van een gebouw met 6 woningen gelegen Morgenlandstraat 7/9 te 1040 Brussel – Lot van twee keukens – Herbeginning van de opdracht - Goedkeuring van de voorwaarden, de firma's die geraadpleegd moeten worden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 50.000,00 € (zonder B.T.W.) – 56.000,00 € (B.T.W. 12 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 242.01 van de gewone begroting 2020 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 10/09/2020 betreffende een overheidsopdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 139.000,00 €.

14 Régie Foncière – Marchés par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 139.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être

communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Date : 17/09/2020.

Objet : Wavre 335 – Travaux de mise en conformité de l'installation électrique du rez-de-chaussée commercial de type HORECA - Approbation des conditions, des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 7.500,00 € (HTVA) – 9.075,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 243.01 du budget ordinaire 2020 de la Régie Foncière.

Date : 29/10/2020.

Objet : Contrôle et entretien annuel de 62 dévidoirs fixes - Petits travaux de maintenance et remplacement de lances – Exercice 2020 - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 4.200,00 € (HTVA) – 5.082,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2020 de la Régie Foncière.

DECIDE de prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins des 17/09/2020 et 29/10/2020 relatives à des marchés par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Regie van Grondbeleid – Opdrachten door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 139.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissingen door het College van Burgemeester en Schepenen werden genomen:

Datum: 17/09/2020.

Onderwerp: Waverssteenweg 335 – Werkzaamheden om de elektrische installatie van de handelsruimte type HORECA, gelegen op de gelijkvloer, in overeenstemming te brengen - Goedkeuring van de voorwaarden, van de te raadplegen firma's en van de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 7.500,00 € (ZBTW) – 9.075,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel : 243.01 van de gewone begroting 2020 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 29/10/2020.

Onderwerp: Jaarlijkse controle en onderhoud van 62 vaste haspels – Kleine onderhoudswerken en lansen vervanging – Dienstjaar 2020 - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 4.200,00 € (ZBTW) – 5.082,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2020 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 17/09/2020 en 29/10/2020 betreffende overheidsopdrachten met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

Mobilité - Mobiliteit

15 Subventions régionales 'Equipements et Infrastructures' 2020 - Etterbeek

Le Conseil Communal,

Vu le projet de convention en pièce jointe liant la Commune avec la Région Bruxelles Capitale ;

Considérant que la signature de cette convention est nécessaire pour l'obtention des subsides infrastructures demandés par le Collège pour l'année 2020 pour l'installation d'arceaux vélo, de vélo box, de stations de réparation de vélo et pour le rafraichissement des marquages ICR (montant total de 42 867,05€) ;

DECIDE d'approuver le projet de convention ci-annexé relatif aux subventions « équipements et infrastructures » proposées aux communes en matière de mobilité durable.

Gewestelijke subsidies “Voorzieningen en infrastructuuren” 2020 – Etterbeek

De gemeenteraad,

gelet op de bijgevoegde ontwerpovereenkomst tussen de gemeente en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

overwegende dat die overeenkomst moet worden ondertekend om de infrastructuursubsidies te krijgen die het college heeft aangevraagd voor het jaar 2020 voor de plaatsing van fietsbogen, fietsboxen en fietsherstelstations en de opfrissing van de GFR-markeringen (totaalbedrag van 42.867,05 euro);

BESLIST om de bijgevoegde ontwerpovereenkomst goed te keuren betreffende de subsidies “Voorzieningen en infrastructuuren” die wordt aangeboden aan de gemeenten op het vlak van duurzame mobiliteit.

2 annexes / 2 bijlagen

KUS20.062_ETT_equip-infra_ArrGvt_convention.pdf, KUS20.062_ETT_equip-infra_ArrGvt_conventie.pdf

Achats - Aankopen

16 Location et entretien de bornes-automates de paiement (2021/2023) - 36 mois - Approbation des conditions et du mode de passation

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 139.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant le cahier des charges N° TP/ORD/EG/2020/46 relatif au marché "Location et entretien de bornes-automates de paiement- 36 mois" établi par le Service des travaux publics ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 51.000,00 € (incl. 21% TVA) ;

Considérant que le marché sera conclu pour une durée de 36 mois ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2021, 2022 et 2023, article 121/123-12 et au budget des exercices suivants ;

Sur proposition du collège;

Décide:

Article 1er

D'approuver le cahier des charges N° TP/ORD/EG/2020/46 et le montant estimé du marché "Location et entretien de bornes-automates de paiement- 36 mois", établis par le Service des travaux publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 51.000,00 € (incl. 21% TVA).

Article 2

De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Article 3

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2021, 2022 et 2023, article 121/123-12 et au budget des exercices suivants.

Verhuur en onderhoud van betaalautomaten (2021/2023) - 36 maanden - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, § 1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 139.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “verhuur en onderhoud van betaalautomaten (2021/2023) - 36 maanden” een bestek met nr. TP/ORD/EG/2020/46 werd opgesteld door de Dienst Openbare Werken;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 51.000,00 € (incl. 21% btw);

Overwegende dat de opdracht zal worden afgesloten voor een duur van 36 maanden;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2021, 2022 en 2023, op artikel 121/123-12 van de gewone dienst en in het budget van de volgende jaren;

Op voorstel van het college;

Besluit:

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/ORD/EG/2020/46 en de raming voor de opdracht “verhuur en onderhoud van betaalautomaten (2021/2023) - 36 maanden”, opgesteld door de Dienst Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 51.000,00 € (incl. 21% btw).

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking.

Artikel 3

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2021, 2022 en 2023, op artikel 121/123-12 van de gewone dienst en in het budget van de volgende jaren.

2 annexes / 2 bijlagen

2020_11_12_Bestek - Model 3P.pdf, 2020_11_12_CSCH - Modele 3P.pdf

pour le personnel communal - Approbation des conditions et du mode de passation

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 et l'article 57 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° TP/ORD/AB/2020/90 relatif au marché “Jardins de la Chasse - Centre administratif – Prise en location de distributeurs de boissons chaudes pour le personnel communal”;

Considérant que ce marché est divisé en :

- * Marché de base (Jardins de la Chasse - Centre administratif – Prise en location de distributeurs de boissons chaudes pour le personnel communal), estimé à 180.000,00 € (incl. 21% TVA) ;
- * Reconduction 1 (Jardins de la Chasse - Centre administratif – Prise en location de distributeurs de boissons chaudes pour le personnel communal), estimé à 60.000,00 € (incl. 21% TVA) ;
- * Reconduction 2 (Jardins de la Chasse - Centre administratif – Prise en location de distributeurs de boissons chaudes pour le personnel communal), estimé à 60.000,00 € (incl. 21% TVA) ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 300.000,00 € (incl. 21% TVA) ;

Considérant que le marché sera conclu pour une durée de 36 mois ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2021, 2022 et 2023, article 104/124-02 et au budget des exercices suivants ;

Sur proposition du collège;

Décide:

Article 1^{er}

D'approuver le cahier des charges N° TP/ORD/AB/2020/90 et le montant estimé du marché “Jardins de la

Chasse - Centre administratif – Prise en location de distributeurs de boissons chaudes pour le personnel communal”. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 300.000,00 € (incl. 21% TVA).

Article 2

De passer le marché par la procédure ouverte.

Article 3

De soumettre le marché à la publicité européenne.

Article 4

De valider et d'envoyer l'avis de marché (annexée en pièce jointe) au niveau national et européen.

Article 5

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Article 6

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2021, 2022 et 2023, article 104/124-02 et au budget des exercices suivants.

Jachthof - Administratief centrum – In huur nemen van warmedrankautomaten voor het gemeentelijk personeel – Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36 en artikel 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “Jachthof - Administratief centrum – In huur nemen van warmedrankautomaten voor het gemeentelijk personeel” een bestek met nr. TP/ORD/AB/2020/90 werd opgesteld;

Overwegende dat deze opdracht als volgt is opgedeeld:

* Basisopdracht (Jachthof - Administratief centrum - In huur nemen van warmedrankautomaten voor het gemeentelijk personeel), raming: 180.000,00 € (incl. 21% btw);

* Verlenging 1 (Jachthof - Administratief centrum - In huur nemen van warmedrankautomaten voor het gemeentelijk personeel), raming: 60.000,00 € (incl. 21% btw);

* Verlenging 2 (Jachthof - Administratief centrum - In huur nemen van warmedrankautomaten voor het gemeentelijk personeel), raming: 60.000,00 € (incl. 21% btw);

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 300.000,00 € (incl. 21% btw);

Overwegende dat de opdracht zal worden afgesloten voor een duur van 36 maanden;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare procedure;

Overwegende dat deze raming de limieten van de Europese bekendmaking overschrijdt;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien zal worden in het budget van 2021, 2022 en 2023, op artikel 104/124-02 van de gewone dienst en in het budget van de volgende jaren;

Op voorstel van het college;

Besluit:

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/ORD/AB/2020/90 en de raming voor de opdracht "Jachthof - Administratief centrum - In huur nemen van warmedrankautomaten voor het gemeentelijk personeel". De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 300.000,00 € (incl. 21% btw).

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de openbare procedure.

Artikel 3

De opdracht zal Europees bekend gemaakt worden.

Artikel 4

De aankondiging van de opdracht (bijgevoegd als bijlage) wordt goedgekeurd en bekendgemaakt op nationaal en Europees niveau.

Artikel 5

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

Artikel 6

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2021, 2022 en 2023, op artikel 104/124-02

van de gewone dienst en in het budget van de volgende jaren.

4 annexes / 4 bijlagen

2020_11_05_CSCH - Modele 3P final.doc, Avis de marché NL.htm, Avis de marché FR.htm,

2020_11_05_Bestek - Model 3P final.doc

18 Administration communale – Fixations des conditions de divers marchés publics Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information

Le conseil communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité préalable, les conditions du marché s'il est fait application des articles 42 §1 1° a) et 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, fournitures et services ;

Attendu qu'il s'agit de marchés de faible montant ou par procédure négociée sans publication préalable dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de € 139.000,00 hors TVA ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil communal ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 10 septembre 2020

Objet : Parcs et plantations – Aménagement du parc public sur le site du Delhaize (rue Nothomb)

Estimation de la dépense : € 110.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 766/724-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 10 septembre 2020

Objet : Parcs et plantations – Aménagement d'une plaine de jeux sur le site du Delhaize (rue Nothomb)

Estimation de la dépense : € 50.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 766/725-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 10 septembre 2020

Objet : Crèche « Aimé Dupont » - Acquisition de mobiliers divers

Estimation de la dépense : € 6.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 844/741-51 du budget extraordinaire de 2020

Date : 10 septembre 2020

Objet : Voirie – Acquisition de barrières Heras

Estimation de la dépense : € 5.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 421/744-51 du budget extraordinaire de 2020

Date : 10 septembre 2020

Objet : Voirie – Acquisition de barrières Nadars

Estimation de la dépense : € 4.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 421/744-51 du budget extraordinaire de 2020

Date : 17 septembre 2020

Objet : Mobilité – Installation de box vélos et équipement d'un parking vélo sécurisé

Estimation de la dépense : € 10.527,00 TVA comprise

Article budgétaire : 410/721-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 17 septembre 2020

Objet : Signalisation – Acquisition de panneaux de signalisation pour pistes cyclables

Estimation de la dépense : € 4.904,61 TVA comprise

Article budgétaire : 421/731-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 17 septembre 2020

Objet : Signalisation – Travaux de marquages routiers

Estimation de la dépense : € 19.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 421/731-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 15 octobre 2020

Objet : Parcs et plantations – Travaux d'élagages et d'abattages

Estimation de la dépense : € 19.983,15 TVA comprise

Article budgétaire : 766/724-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 15 octobre 2020

Objet : Centre culturel « Espace Senghor » - Acquisition de mobiliers divers

Estimation de la dépense : € 8.172,26 TVA comprise

Article budgétaire : 762/741-51 du budget extraordinaire de 2020

Date : 15 octobre 2020

Objet : Mobiliers urbains – Acquisition et placement d'abris vélos couverts

Estimation de la dépense : € 80.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 421/741-51 du budget extraordinaire de 2020

Date : 15 octobre 2020

Objet : Jardins de la Chasse – Achat d'écrans pour salles de réunions (installation et câblages compris)

Estimation de la dépense : € 18.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 15 octobre 2020

Objet : Jardins de la Chasse – Achat de terminaux de paiement pour divers services du nouveau centre administratif

Estimation de la dépense : € 10.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 15 octobre 2020

Objet : Jardins de la Chasse – Achat de petits périphériques, câblages et accessoires

Estimation de la dépense : € 2.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 15 octobre 2020

Objet : Jardins de la Chasse – Soutien au déménagement des archives

Estimation de la dépense : € 92.594,04 TVA comprise

Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 15 octobre 2020

Objet : Achat de petits périphériques, accessoires IT et câblages pour l'I.S.F.C.E, les académies et l'enseignement primaire

Estimation de la dépense : € 4.530,00 TVA comprise

Articles budgétaires : 741/742-53, 734/742-53 et 722/742-53 du budget extraordinaire de 2020

Date : 15 octobre 2020

Objet : Enseignement primaire – Acquisition de matériel interactif
Estimation de la dépense : € 62.020,97 TVA comprise
Article budgétaire : 722/742-53 du budget extraordinaire de 2020

Date : 15 octobre 2020

Objet : I.S.F.C.E. – Acquisition de matériel interactif
Estimation de la dépense : € 19.335,80 TVA comprise
Article budgétaire : 741/742-53 du budget extraordinaire de 2020

Date : 15 octobre 2020

Objet : Institut Ernest Richard (Saint-Pierre) – Acquisition de 3 ordinateurs fixes avec écran
Estimation de la dépense : € 2.746,49 TVA comprise
Article budgétaire : 735/742-53 du budget extraordinaire de 2020

Date : 15 octobre 2020

Objet : Enseignement primaire – Acquisition de deux Cloud key pour les installations Wifi
Estimation de la dépense : € 1.050,28 TVA comprise
Article budgétaire : 722/742-53 du budget extraordinaire de 2020

Date : 15 octobre 2020

Objet : Service de Prévention – Acquisition d'un ordinateur fixe avec écran
Estimation de la dépense : € 981,03 TVA comprise
Article budgétaire : 300/742-53 du budget extraordinaire de 2020

Date : 15 octobre 2020

Objet : Cimetière communal – Acquisition de petits matériel de jardinage
Estimation de la dépense : € 7.200,00 TVA comprise
Article budgétaire : 878/744-51 du budget extraordinaire de 2020

Date : 15 octobre 2020

Objet : Cimetière communal – Achat de matériaux pour réaménagement des chemins
Estimation de la dépense : € 18.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 878/724-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 15 octobre 2020

Objet : Service de Prévention – Acquisition de mobiliers divers
Estimation de la dépense : € 10.900,00 TVA comprise
Article budgétaire : 300/741-51 du budget extraordinaire de 2020

Date : 15 octobre 2020

Objet : Réalisation d'une étude d'incidence sonore pour l'implantation d'un parc à conteneurs
Estimation de la dépense : € 5.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 875/747-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 22 octobre 2020

Objet : Parcs et plantations – Mise en ordre des plaines de jeux publiques
Estimation de la dépense : € 14.413,52 TVA comprise
Article budgétaire : 766/724-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 22 octobre 2020

Objet : Signalisation – Marquages routiers pour passages piétons
Estimation de la dépense : € 7.577,63 TVA comprise
Article budgétaire : 421/731-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 22 octobre 2020

Objet : Propriétés communales – Installation d'un système de contrôle d'accès à la morgue communale

Estimation de la dépense : € 8.586,04 TVA comprise

Article budgétaire : 124/724-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 22 octobre 2020

Objet : Institut Ernest Richard (Buedts) – Acquisition de casiers pour élèves

Estimation de la dépense : € 6.908,50 TVA comprise

Article budgétaire : 735/741-51 du budget extraordinaire de 2020

Date : 22 octobre 2020

Objet : Institut Ernest Richard (Saint-Pierre) – Réaménagement de la salle des professeurs

Estimation de la dépense : € 3.806,66 TVA comprise

Article budgétaire : 735/724-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 22 octobre 2020

Objet : Institut Ernest Richard (Saint-Pierre) – Réaménagement du secrétariat

Estimation de la dépense : € 7.059,14 TVA comprise

Article budgétaire : 735/724-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 22 octobre 2020

Objet : Institut Ernest Richard (Saint-Pierre) – Acquisition de jeux talkie-walkie professionnels

Estimation de la dépense : € 1.161,90 TVA comprise

Article budgétaire : 735/744-51 du budget extraordinaire de 2020

Date : 22 octobre 2020

Objet : Voirie – Acquisition de panneaux de stationnement (streetboys)

Estimation de la dépense : € 2.286,90 TVA comprise

Article budgétaire : 421/744-51 du budget extraordinaire de 2020

Date : 22 octobre 2020

Objet : Institut Ernest Richard (Saint-Pierre) – Aménagement d'un local pédagogique

Estimation de la dépense : € 9.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 735/724-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 22 octobre 2020

Objet : Propriétés communales – Révision des toilettes dans les bâtiments communaux

Estimation de la dépense : € 6.871,47 TVA comprise

Article budgétaire : 124/724-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 29 octobre 2020

Objet : Propriétés communales – Révision des auges dans les bâtiments communaux

Estimation de la dépense : € 6.984,64 TVA comprise

Article budgétaire : 124/724-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 29 octobre 2020

Objet : Déménagement de l'administration communale d'Etterbeek de l'avenue d'Auderghem 113 vers sa nouvelle adresse avenue des Casernes 31

Estimation de la dépense : € 155.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 29 octobre 2020

Objet : Propriétés communales – Mise en conformité d'installations électriques dans divers bâtiments communaux

Estimation de la dépense : € 28.836,72 TVA comprise
Article budgétaire : 124/724-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 29 octobre 2020

Objet : Institut Ernest Richard (Buedts) – Acquisition de tentures pour le labo électricité
Estimation de la dépense : € 3.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 735/741-51 du budget extraordinaire de 2020

Date : 29 octobre 2020

Objet : Cimetière communal – Acquisition de monuments pour la pelouse d'honneur
Estimation de la dépense : € 7.631,47 TVA comprise
Article budgétaire : 878/741-51 du budget extraordinaire de 2020

Date : 29 octobre 2020

Objet : Ateliers communaux (Toby) – Travaux hydrauliques – Fourniture et pose de climatiseurs dans le local « Déménageurs »
Estimation de la dépense : € 13.257,12 TVA comprise
Article budgétaire : 124/724-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 29 octobre 2020

Objet : Institut Ernest Richard (Saint-Pierre) – Réaménagement de la cuisine industrielle
Estimation de la dépense : € 7.433,54 TVA comprise
Article budgétaire : 735/724-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 29 octobre 2020

Objet : Ecole « Colombe de la paix » - Acquisition de mobiliers divers
Estimation de la dépense : € 40.300,00 TVA comprise
Article budgétaire : 722/741-51 du budget extraordinaire de 2020

Date : 29 octobre 2020

Objet : Ecole « Claire joie » - Réfection béton des corniches
Estimation de la dépense : € 28.832,00 TVA comprise
Article budgétaire : 722/724-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 29 octobre 2020

Objet : Institut Ernest Richard (Saint-Pierre) – Acquisition de rétroprojecteurs portables type LCD
Estimation de la dépense : € 1.316,00 TVA comprise
Article budgétaire : 735/742-53 du budget extraordinaire de 2020

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DÉCIDE

De prendre pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale.

Gemeentebestuur – Vaststellen van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten – Artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving

De Gemeenteraad

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het

vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van de artikelen 42 §1 1° a) en 92 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Aangezien dat het de opdrachten betref met beperkte waarde of gegund bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaand bekendmaking waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van € 139.000,00 BTW excl. niet overschrijdt;

Aangezien dat de beslissingen in het kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen ter kennisgeving medegedeeld moeten worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering;

Aangezien dat de volgende beslissingen werden genomen door het College van Burgemeester en Schepenen :

Datum : 10 september 2020

Voorwerp : Parken en beplantingen – Inrichting van het openbaar park op de site van de Delhaize (Nothombstraat)

Raming van de uitgave : € 110.000,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 766/724-60 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 10 september 2020

Voorwerp : Parken en beplantingen – Inrichting van een speelplein op de site van de Delhaize (Nothombstraat)

Raming van de uitgave : € 50.000,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 766/725-60 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 10 september 2020

Voorwerp : Crèche « Aimé Dupont » - Aankoop van allerlei meubilair

Raming van de uitgave : € 6.000,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 844/741-51 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 10 september 2020

Voorwerp : Wegenis – Aankoop van Heras hekken

Raming van de uitgave : € 5.000,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 421/744-51 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 10 september 2020

Voorwerp : Wegenis – Aankoop van Nadars hekken

Raming van de uitgave : € 4.000,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 421/744-51 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 17 september 2020

Voorwerp : Mobiliteit – Installatie fietsboxen en uitrusting van een beveiligd fietsparking

Raming van de uitgave : € 10.527,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 410/721-60 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 17 september 2020

Voorwerp : Signalisatie – Aankoop van signalisatieborden voor fietspaden

Raming van de uitgave : € 4.904,61 BTW incl.

Begrotingsartikel : 421/731-60 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 17 september 2020

Voorwerp : Signalisatie – Wegmarkeringswerken

*Raming van de uitgave : € 19.000,00 BTW incl.
Begrotingsartikel : 421/731-60 van de buitengewone begroting van 2020*

Datum : 15 oktober 2020

*Voorwerp : Parken en beplantingen – Snoei- en kapwerken
Raming van de uitgave : € 19.983,15 BTW incl.
Begrotingsartikel : 766/724-60 van de buitengewone begroting van 2020*

Datum : 15 oktober 2020

*Voorwerp : Cultureel centrum « Espace Senghor » - Aankoop van allerlei meubilair
Raming van de uitgave : € 8.172,26 BTW incl.
Begrotingsartikel : 762/741-51 van de buitengewone begroting van 2020*

Datum : 15 oktober 2020

*Voorwerp : Stadsmeubilair – Aankoop en plaatsen van overdekte fietsenstallingen
Raming van de uitgave : € 80.000,00 BTW incl.
Begrotingsartikel : 421/741-51 van de buitengewone begroting van 2020*

Datum : 15 oktober 2020

*Voorwerp : Jachthof – Aankoop van schermen voor vergaderzalen (installatie en bekabeling inbegrepen)
Raming van de uitgave : € 18.000,00 BTW incl.
Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2020*

Datum : 15 oktober 2020

*Voorwerp : Jachthof – Aankoop van betaalterminals voor verschillende diensten van het nieuw administratief centrum
Raming van de uitgave : € 10.000,00 BTW incl.
Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2020*

Datum : 15 oktober 2020

*Voorwerp : Jachthof – Aankoop van klein randapparatuur, bekabeling en toebehoren
Raming van de uitgave : € 2.000,00 BTW incl.
Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2020*

Datum : 15 oktober 2020

*Voorwerp : Jachthof – Ondersteuning voor de verhuis van de archieven
Raming van de uitgave : € 92.594,04 BTW incl.
Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2020*

Datum : 15 oktober 2020

*Voorwerp : Aankoop van klein randapparatuur, toebehoren IT en bekabeling voor het H.I.V.O, de academiën en lager onderwijs
Raming van de uitgave : € 4.530,00 BTW incl.
Begrotingsartikelen : 741/742-53, 734/742-53 et 722/742-53 van de buitengewone begroting van 2020*

Datum : 15 oktober 2020

*Voorwerp : Lager onderwijs – Aankoop van interactief materiaal
Raming van de uitgave : € 62.020,97 BTW incl.
Begrotingsartikel : 722/742-53 van de buitengewone begroting van 2020*

Datum : 15 oktober 2020

*Voorwerp : H.I.V.O. – Aankoop van interactief materiaal
Raming van de uitgave : € 19.335,80 BTW incl.
Begrotingsartikel : 741/742-53 van de buitengewone begroting van 2020*

Datum : 15 oktober 2020

Voorwerp : Instituut Ernest Richard (Sint-Pieter) – Aankoop van 3 desktop computers met scherm

Raming van de uitgave : € 2.746,49 BTW incl.

Begrotingsartikel : 735/742-53 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 15 oktober 2020

Voorwerp : Lager onderwijs – Aankoop van twee Cloud key voor Wifi installaties

Raming van de uitgave : € 1.050,28 BTW incl.

Begrotingsartikel : 722/742-53 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 15 oktober 2020

Voorwerp : Preventiedienst – Aankoop van een desktop computer met scherm

Raming van de uitgave : € 981,03 BTW incl.

Begrotingsartikel : 300/742-53 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 15 oktober 2020

Voorwerp : Gemeentelijke begraafplaats – Aankoop van klein tuinmateriaal

Raming van de uitgave : € 7.200,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 878/744-51 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 15 oktober 2020

Voorwerp : Gemeentelijke begraafplaats – Aankoop van materiaal voor herinrichting van de paden

Raming van de uitgave : € 18.000,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 878/724-60 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 15 oktober 2020

Voorwerp : Preventiedienst – Aankoop van allerlei meubilair

Raming van de uitgave : € 10.900,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 300/741-51 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 15 oktober 2020

Voorwerp : Uitvoeren van een geluid incidentiestudie voor het plaatsen van een containerpark

Raming van de uitgave : € 5.000,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 875/747-60 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 22 oktober 2020

Voorwerp : Parken en beplanting – Op orde zetten van de openbare speelpleinen

Raming van de uitgave : € 14.413,52 BTW incl.

Begrotingsartikel : 766/724-60 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 22 oktober 2020

Voorwerp : Signalisatie – Wegmarkeringen voor voetgangerspaden

Raming van de uitgave : € 7.577,63 BTW incl.

Begrotingsartikel : 421/731-60 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 22 oktober 2020

Voorwerp : Gemeentelijke eigendommen – Installatie toegangscontrolesysteem van het gemeentelijk mortuarium

Raming van de uitgave : € 8.586,04 BTW incl.

Begrotingsartikel : 124/724-60 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 22 oktober 2020

Voorwerp : Instituut Ernest Richard (Buedts) – Aankoop van kluizen voor leerlingen

*Raming van de uitgave : € 6.908,50 BTW incl.
Begrotingsartikel : 735/741-51 van de buitengewone begroting van 2020*

Datum : 22 oktober 2020

*Voorwerp : Instituut Ernest Richard (Sint-Pieter) – Herinrichting van de leraarszaal
Raming van de uitgave : € 3.806,66 BTW incl.
Begrotingsartikel : 735/724-60 van de buitengewone begroting van 2020*

Datum : 22 oktober 2020

*Voorwerp : Instituut Ernest Richard (Sint-Pieter) – Herinrichting van het secretariaat
Raming van de uitgave : € 7.059,14 BTW incl.
Begrotingsartikel : 735/724-60 van de buitengewone begroting van 2020*

Datum : 22 oktober 2020

*Voorwerp : Instituut Ernest Richard (Sint-Pieter) – Aankoop van professionele talkie-walkie sets
Raming van de uitgave : € 1.161,90 BTW incl.
Begrotingsartikel : 735/744-51 van de buitengewone begroting van 2020*

Datum : 22 oktober 2020

*Voorwerp : Wegenis – Aankoop van parkeersborden (streetboys)
Raming van de uitgave : € 2.286,90 BTW incl.
Begrotingsartikel : 421/744-51 van de buitengewone begroting van 2020*

Datum : 22 oktober 2020

*Voorwerp : Instituut Ernest Richard (Sint-Pieter) – Inrichting van een educatief lokaal
Raming van de uitgave : € 9.000,00 BTW incl.
Begrotingsartikel : 735/724-60 van de buitengewone begroting van 2020*

Datum : 22 oktober 2020

*Voorwerp : Gemeentelijke eigendommen – Herziening van de toiletten in de gemeentelijke gebouwen
Raming van de uitgave : € 6.871,47 BTW incl.
Begrotingsartikel : 124/724-60 van de buitengewone begroting van 2020*

Datum : 29 oktober 2020

*Voorwerp : Gemeentelijke eigendommen – Herziening van de waterbaken in de gemeentelijke gebouwen
Raming van de uitgave : € 6.984,64 BTW incl.
Begrotingsartikel : 124/724-60 van de buitengewone begroting van 2020*

Datum : 29 oktober 2020

*Voorwerp : Verhuis van gemeentelijk bestuur van Etterbeek Oudergemlaan 113 naar haar nieuw adres Kazernelaan 31
Raming van de uitgave : € 155.000,00 BTW incl.
Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2020*

Datum : 29 oktober 2020

*Voorwerp : Gemeentelijke eigendommen – In conformiteit stellen van elektrische installaties in verscheidene gemeentelijke gebouwen
Raming van de uitgave : € 28.836,72 BTW incl.
Begrotingsartikel : 124/724-60 van de buitengewone begroting van 2020*

Datum : 29 oktober 2020

*Voorwerp : Instituut Ernest Richard (Buedts) – Aankoop van gordijnen voor het labo elektriciteit
Raming van de uitgave : € 3.000,00 BTW incl.
Begrotingsartikel : 735/741-51 van de buitengewone begroting van 2020*

Datum : 29 oktober 2020

Voorwerp : Gemeentelijke begraafplaats – Aankoop van monumenten voor het ereperk

Raming van de uitgave : € 7.631,47 BTW incl.

Begrotingsartikel : 878/741-51 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 29 oktober 2020

Voorwerp : Gemeentelijke werkplaatsen (Toby) – Hydraulische werken – Leveren en plaatsen van airco's in het lokaal "Verhuizers"

Raming van de uitgave : € 13.257,12 BTW incl.

Begrotingsartikel : 124/724-60 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 29 oktober 2020

Voorwerp : Instituut Ernest Richard (Sint-Pieter) – Herinrichting van de industriële keuken

Raming van de uitgave : € 7.433,54 BTW incl.

Begrotingsartikel : 735/724-60 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 29 oktober 2020

Voorwerp : School « Colombe de la paix » - Aankoop van allerlei meubilair

Raming van de uitgave : € 40.300,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 722/741-51 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 29 oktober 2020

Voorwerp : Ecole « Claire joie » - Herstelling beton van de kornissen

Raming van de uitgave : € 28.832,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 722/724-60 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 29 oktober 2020

Voorwerp : Instituut Ernest Richard (Sint-Pieter) – Aankoop van draagbare overhead-projectoren type LCD

Raming van de uitgave : € 1.316,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 735/742-53 van de buitengewone begroting van 2020

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLIST :

Kennis te nemen van bovenvermelde beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Garage communal - Gemeentelijke garage

- 19 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'asbl BASENVOL le lundi 5 avril 2021 (aller) et le samedi 10 avril 2021 (retour) en vue de se rendre au Domaine de Farnières à Vielsam.**

Le Conseil communal,

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à l'asbl BASENVOL le lundi 5 avril 2021 (aller) et le samedi 10 avril 2020 (retour) en vue de se rendre au CHR au Domaine de Farnières à 6698 Grand Halleux;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'asbl BACO.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue d'Auderghem, 113-115
1040 Etterbeek

Et l'ASBL BASENVOL

Rue de Chambéry 16/2c
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 17 personnes, faisant partie du public de l'ASBL BASENVOL entre Etterbeek et (CHR) situé au Domaine de Farnières 4 à 6698 Grand Halleux le lundi 5 avril 2021 (aller) et le samedi 10 avril 2021 (retour).

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL BASENVOL.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL BASENVOL intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.
L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'asbl BASENVOL

L'ASBL BASENVOL s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL BASENVOL devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL BASENVOL est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL BASENVOL est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL BASENVOL est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL BASENVOL ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL BASENVOL est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) op maandag 5 april 2021 (heenrit) en op zaterdag 10 april 2021 (terugrit) aan vzw BASENVOL om naar het Domein de Farnières te Vielsam te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de vzw Basenvol vraagt om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op maandag 5 april 2021 (heenrit) en op zaterdag 10 april 2020 (terugrit) om naar CRH Domaine de Franières in 6698 Grand Halleux te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw Basenvol goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Oudergemlaan 113-115
1040 Etterbeek

En de vzw Basenvol

Chambérystraat 16/2c
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

Deze overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 17 personen, die deel uitmaken van het publiek van de vzw Basenvol, tussen Etterbeek en CHR Domaine de Franières 4 in 6698 Grand Halleux op maandag 5 april 2021 (heenrit) en zaterdag 10 april 2021 (terugrit).

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw Basenvol.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw Basenvol komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het Gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw Basenvol

De vzw Basenvol verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw Basenvol de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw Basenvol aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw Basenvol moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomstG

In geval van een ongeval of schade moet de vzw Basenvol de nodige formaliteiten vervullen en het Gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw Basenvol of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw Basenvol is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

DEMANDE DE TRANSPORT POUR BASENVOL AVRIL 2021.pdf

Finances - Financiën

20 Budget 2021 - services ordinaire et extraordinaire

Begroting 2021 - gewone en buitengewone diensten

14 annexes / 14 bijlagen

Budget ordinaire 2021.pdf, Begroting 2021.pdf, Annexes BUDGET 2021 FR (3).pdf, Annexes BUDGET 2021 NL (3).pdf, Budget extra 2021 v4.pdf, 2019_rapport_annuel.pdf, budget 2021-1.pdf, Genderbudgeting.pdf, Annexes BUDGET 2021 FR (1).pdf, Annexes BUDGET 2021 NL (2).pdf, Budget 2021.pdf, Annexes BUDGET 2021 NL (1).pdf, N.O.P. 2021.pdf, Annexes BUDGET 2021 FR (2).pdf

Cohésion sociale - Sociale Cohesie

21 Convention de collaboration avec la Ludothèque communale

Le Conseil communal,

Considérant que le Collège du 14 novembre 2019 a approuvé :

- La réalisation du projet « malle à jeux » (animations, formations et création de la malle à jeux) et la dépense d'un montant de 5230,30 € à prélever sur l'article budgétaire 842/332/02/-01 du service de Cohésion sociale ;
- Le stockage et la gestion de cette malle à jeux par la Ludothèque communale ;
- La dépense de 0,50€ par semaine et par jeu à l'attention de la Ludothèque sur l'article budgétaire 842/124-02 du service de Cohésion sociale pour une durée indéterminée ;

Considérant que le collège du 11 septembre 2020 a approuvé la continuité de ce projet ;

Considérant la Convention en annexe du présent Collège entre la Ludothèque communale et le service de Cohésion sociale de la Commune d'Etterbeek ;

DÉCIDE d'approuver la Convention entre la Ludothèque communale et le service Cohésion sociale de la Commune d'Etterbeek ci-après:

Convention de collaboration – Malle à jeux

1) Identité des partenaires et des personnes habilitées à les représenter.

ENTRE :

Ludothèque ASBL

Adresse : Rue du Préau, 24. 1040 Etterbeek

Représentée par : Stéphanie MANTELL, Présidente

Et

La Commune d'Etterbeek

(Service de Cohésion sociale - 57, Avenue Jules Malou, 1040 Etterbeek)

Représentée par :

M. Karim SHEIKH-HASSAN, Echevin, et Mme Annick PETIT, Secrétaire communale f.f.

2) Durée de la Convention et sa prise d'effet

La présente convention engage les parties pour une durée indéterminée à partir du courant 2020 et tant que les parties y trouvent un intérêt.

Une évaluation de la collaboration peut avoir lieu après une année complète de convention.

3) Objet de la convention.

La présente convention a pour objet, la coordination de la Malle à jeux de Cohésion sociale. Cela signifie que la Ludothèque ASBL s'engage à :

- Stocker la malle à jeux
- Élaborer et tenir un fichier informatique reprenant la liste des jeux, les associations qui y ont accès, la gestion des emprunts et l'encodage de ceux-ci.
- Maintenir le bon état des jeux (en les plastifiants si nécessaire, rédiger une fiche du matériel à l'intérieur des boîtes, etc.)
- Vérifier le contenu et le bon état des jeux au moment du retour.

4) Organisation pratique

Les associations de cohésion sociale ont accès à la ludothèque lors des heures d'ouverture et peuvent emprunter les jeux de la malle. La Charte d'utilisation de la malle à jeux régit les modalités d'emprunt. Cette charte est élaborée par le Service de Cohésion sociale et l'ASBL Let's Play Together. Cette charte est annexée à la présente convention.

5) Budget prévisionnel

Le service de Cohésion sociale prévoit un budget de 50 centimes/semaines/jeux à verser à la Ludothèque ASBL au début de chaque année.

6) Dénonciation

Chaque partie peut dénoncer la présente convention moyennant un préavis de 1 mois. Chaque partie

s'engage à respecter le code de déontologie en vigueur et à la garantie du secret professionnel.

Fait à Bruxelles, le _____

Pour la commune d'Etterbeek
Par ordonnance,
La Secrétaire communale f.f.,

L'Echevin de la Cohésion sociale,

Pour la Ludothèque ASBL :
La Présidente,

Annick PETIT
MANTELL

Karim SHEIKH-HASSAN

Stéphanie

Samenwerkingsovereenkomst met de gemeentelijke spelothek

De gemeenteraad,

overwegende dat het college van 14 november 2019 goedkeuring heeft gegeven voor:

- de uitvoering van het project "spelkoffer" (animatieactiviteiten, opleidingen en samenstelling van de spelkoffer) en de uitgave van een bedrag van 5.230,30 euro op begrotingsartikel 842/332/02/-01 van de dienst Sociale Cohesie;
- de opslag en het beheer van die spelkoffer door de gemeentelijke spelothek;
- de uitgave van 0,50 euro per week en per spel aan de spelothek op begrotingsartikel 842/124-02 van de dienst Sociale Cohesie voor onbepaalde duur;

overwegende dat het college van 11 september 2020 ermee akkoord is gegaan om dit project voort te zetten;

gelet op de overeenkomst die bij dit college is gevoegd tussen de gemeentelijke spelothek en de dienst Sociale Cohesie van de gemeente Etterbeek;

BESLIST

om de overeenkomst tussen de gemeentelijke spelothek en de dienst Sociale Cohesie van de gemeente Etterbeek goed te keuren.

Samenwerkingsovereenkomst – Spelkoffer

1. Identiteit van de partners en van de personen die gemachtigd zijn om hen te vertegenwoordigen

TUSSEN:

de vzw "Ludothèque"

Adres: Pandhoflaan 24 in 1040 Etterbeek

Vertegenwoordigd door: Stéphanie MANTELL, voorzitter

en

De gemeente Etterbeek

(Dienst Sociale Cohesie, Jules Maloulaan 57 in 1040 Etterbeek)

Vertegenwoordigd door:

De heer Karim SHEIKH-HASSAN, schepen, en mevrouw Annick Petit, waarnemend gemeentesecretaris,

2. Duur van de overeenkomst en inwerkingtreding

Deze overeenkomst verbindt de partijen voor onbepaalde duur vanaf 2020 zolang de partijen er belang bij hebben.

De samenwerking kan na een volledig jaar na het sluiten van de overeenkomst worden geëvalueerd.

3. Voorwerp van de overeenkomst

Deze overeenkomst gaat over de coördinatie van de spelkoffer van de dienst Sociale Cohesie. Dat betekent dat de vzw “Ludothèque” zich ertoe verbindt om:

- De spelkoffer te stockeren;
- Een computerbestand te maken en bij te houden met een lijst van de spelletjes en de verenigingen die er toegang toe hebben, het beheer van de uitleningen en de invoering ervan;
- De spelletjes in goede staat te houden (door ze indien nodig te plastificeren, door een fiche te maken van het materiaal dat in elke doos steekt, enzovoort);
- De inhoud en de goede staat van de spelletjes te controleren wanneer ze worden teruggebracht.

4. Praktische organisatie

De verenigingen die actief zijn op het vlak van sociale cohesie hebben toegang tot de speltheek tijdens de openingsuren en kunnen de spelletjes uit de koffer ontlenen. In het charter voor het gebruik van de spelkoffer worden de voorwaarden vastgelegd. Dat charter wordt opgesteld door de dienst Sociale Cohesie en de vzw “Let's Play Together”. Het charter wordt bij deze overeenkomst gevoegd.

5. Budgetraming

De dienst Sociale Cohesie voorziet een budget van 50 centimen/week/spel dat aan het begin van elk jaar op de rekening van de vzw “Ludothèque moet worden gestort.

Elke partij kan deze overeenkomst verbreken op voorwaarde van een opzegtermijn van één maand. Elke partij verbindt zich ertoe om de geldende deontologische code te respecteren en het beroepsgeheim in acht nemen.

6. Verbreking

Elke partij kan deze overeenkomst verbreken op voorwaarde van een opzegtermijn van één maand. Elke partij verbindt zich ertoe om de geldende deontologische code te respecteren en het beroepsgeheim in acht nemen.

Opgemaakt in Brussel op XXX

Voor de gemeente Etterbeek

“Ludothèque”:

In opdracht:

De waarnemend gemeentesecretaris, De schepen van Sociale Cohesie,

Voor de vzw

De voorzitter,

Annick PETIT
MANTELL

Karim SHEIKH-HASSAN

Stéphanie

2 annexes / 2 bijlagen

Charte d'utilisation malle à jeux.docx, Convention Ludothèque-NL.docx

Le Conseil communal,

Considérant que, dans ses missions, la Cohésion sociale doit informer le secteur des initiatives existantes ainsi que de l'offre sociale présente sur la Commune, et favoriser l'émergence, le développement et le soutien d'actions de Cohésion sociale ;

Considérant que la bande dessinée est un excellent outil de communication convivial, efficace, ludique et attractif permettant de toucher un grand nombre de personnes issues de différents milieux, âges, origines, ... ;

Considérant que, suite à un appel d'offres, la coordination du service de Cohésion sociale a choisi Gerardo Cornejo Lucaveche (dit Dado), pour ses différentes facettes d'artiste et sociologue ainsi que pour le devis proposé par celui-ci ;

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Echevin-e-s du 30/01/2020 a approuvé la création, l'impression et la diffusion d'une bande dessinée sur le "vivre-ensemble etterbeekois" dessinée par Dado, ainsi que le financement de celle-ci (+11.000€) via l'article budgétaire "Vivre-ensemble" 842/332/02/-01 issu du subside Cohésion sociale de la COCOF ;

Considérant la Convention en annexe du présent Collège entre Gerardo Cornejo Lucaveche et le service de Cohésion sociale de la Commune d'Etterbeek;

DÉCIDE d'approuver la Convention entre Gerardo Cornejo Lucaveche (dit Dado) et le service Cohésion sociale de la Commune d'Etterbeek ci-après :

Convention de collaboration – BD sur le Vivre ensemble.

1) Identité des partenaires et des personnes habilitées à les représenter.

ENTRE :

Gerardo Cornejo Lucaveche

Adresse : rue sarriette 11, 1348 Louvain-La-Neuve

Et

La Commune d'Etterbeek

(Service de Cohésion sociale - 57, Avenue Jules Malou, 1040 Etterbeek)

Représentée par :

M. Karim SHEIKH-HASSAN, Echevin, et Mme Annick PETIT, Secrétaire communale f.f.

2) Durée de la Convention et sa prise d'effet

La présente convention engage les deux parties pour les années scolaires 2020-2021.

La reconduction éventuelle de la convention s'opérera après l'évaluation de la collaboration.

3) Objet de la convention.

La présente convention a pour objet l'élaboration d'un Bande dessinée, qui illustre le Vivre ensemble sur la commune d'Etterbeek. Nous souhaitons représenter les différentes associations de la commune d'Etterbeek qui travaillent au quotidien pour un mieux vivre-ensemble. Cela comprend, à minima, des associations financées par la Cohésion sociale et ou par le FIPI soit :

- Animation et Loisir pour tous
- Samarcande
- Le Welcome-Babbelkot
- Le Centre Culturel Senghor
- La Ligue de l'Enseignement et de l'Éducation Permanente
- La MQ l'Aile
- Atoll

- Maison de Jeune La Clef
- Justice et Paix
- Propreté
- Basenvol

4) Organisation pratique

- Gerardo Cornejo prend rendez-vous avec les associations pour dessiner leurs activités
- Gerardo Cornejo prend part à des événements spéciaux organisés par le service de Cohésion sociale
- Gerardo Cornejo se rend sur les lieux communs d'Etterbeek pour dessiner certains endroits illustratifs de la vie Etterbeekoise, décidé de concert avec la Cohésion sociale
- Gerardo Cornejo fait des retours réguliers au Service de Cohésion sociale et notamment aux dates suivantes :
 - Le service de Cohésion sociale met Gerardo Cornejo et les associations en relation
 - Le service de Cohésion sociale organise les réunions de réflexion et de création avec Gerardo Cornejo
 - Le Service de Cohésion sociale met toutes les informations nécessaires à disposition de Gerardo Cornejo.

5) Budget prévisionnel

35€/heures brut :

Dessin des associations de Cohésion Sociale

Soit 8h/associations x 11 associations = 3080 euros HTVA

Dessin des événements spéciaux en Cohésion Sociale

8h pour 5 événements = 1400 euros HTVA

TOTAL= 4480 € HTVA

TVA 6% = **4748.8 euros TTC**

6) Dénonciation

Chaque partie peut dénoncer la présente convention moyennant un préavis de 1 mois. Chaque partie s'engage à respecter le code de déontologie en vigueur et à la garantie du secret professionnel.

Fait à Bruxelles, le _____

Pour la commune d'Etterbeek

Par ordonnance,

La Secrétaire communale f.f.,

Gerardo Cornejo Lucaveche

L'Echevin de la Cohésion sociale,

Annick PETIT

Karim SHEIKH HASSAN

Samenwerkingsovereenkomst voor het stripverhaal over het samenleven in Etterbeek

De gemeenteraad,

overwegende dat het de taak is van de dienst Sociale Cohesie om de sector te informeren over bestaande initiatieven en over het sociale aanbod in de gemeente en om de ontwikkeling en ondersteuning van acties op het vlak van sociale cohesie te bevorderen;

overwegende dat het stripverhaal een uitstekend en aangenaam, efficiënt, ludiek en aantrekkelijk communicatiemiddel is om een groot aantal mensen met een verschillende achtergrond, afkomst en leeftijd te bereiken;

overwegende dat de de coördinatie van de dienst Sociale Cohesie in het kader van een offerteoproep heeft gekozen voor Gerardo Cornejo Lucaveche (Dado genoemd) wegens zijn verschillende facetten als artiest

en socioloog en op basis van zijn offerte;

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen van 30/01/2020 goedkeuring heeft gegeven voor het ontwerp, de druk en de verspreiding van een stripverhaal over het samenleven in Etterbeek getekend door Dado en voor de financiering ervan (+/- 11.000 euro) via het begrotingsartikel "Samenleven" 842/332/02/-01 van de subsidie voor sociale cohesie van de GGC;

gelet op de overeenkomst die bij dit college is gevoegd tussen Gerardo Cornejo Lucaveche en de dienst Sociale Cohesie van de gemeente Etterbeek;

BESLIST om de overeenkomst tussen Gerardo Cornejo Lucaveche (Dado genoemd) en de dienst Sociale Cohesie van de gemeente Etterbeek goed te keuren.

Samenwerkingsovereenkomst – Stripverhaal over het samenleven

1. Identiteit van de partners en van de personen die gemachtigd zijn om hen te vertegenwoordigen TUSSEN:

Gerardo Cornejo Lucaveche

Adres: rue Sarriette 11 in 1348 Louvain-La-Neuve

en

De gemeente Etterbeek

(Dienst Sociale Cohesie, Jules Maloulaan 57 in 1040 Etterbeek)

Vertegenwoordigd door:

De heer Karim SHEIKH-HASSAN, schepen, en mevrouw Annick PETIT, waarnemend gemeentesecretaris,

2. Duur van de overeenkomst en inwerkingtreding

Deze overeenkomst verbindt beide partijen voor de schooljaren 2020-2021.

De overeenkomst kan eventueel worden verlengd na een evaluatie van de samenwerking.

3. Voorwerp van de overeenkomst

Deze overeenkomst gaat over het ontwerp van een stripverhaal dat het samenleven in de gemeente Etterbeek illustreert. Wij willen de verschillende verenigingen uit de gemeente Etterbeek voorstellen die zich dagelijks inzetten voor een beter samenleven. Het gaat minstens over de verenigingen die worden gefinancierd door de dienst Sociale Cohesie en/of door het FIM, met name:

- Animation et Loisir pour tous
- Samarcande
- Cultureel centrum Le Senghor
- Ligue de l'Enseignement et de l'Éducation Permanente
- MQ l'Aile
- Atoll
- Jeugdhuis "La Clef"
- Justice et Paix
- Nethheid
- Basenvol

4. Praktische organisatie

- Gerardo Cornejo maakt een afspraak met de verenigingen om hun activiteiten te tekenen.
- Gerardo Cornejo woont speciale evenementen bij die de dienst Sociale Cohesie organiseert.
- Gerardo Cornejo gaat naar gemeenplaatsen in Etterbeek om bepaalde plaatsen te tekenen die het leven in Etterbeek illustreren. Die plaatsen worden bepaald in overleg met de dienst Sociale Cohesie.
- Gerardo Cornejo brengt regelmatig verslag uit aan de dienst Sociale Cohesie en meer bepaald op de volgende datums:
- De dienst Sociale Cohesie brengt Gerardo Cornejo en de verenigingen met elkaar in contact.
- Die dienst Sociale Cohesie organiseert vergaderingen met Gerardo Cornejo om samen na te denken en te creëren.
- De dienst Sociale Cohesie bezorgt alle nodige informatie aan Gerardo Cornejo.

5. Budgetraming

35 euro/uur bruto:

Tekening van de verenigingen die actief zijn op het vlak van sociale cohesie

Ofwel 8 uur/vereniging x 11 verenigingen = 3080 euro exclusief btw

Tekening van speciale evenementen van de dienst Sociale Cohesie

8 uur voor 5 evenementen = 1400 euro exclusief btw

TOTAAL = 4480 euro exclusief btw

BTW 6% = **4748,80 euro inclusief btw**

6. Verbreking

Elke partij kan deze overeenkomst verbreken op voorwaarde van een opzegtermijn van één maand. Elke partij verbindt zich ertoe om de geldende deontologische code te respecteren en het beroepsgeheim in acht nemen.

deze overeenkomst verbreken op voorwaarde van een opzegtermijn van één maand. Elke partij verbindt zich ertoe om de geldende deontologische code te respecteren en het beroepsgeheim in acht nemen.

Opgemaakt in Brussel op XXX

Voor de gemeente Etterbeek

Lucaveche

In opdracht:

De waarnemend gemeentesecretaris,

De schepenen van Sociale Cohesie,

Gerardo Cornejo

Annick PETIT

Karim SHEIKH-HASSAN

2 annexes / 2 bijlagen

convention dado.pdf, Convention bande dessinée-NL.DOCX

23 Interpellation de Monsieur André du BUS sur le droit de superficie

Monsieur le Bourgmestre,

Rendre le logement accessible à la classe moyenne est devenu un enjeu majeur, tant au niveau régional qu'au niveau de notre commune. Parmi les réponses que les autorités publiques peuvent orchestrer pour renforcer l'offre de logements moyens figurent deux réalités qui concernent Etterbeek : le logement conventionné et le droit de superficie. Vous savez l'intérêt que notre formation politique a toujours manifesté à l'égard du logement conventionné, estimant précisément qu'avec l'aide de l'opérateur régional il était possible d'enrichir l'offre de ce type de logement de manière significative. Les Jardins de la Chasse font vivre ce concept par l'offre de 37 logements conventionnés depuis peu.

A propos de la seconde formule, le droit de superficie, Etterbeek s'est distinguée en ré-actualisant ce droit voici une quinzaine d'années. Ce droit a pour avantage de stabiliser la question du logement durant une cinquantaine d'années maximum, à un prix plus accessible que le marché d'acquisition immobilière.

Par ailleurs il me revient que, sur base de la Note d'Orientation Politique, le Collège renforcera l'offre de logements moyens par l'affectation partielle du site de l'actuelle Maison communale en logements moyens répondant au droit de superficie.

Ce qui m'amène à poser la question de l'évaluation de l'application du droit de superficie sur notre commune :

- Combien de logements font actuellement l'objet d'un droit de superficie ?
- Quelle est le taux de stabilité des propriétaires ? Autrement dit, tous les propriétaires sont-ils toujours dans leurs murs ? Quel est le pourcentage de propriétaires ayant déjà quitté leurs murs et revendu leurs droits ?
- Dans ce cas comment s'évalue la valeur du bien dans les conditions de revente?
- Des propriétaires actuels ont-ils déjà formulé la demande d'une reconduction de leur « contrat » ? Si oui, comment l'évaluation du bien est-elle envisagée ?
- Avez-vous des indicateurs qui permettent d'évaluer le taux de satisfaction de ces propriétaires ?
- Quels sont les difficultés spécifiques auxquelles les propriétaires doivent faire face ? Je pense par exemple en termes d'entretien et d'investissements.
- Les propriétaires bénéficient-ils d'un accompagnement à ce propos ?
- Le mode d'attribution est-il encore pertinent ? Ne faut-il pas prévoir des visites préalables de telle sorte que les candidats aient le temps matériel d'analyser le bien ?

Enfin, des questions plus de fond :

1. Dans quelle mesure le droit de superficie permet-il de stabiliser les familles sur Etterbeek ?
2. Les effets sont-ils comparables à l'accès à la propriété en termes de vecteur de bien-être à moyen/long terme?
3. Pourquoi privilégier le droit de superficie sur le site de la maison communale ?

Je vous remercie pour votre attention,

Interpellatie van Mijnheer André du BUS betreffende het recht van opstal

Mijnheer de burgemeester,

Woningen betaalbaar maken voor de middenklasse is een grote uitdaging geworden, zowel op het niveau van het Gewest als op niveau van onze gemeente. Onder de oplossingen die de overheden kunnen

opvoeren om het aanbod van woningen voor middeninkomens te versterken vinden we er twee die betrekking hebben op Etterbeek: de geconventioneerde woningen en het recht van opstal. U weet dat onze fractie altijd belangstelling heeft getoond voor geconventioneerde woningen omdat ze ervan overtuigd is dat het met de hulp van de gewestelijke operator mogelijk was om het aanbod van dit soort woningen aanzienlijk uit te breiden. Het Jachthof brengt dit project tot leven door recentelijk 37 geconventioneerde woningen aan te bieden.

Wat de tweede formule betreft, het recht van opstal, heeft Etterbeek zich onderscheiden door dat recht een vijftiental jaar geleden weer actueel te maken. Dat recht van opstal heeft het voordeel dat het de woningproblematiek gedurende maximaal vijftig jaar stabiliseert tegen een betaalbare prijs dan op de vastgoedmarkt.

Bovendien schiet het mij opnieuw te binnen dat het college, op basis van de politieke oriëntatienota, het aanbod van woningen voor middeninkomen zou versterken door een deel van de huidige site van het gemeentehuis te gebruiken voor woningen voor middeninkomens volgens het recht van opstal.

Dit brengt mij ertoe te vragen naar een evaluatie van de toepassing van het recht van opstal in onze gemeente:

- Hoeveel woningen maken momenteel het voorwerp uit van een recht van opstal?
- Wat is het stabiliteitspercentage van de eigenaars? Met andere woorden, wonen alle eigenaars nog steeds in hun woning? Hoeveel procent van de eigenaars heeft zijn woning al verlaten en zijn rechten doorverkocht?
- Hoe wordt in dat geval de waarde van het onroerende goed bepaald in de verkoopvoorwaarden?
- Zijn er huidige eigenaars die al hebben gevraagd om hun "contract" te verlengen? Zo ja, hoe wordt de schatting van het onroerende goed gepland?
- Hebt u indicatoren die u in staat stellen om de tevredenheid van die eigenaars te evalueren?
- Met welke specifieke moeilijkheden worden de eigenaars geconfronteerd? Ik denk bijvoorbeeld aan onderhoud en investeringen?
- Worden de eigenaars hierin begeleid?
- Is de toewijzingsmethode nog steeds relevant? Moeten er vooraf geen bezoeken worden gepland zodat de kandidaten de nodige tijd hebben om het onroerende goed te analyseren?

Tot slot nog enkele meer inhoudelijke vragen:

1. In welke mate maakt het recht van opstal het mogelijk om de gezinnen in Etterbeek te stabiliseren?
2. Zijn de effecten vergelijkbaar met de toegang tot eigendom in termen van welzijn op middellange/ lange termijn?
3. Waarom de voorkeur geven aan het recht van opstal op de site van het huidige gemeentehuis?

Ik dank u voor uw aandacht.

24 **Interpellation de Madame Audrey PETIT sur l'occupation temporaire de l'ancienne maison communale à des fins socio-culturelles**

A Bruxelles, il suffit de se balader un après-midi dans les rues pour constater le nombre important d'espaces inoccupés. On estime entre 15 000 et 30 000 le nombre de logements vides dans la région et à 150 000 m² la surface de bureaux vides (sans prendre en considération les très nombreux étages vacants au dessus des commerces). Cette vacance immobilière est interpellante, et à mettre en parallèle avec le manque cruel de logements et d'espaces décentes. Nombreux sont ceux qui cherchent un toit, pour y vivre ou dormir, ou pour y travailler (asbl, commerçants,...).

A Etterbeek, alors que la toute nouvelle maison communale achève sa construction, se pose la question du futur de l'ancien bâtiment, sur le long terme bien sûr, mais aussi sur le court et moyen terme. C'est sur ce dernier - pour une fois !- que nous aimerions nous pencher.

--> **La commune s'engagera-t-elle à ne pas laisser ce grand espace central vide pendant des mois ?**
Quand on connaît les démarches administratives nécessaires, les délais d'obtention de permis d'urbanisme,... la question se pose.

Le secteur culturel est le secteur le plus touché par la crise; il aurait perdu 93% de ses recettes propres. C'est inquiétant quand on réalise vraiment la manière dont il contribue à notre bien-être collectif et que l'on perçoit ses multiples richesses : émotionnelle et « expérientielle » bien sûr, mais aussi économique. Troisième secteur d'emploi, après la construction et l'agroalimentaire, c'est aussi un secteur très jeune, qui génère beaucoup d'activités économiques indirectes.

Nos artistes sont vraiment à bout de souffle. Ceux qui ont visité le parcours d'artistes d'Etterbeek début octobre et pu échanger avec eux ont pu le comprendre. Le plaisir des artistes de pouvoir enfin ressortir de l'ombre, créer et partager leur travail, auprès d'un vrai public, était flagrant.

Pour survivre, ils ont besoin de plusieurs types de soutiens : On parle souvent du soutien financier. Ils ont aussi besoin d'espaces et de matériels.

Il y a celles et ceux qui ont pu continuer de créer ces derniers mois, même confinés - peintres, dessinateurs, plasticiens,..., certains même très inspirés. Les oeuvres sont là ; Ils cherchent aujourd'hui des espaces pour les exposer, des vitrines, pour pouvoir continuer d'en vivre.

Il y a celles et ceux aussi pour qui la création a été rendue difficile, voire impossible, parce qu'elle nécessite un espace particulier, du matériel volumineux, un travail d'équipe, des contacts fréquents,... c'est souvent le cas des « travailleurs et travailleuses » des arts vivants. Pour ceux-là, l'inspiration, les idées, scénarii,.. sont là, ils ont mûri pendant le confinement sans doute. Il faut maintenant pouvoir passer à l'action, expérimenter, jouer, créer,... Ceux-là cherchent donc ces espaces adaptés pour créer leurs spectacles. C'est habituellement les centres culturels qui offrent ces possibilités aux artistes, et cela semble logique. Ils mettent temporairement à disposition des artistes des salles, pour un temps de création défini (résidence artistique d'une semaine à 3 mois en général).

Aujourd'hui, la demande en espaces de création est importante et les centres culturels n'arrivent plus à fournir. Souvent, ils ont choisi de reprogrammer les spectacles annulés, saturant l'occupation des salles, et laissant moins de place aux moments auparavant dédiés à la création. Aujourd'hui, il faut trouver de nouveaux laboratoires de création temporaires, pour ces artistes du spectacle vivant.

Par ailleurs, le monde associatif est également durement touché par cette crise. Les exigences en termes de distanciation sociale et par conséquent en termes d'espace exigé amènent un nombre important d'associations à réduire une partie de leurs activités ou à limiter la quantité de public bénéficiaire faute de locaux adéquats.

Par conséquent, le nombre d'associations, notamment etterbeekoises, en demande criante de locaux spacieux à pourvoir pour les prochains mois est en constante augmentation.

En parallèle de cette demande nouvelle liée à la crise sanitaire actuelle, nombreuses sont également les associations de fait ou ASBL à la recherche de locaux gratuits pour s'établir temporairement et structurer leurs activités ou faire perdurer leur objet social.

Les regards des associations locales se portent dès lors tout naturellement vers ce bâtiment qui pourrait offrir une solution temporaire toute indiquée jusqu'à sa destruction.

L'ancien bâtiment communal compte de nombreuses salles, aux propriétés différentes et intéressantes pour ces artistes et associations. Salle du conseil au plafond très élevé, pour des compagnies circassiennes par exemple, halls et bureaux divers, pour des expositions de sculptures, peintures,... c'est un lieu central et massif dans la commune qui permettrait aussi de répondre aux règles de sécurité imposées par le covid.

Laisser des espaces inoccupés à destination des artistes et associations locales, pour qu'ils y travaillent, d'autres l'ont bien sûr déjà fait avant nous, et des cadres existent déjà.

Le projet temporaire des « Grands voisins » à Paris, le Tacheles à Berlin,... sont des exemples qui montrent bien que de tels projets sont possibles, si la volonté est là. Plus près de nous, les Ecuries van de Tram à Schaerbeek, la Serre à Ixelles, sont d'autres beaux succès. Le projet See-U à Ixelles démontre l'attractivité pour la commune que peut apporter une telle occupation précaire: venue de nouveaux publics, qu'ils soient artistiques ou associatifs, redynamisation d'un quartier, rencontre entre artistes ou associations dans un même lieu,... Les bénéficiaires d'une telle opération peuvent ainsi être multiples et extrêmement importants. Etterbeek a d'ailleurs déjà autorisé ce type d'occupation temporaire : on peut penser au Théâtre Cie Yvan Baudouin – Lesly Buntun qui a occupé le théâtre situé avenue d'Auderghem, ou encore aux bâtiments communaux mis temporairement à disposition de la Zinneke Parade.

Des associations se sont même spécialisées dans la gestion de ce type d'occupation, comme l'ASBL COMMUNA, qui compte aujourd'hui plusieurs projets à Bruxelles – aucun à Etterbeek. Récemment, l'échevin Arnaud Pitxeren, à Laeken, a fait le choix de refuser l'inoccupation d'un bâtiment communal, et lancé un appel à projets pour l'occupation transitoire de celui-ci, via un questionnaire de projet externe.

Le groupe Ecolo.Groen souhaite interpellier le collègue et obtenir des réponses sur les questions suivantes:

- **Y-a-t-il déjà des idées de projet, pour l'occupation à court et moyen terme de l'actuelle maison communale, en attendant son affectation définitive ?**
- **A combien de temps estimez-vous la vacance ?**
- **La commune serait-elle disposée à mettre à disposition d'artistes les anciens bâtiments communaux, et d'en faire temporairement un lieu d'échanges, de création et d'expression artistique, à la fois vitrine et laboratoire artistique? La commune serait-elle disposée à y accueillir temporairement des associations, pour leur permettre de poursuivre leurs activités ? Il s'agirait donc d'une autorisation d'occupation temporaire.**

Interpellatie van Mevrouw Audrey PETIT betreffende het tijdelijke gebruik van het oude gemeentehuis voor socioculturele doeleinden

Het volstaat om een namiddag door de straten van Brussel te lopen om te zien hoeveel ruimten leegstaan. Naar schatting zouden in het Gewest 15.000 tot 30.000 woningen en 150.000 vierkante meter kantoren leegstaan (zonder rekening te houden met de vele leegstaande verdiepingen boven handelszaken). Die leegstand is zorgwekkend en moeten we naast het schrijnende gebrek aan woningen en ontspanningsruimten leggen. Veel mensen zijn op zoek naar een dak boven hun hoofd om er te leven en te slapen of om er te werken (vzw, handelaars...).

In Etterbeek wordt de laatste hand gelegd aan het nieuwe gemeentehuis en stelt men zich de vraag wat er met het oude gebouw zal gebeuren, niet enkel op lange termijn, maar ook op korte en middellange termijn. Het is daarover dat wij ons - voor een keer! - zouden willen buigen.

=> **Beloof de gemeente om deze grote, centrale ruimte niet maanden leeg te laten staan?** Met de nodige administratieve stappen en termijnen om een stedenbouwkundige vergunning te krijgen in het achterhoofd dringt die vraag zich op.

De cultuursector is het zwaarst getroffen door de crisis. De sector zou 93% van zijn inkomsten hebben verloren. Dat is verontrustend als we ons realiseren in welke mate de sector bijdraagt aan ons collectieve welzijn en als we de vele rijkdommen ervan in beschouwing nemen: op het vlak van emoties en ervaringen uiteraard, maar ook op economisch vlak. De cultuursector is namelijk niet enkel de op twee na grootste

werkgelegenheidssector, na de bouwsector en de voedingsmiddelenindustrie, maar het is ook een zeer jonge sector die veel indirecte economische activiteiten genereert.

Onze kunstenaars kunnen het niet langer aan. Zij die begin oktober het Kunstenaarsparcours van Etterbeek hebben bezocht en met hen hebben kunnen praten zullen het begrijpen. Het plezier van de kunstenaars om uit de schaduw te treden, te creëren en hun werk te delen met een echt publiek was opvallend.

Om te kunnen overleven, hebben ze nood aan verschillende vormen van steun. Vaak gaat het over financiële steun, maar ze hebben ook ruimten en materiaal nodig.

Er zijn kunstenaars die de voorbije maanden zijn blijven creëren, zelfs tijdens de lockdown (schilders, tekenaars, beeldende kunstenaars) en die zelfs erg geïnspireerd waren. Die kunstwerken zijn er nu en die kunstenaars zijn op zoek naar ruimten om ze tentoon te stellen, naar uitstalramen, om ervan te kunnen leven.

Er zijn ook kunstenaars voor wie het moeilijk of zelfs onmogelijk was om te creëren omdat zij een speciale ruimte nodig hadden, grote materialen, een team, regelmatige contacten... dat is vaak het geval voor de werknemers en werknemers van de levende kunsten. Zij hebben inspiratie, ideeën en scenario's, die ongetwijfeld gegroeid zijn tijdens de lockdown. Zij moeten nu kunnen overgaan tot actie, experimenteren, spelen, creëren... Zij zijn dus op zoek naar aangepaste ruimten om hun voorstellingen te creëren. Doorgaans doen zij dat in de culturele centra die kunstenaars daartoe de mogelijkheid bieden en dat lijkt logisch. Die centra stellen tijdelijk zalen ter beschikking van kunstenaars voor een bepaalde periode (kunstenaarsresidenties van doorgaans 3 maanden).

Vandaag is de vraag naar creatieruimten echter heel groot en de culturele centra kunnen niet iedereen helpen. Vaak hebben ze ervoor gekozen om afgelaste voorstellingen opnieuw in te plannen waardoor de zalen altijd bezet zijn en er mindere ruimte overblijft voor momenten van creatie zoals vroeger het geval was. Vandaag moeten we op zoek naar nieuwe creatielaboratoria voor de artiesten van de levende kunst.

Ook het verenigingsleven wordt hard getroffen door deze crisis. Door de maatregelen op het vlak van sociale afstand en bijgevolg de ruimte die zij nodig hebben, moeten heel wat verenigingen snoeien in hun activiteiten aanbod of het aantal deelnemers beperken wegens een gebrek aan geschikte lokalen.

Daardoor zijn er steeds meer verenigingen, in het bijzonder in Etterbeek, die dringend op zoek zijn naar grote ruimten voor de komende maanden.

Naast deze nieuwe vraag die verband houdt met de huidige gezondheids crisis, zijn veel feitelijke verenigingen en vzw's ook op zoek naar gratis ruimten om zich tijdelijk te vestigen en hun activiteiten te structureren of om ervoor te zorgen dat hun sociale doelstelling blijft bestaan.

Lokale verenigingen kijken dan ook vanzelfsprekend naar dit gebouw, dat een tijdelijke oplossing zou kunnen bieden tot het wordt afgebroken.

Het oude gemeentehuis telt een heleboel zalen met verschillende en interessante eigenschappen voor kunstenaars en verenigingen. De raadzaal met zijn hoge plafond voor circusgezelschappen bijvoorbeeld, diverse hallen en kantoren om beeldhouwwerken en schilderijen tentoon te stellen... Het is een massieve ruimte gelegen in het centrum van de gemeente waar de veiligheidsregels in het kader van Covid-19 kunnen worden nageleefd.

Leegstaande ruimten laten gebruiken door lokale kunstenaars en verenigingen zodat zij er kunnen werken, er zijn er uiteraard die het ons al hebben voorgedaan en er bestaat dus een kader.

Het tijdelijke project "Grand voisins" in Parijs en "Tacheles" in Berlijn zijn voorbeelden die aantonen dat zulke projecten mogelijk zijn: waar een wil is, is een weg. Dichter bij huis zijn de Ecuries van de Tram in Schaarbeek of de Serre in Elsene succesvoorbeelden. Het project See-U in Elsene laat zien dat zo'n precare bezetting de gemeente aantrekkelijk kan maken: er komen nieuwe mensen (kunstenaars of verenigingen), een wijk wordt volledig nieuw leven ingeblazen, kunstenaars en verenigingen ontmoeten elkaar op één plaats, enzovoort. Er kunnen zoveel voordelen aan verbonden zijn.

Etterbeek heeft dit soort van tijdelijke bezettingen bovendien al eerder toegestaan. We denken bijvoorbeeld aan het theater Cie Yvan Baudoin - Lesly Bunton dat zijn intrek heeft genomen in het theater op de Oudergemlaan of de gemeentegebouwen die tijdelijk ter beschikking werden gesteld van de Zinneke Parade.

Er zijn zelfs verenigingen die zich in dit soort bezettingen hebben gespecialiseerd zoals de vzw Communa, die vandaag verschillende projecten heeft in Brussel, maar geen enkel in Etterbeek.

Onlangs heeft schepen Arnaud Pitxeren in Laken ervoor gekozen om te weigeren dat een gemeentegebouw leegstaat en hij heeft een projectoproep gelanceerd om het gebouw tijdelijk in gebruik te laten nemen via een externe projectbeheerder.

De fractie Ecolo.Groen wil het college interpellieren en antwoorden krijgen op de volgende vragen:

- **Zijn er al projectideeën op korte en middellange termijn voor het gebruik van het huidige gemeentehuis in afwachting van een definitieve bestemming?**
- **Hoelang denkt u dat het gebouw zal leegstaan?**
- **Zou de gemeente bereid zijn om de voormalige gemeentegebouwen ter beschikking te stellen van kunstenaars en er tijdelijk een plek voor artistieke creatie en expressie van te maken, zowel als uitstalraam als artistiek laboratorium? Zou de gemeente bereid zijn om er tijdelijk verenigingen te verwelkomen zodat zij hun activiteiten kunnen voortzetten? Het zou dus over een toelating voor een tijdelijke bezetting gaan.**

Affaires générales - Algemene Zaken

25 **Règlement relatif à l'octroi d'une indemnisation en faveur des commerces offrant des biens et services aux consommateurs contraints à la fermeture dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus Covid-19 - Approbation (Complémentaire)**

Le Conseil communal,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le développement et la propagation du coronavirus COVID-19 pour la population sur le territoire de la Région bruxelloise ;

Vu l'Arrêté ministériel du 1 novembre 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 qui prévoit en son article 6, paragraphe 2 une fermeture rendue obligatoire pour les entreprises et associations offrant des biens aux consommateurs, sans que ceci n'empêche toutefois ces entreprises et associations de poursuivre leurs activités au moyen de livraisons ou d'un système de rendez-vous pour collecter en plein air les biens commandés préalablement, dans le respect des règles de sécurité ;

Vu la dérogation prévue en ce même article 6, paragraphe 2, alinéa 2 qui stipule que les établissements ou les parties des établissements qui offrent principalement des biens essentiels, peuvent rester ouverts au public uniquement pour la fourniture de ces biens ;

Vu la liste des établissements offrant principalement des biens essentiels comme établie dans l'Arrêté ministériel du 1 novembre 2020 ;

Vu l'article 6, paragraphe 3, dudit arrêté qui stipule que « les parties des entreprises et associations offrant des services aux consommateurs sont fermées au public, en ce compris les prestations de service à domicile » ;

Considérant les conséquences importantes de ces mesures sur les commerces visés par l'obligation de fermeture ;

Considérant le règlement du 19 octobre 2020 relatif à l'octroi d'une indemnisation en faveur des établissements du secteur de l'Horeca et les autres établissements de restauration et débits de boissons contraints à la fermeture dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus Covid-19;

DECIDE

d'approuver le Règlement relatif à l'octroi d'une indemnisation en faveur des commerces offrant des biens et services aux consommateurs contraints à la fermeture dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus Covid-19 libellé comme suit :

Article 1^{er}

La présente décision porte sur l'octroi d'une indemnisation forfaitaire aux commerçants offrant des biens et services aux consommateurs qui sont contraints à la fermeture de leur établissement, en raison de l'arrêté ministériel du 1 novembre 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19.

Ladite indemnisation ne vaut pas pour les établissements du secteur de l'Horeca et les autres établissements de restauration et débits de boissons, visés par une réglementation spécifique.

Article 2

Il y a lieu d'entendre par « commerçant » : toute personne physique ou morale ayant une activité commerciale ouverte au public sur le territoire de la commune d'Etterbeek et répondant aux conditions définies aux articles 3 et 4 du présent règlement.

Article 3

Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le montant de l'indemnisation forfaitaire est de 400 euros pour les commerçants étant dans l'obligation de fermer totalement leur établissement.

Cette prime est complémentaire au dispositif régional à venir ou à défaut sera octroyée aux établissements offrant des biens et services aux consommateurs considérés comme non-essentiels, avec pour conséquence qu'ils soient contraints à la fermeture par les mesures prises par les autorités fédérales.

Une seule indemnisation est octroyée par unité d'établissement localisée sur le territoire communal.

Article 4

L'indemnisation forfaitaire est octroyée par le Collège des Bourgmestre et Echevins à condition que le commerçant apporte la preuve écrite qu'il bénéficie de l'aide régionale susmentionnée, que sa demande est jugée complète, fondée et recevable par les services régionaux compétents ou, à défaut, qu'il puisse fournir toute autre preuve de sa fermeture obligatoire en raison des décisions récentes prises par les autorités fédérales pour lutter contre la pandémie liée au virus coronavirus Covid-19.

En l'absence d'un dispositif régional, ladite preuve peut consister en une déclaration sur l'honneur.

La demande d'indemnisation forfaitaire doit être adressée au Guichet unique des classes moyennes prioritairement par mail (classesmoyennes@etterbeek.be) ou, en cas d'impossibilité, par courrier (Hôtel communal, Avenue d'Auderghem 113).

La demande d'indemnisation doit impérativement être soumise dans le délai mentionné à l'article 6 du présent règlement.

Le Guichet des classes moyennes se réserve également le droit de réclamer une attestation comptable portant sur le chiffre d'affaires du ou des mois concernés par l'obligation de fermeture pour vérifier la situation réelle de l'établissement. Une restitution pourra être exigée dès lors qu'il résulterait de cette attestation que le chiffre d'affaires de l'établissement bénéficiaire pendant la durée de fermeture imposée serait au moins égal à la période de référence (hors covid).

Article 5

Tout conflit d'interprétation des présentes dispositions sera soumis au Collège des Bourgmestre et Echevins pour décision.

Article 6

La présente décision entre en vigueur dès le moment où le dispositif régional sera exécutoire ou, à défaut, dans les deux semaines de son adoption.

Reglement betreffende de toekenning van een vergoeding aan handelszaken die goederen en diensten aanbieden aan consumenten en die moeten sluiten in het kader van de bestrijding van de verspreiding van Covid-19-virus – Goedkeuring (Aanvullend)

De gemeenteraad,

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op de dringendheid en het gezondheidsrisico dat de ontwikkeling en de verspreiding van het coronavirus Covid-19 voor de bevolking van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met zich meebrengt;

gelet op het ministerieel besluit van 1 november 2020 houdende wijziging van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken dat in artikel 6, paragraaf 2 voorschrijft dat ondernemingen en verenigingen die goederen aanbieden aan consumenten moeten sluiten voor het publiek, maar dat zij hun activiteiten kunnen voortzetten via levering of via een systeem op afspraak om vooraf bestelde goederen in open lucht op te halen, met naleving van de veiligheidsmaatregelen;

gelet op de afwijking in datzelfde artikel 6, paragraaf 2, alinea 2 die bepaalt dat de inrichtingen of onderdelen van inrichtingen die in hoofdzaak essentiële goederen aanbieden geopend mogen blijven voor het publiek en dit enkel voor het aanbieden van deze goederen;

gelet op de lijst met inrichtingen die hoofdzakelijk essentiële goederen aanbieden zoals die is opgesteld in het ministerieel besluit van 1 november 2020;

gelet op artikel 6, paragraaf 3 van dat besluit dat het volgende bepaalt: "De onderdelen van ondernemingen en verenigingen die diensten aanbieden aan consumenten zijn gesloten voor het publiek, met inbegrip van dienstverlening aan huis";

gelet op de grote gevolgen van die maatregelen op de handelszaken voor wie de verplichte sluiting van toepassing is;

gelet op het reglement van 19 oktober 2020 betreffende de toekenning van een vergoeding aan inrichtingen van de horecasector en andere eet- en drankgelegenheden die moeten sluiten in het kader van de bestrijding van de verspreiding van Covid-19-virus;

BESLIST

om het reglement betreffende de toekenning van een vergoeding aan handelszaken die goederen en diensten aanbieden aan consumenten en die moeten sluiten in het kader van de bestrijding van de verspreiding van Covid-19-virus goed te keuren dat als volgt luidt:

Artikel 1

Deze beslissing heeft betrekking op de toekenning van een forfaitaire vergoeding aan de handelaars die goederen en diensten aanbieden aan consumenten en die hun inrichting verplicht moeten sluiten naar aanleiding van het ministerieel besluit van 1 november 2020 houdende wijziging van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken.

Die vergoeding geldt niet voor inrichtingen van de horecasector en andere eet- en drankgelegenheden waarvoor een specifiek reglement van toepassing is.

Artikel 2

Onder “handelaar” verstaat men: elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een commerciële activiteit uitoefent die toegankelijk is voor het publiek op het grondgebied van de gemeente Etterbeek en die beantwoordt aan de voorwaarden uit artikel 3 en 4 van dit reglement.

Artikel 3

Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten bedraagt de forfaitaire vergoeding 400 euro voor de handelaars die hun inrichting volledig moeten sluiten.

Die premie is een aanvulling op een gewestelijke maatregel die nog moeten worden genomen of zal bij gebrek daaraan worden toegekend aan de inrichtingen die goederen en diensten aanbieden aan consumenten die als niet-essentieel worden beschouwd met als gevolg dat zij verplicht moeten sluiten naar aanleiding van de maatregelen die de federale overheid heeft genomen.

Er wordt slechts één vergoeding per inrichting op het gemeentelijke grondgebied toegekend.

Artikel 4

De forfaitaire vergoeding wordt toegekend door het college van burgemeester en schepenen op voorwaarde dat de handelaar het schriftelijke bewijs levert dat hij de bovengenoemde gewestelijke steunmaatregel geniet, dat zijn aanvraag volledig, gegrond en ontvankelijk werd verklaard door de bevoegde diensten van het Gewest of, bij gebrek daaraan, dat hij een ander bewijs kan leveren van zijn verplichte sluiting naar aanleiding van de recente beslissingen van de federale overheid om de coronaviruspandemie Covid-19 te bestrijden.

Bij gebrek aan een gewestelijke regeling kan dat bewijs een verklaring op eer zijn.

De aanvraag voor de forfaitaire vergoeding moet worden gericht aan het Middenstandslotket, bij voorkeur via e-mail (middenstand@etterbeek.be) of, als dat niet mogelijk is, per brief (gemeentehuis, Oudergemlaan 113).

De aanvraag voor de vergoeding moet worden ingediend binnen de termijn uit artikel 6 van dit reglement.

Het Middenstandslotket behoudt zich ook het recht voor om een boekhoudkundig attest in verband met de omzet te vragen van de maand of maanden waarin de verplichte sluiting van kracht was om zo de daadwerkelijke situatie van de inrichting te controleren. Er kan een terugbetaling worden geëist als uit dat attest blijkt dat de omzet van de begunstigde inrichting tijdens de verplichte sluitingsperiode minstens gelijk was aan de referentieperiode (voor Covid-19).

Artikel 5

Alle interpretatiegeschillen met betrekking tot deze bepalingen worden ter beslissing voorgelegd aan het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 6

Deze beslissing treedt in werking zodra de gewestelijke regeling uitvoerbaar is of, bij gebrek daaraan,

binnen twee weken naar zijn goedkeuring.

1 annexe / 1 bijlage

Règlement Primes 400 euros.pdf

Service de prévention - Preventiedienst

26 Lutte contre le décrochage scolaire/Convention relative au financement d'un équivalent temps plein supplémentaire, du 1er septembre 2020 au 30 juin 2022/Approbation. (Complémentaire)

Le Conseil communal,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 octobre 2020 relatif à l'octroi de subventions aux communes bruxelloises pour un montant de 1.500.000€ en vue de financer un équivalent temps plein au sein des services communaux de prévention du décrochage scolaire en vue de mener des actions de lutte contre le décrochage scolaire, pour la période allant du 1er septembre 2020 au 30 juin 2022 ;

Attendu que l'arrêté précité accorde une subvention à la Commune d'Etterbeek d'un montant de 78.947€ en vue de prendre en charge le financement d'un équivalent temps plein supplémentaire au sein du service Médiation scolaire ;

Vu la convention transmise à cet effet par la Région de Bruxelles-Capitale,

DECIDE

D'approuver la convention relative au financement d'un équivalent temps plein supplémentaire, du 1er septembre 2020 au 30 juin 2022, ci-dessous.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

Convention

ENTRE

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par Rudi Vervoort, Ministre-Président dénommé ci-après "La Région de Bruxelles-Capitale"

ET

LA COMMUNE d'Etterbeek représentée par

M. Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Mme Annick PETIT, Secrétaire communale, f.f.,
(nom + fonction)

dénommé(e) ci-après "le bénéficiaire"

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:

Article 1er: Objet de la convention

La présente convention règle les modalités de la mise à disposition du bénéficiaire d'une subvention de la

Région d'un montant de 78.947 EUR conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 octobre 2020.

En aucun cas, le champ d'application de l'arrêté susmentionné ne peut être modifié, réduit ou étendu en vertu de la présente convention.

Article 2: Objet de la subvention

La subvention de 78.947 EUR est allouée au bénéficiaire pour couvrir :

- les frais de personnel liés au recrutement d'un équivalent temps plein au sein du service communal de prévention du décrochage scolaire pour la période allant du 1er septembre 2020 au 30 juin 2022
- les frais de fonctionnement relatif à ce recrutement pour un montant maximum de 5% du total de la subvention.

Le cas échéant si le subside octroyé le permet compte tenu des dépenses salariales et de fonctionnement prises en charge, le subside pourra financer plus d'un équivalent temps plein.

Les missions de l'équivalent temps plein recruté via la présente subvention sont les suivantes

1° Développer une démarche proactive de mise en réseau et de renforcement des collaborations entre les acteurs locaux de première ligne qu'ils soient internes (DAS, extrascolaire, cohésion sociale, agent de quartier, etc.) ou externes à la commune (maisons de jeunes, écoles de devoirs, CPAS, plateformes locales d'accueil des jeunes, etc.).

Plus précisément, il s'agira de :

- Améliorer la visibilité et la connaissance des acteurs/opérateurs locaux du décrochage scolaire : présenter le service communal aux opérateurs locaux (lors de rencontres, de concertation, etc.), identifier et inventorier les acteurs qui travaillent à l'accrochage scolaire des enfants/jeunes résidant ou fréquentant une école sur le territoire communal, et expliquez le rôle de chacun dans la lutte locale du décrochage scolaire, identifier les liens actuels entre les missions des communes et celles des autres opérateurs locaux.
- Améliorer la connaissance des lieux de partage/de concertation/d'échange en matière de prévention du décrochage scolaire : identifier les lieux existants de « concertation/groupe de travail » locaux qui traitent d'accrochage scolaire ; identifier les participants ;expliquez le rôle de chacun dans ces « concertations/groupes de travail ».

2° Suivre individuellement les jeunes en décrochage scolaire.

Plus précisément, il s'agira de :

- Accompagner de manière individuelle l'enfant/le jeune qui vit une situation de décrochage scolaire, avec une attention particulière portée aux enfants/jeunes les plus fragilisés (comme ceux qui nécessitent une réintégration au sein de l'école ou dans un parcours "scolaire"). Exemple(s) : entretien(s) avec le jeune, coaching, etc. ;
- Prévoir des temps de « médiation scolaire ». Exemple(s) : entretien(s) pour rétablir la relation enfant-parents-école ;
- Soutenir les parents. Exemple(s) : entretien(s) pour accompagner la famille/l'entourage dans la scolarité de leur(s) enfant(s).

3° Renforcer les actions collectives de lutte contre le décrochage scolaire mises en places actuellement par

les services communaux de prévention du décrochage scolaire en collaboration avec les autres acteurs locaux. Il s'agira par exemple de :

- Mettre en place ou soutenir la mise en place des séances d'information et de sensibilisation (droit et obligation scolaires, inscription, orientation, etc.), avec une attention particulière portée aux périodes de transition dans le parcours scolaire et aux publics – enfants/jeunes et parents – plus fragilisés ;
- Aider au soutien scolaire des enfants/jeunes, avec une attention particulière portée aux périodes de transition dans le parcours scolaire et aux périodes de vacances scolaires. Exemple(s) : aide aux devoirs, travail sur la méthodologie, remédiation dans certaines matières, tutorat, etc. ;
- Proposer ou soutenir des animations dans les écoles et en dehors sur des thématiques liées au décrochage scolaire comme le climat scolaire, le bien-être, le (cyber) harcèlement, etc. ;
- Mener ou aider des projets sportifs ou socioculturels. Exemple(s) : pièce de théâtre sur le harcèlement, projet foot-étude, projet psychomotricité, ateliers musique, etc.

Article 3: Durée

La convention porte sur la période suivante : 01/09/2020 au 30/06/2022.

Article 4: Modalités de liquidation

La subvention sera liquidée en trois tranches : Une première tranche de 20% du montant de la subvention sur présentation d'une déclaration de créance adressée à la Comptabilité de perspective.brussels selon les modalités prévues à l'article 5 pour le 15/12/2020 au plus tard.

Une deuxième tranche de 40% du montant de la subvention sera liquidée après réception et analyse du rapport d'évaluation des activités menées au cours de la période allant du 1er septembre 2020 au 30 août 2021 et des pièces justificatives y relatives, sur base d'une déclaration de créance adressée à la Comptabilité de perspective.brussels selon les modalités prévues à l'article 5 pour le 15/11/2021 au plus tard.

Le solde sera liquidé après réception et analyse du rapport d'évaluation des activités menées au cours de la période allant du 01 septembre 2021 au 30 juin 2022 et des pièces justificatives y relatives sur base d'une déclaration de créance adressée à la Comptabilité de perspective.brussels.

Les déclarations de créance doivent, conformément à l'article 5 de cette convention, être envoyées à la Comptabilité de perspective.brussels, Rue de Namur 59, à 1000 Bruxelles ou par e-mail : inv.bf@perspective.brussels.

Les justificatifs et rapports d'évaluation doivent par contre être adressés au Service Ecole. Pour des raisons de simplification du traitement administratif, les documents seront à remplir en ligne en se connectant à IRISbox, guichet électronique de la Région de Bruxelles-Capitale.

La date d'envoi de ces documents est fixée respectivement au 30 octobre 2021 et au 30 octobre 2022.

Après examen du rapport d'évaluation et des pièces justificatives par l'administration, le Service Ecole de perspective.brussels prendra contact avec la Commune afin d'introduire une déclaration de créance pour le montant accepté. Celle-ci devra être adressée à la Comptabilité de perspective.brussels.

Article 5: Pièces à fournir lors de la demande de paiement

La demande de paiement se fait sous la forme d'une "déclaration de créance" adressée à la Comptabilité de perspective.brussels ; Rue de Namur 59, 1000 Bruxelles ou par e-mail : inv.bf@perspective.brussels. Cette déclaration de créance doit mentionner impérativement les éléments suivants:

- la référence (n° de visa):
- le motif du paiement,
- le montant demandé en paiement,
- le numéro de compte bancaire sur lequel ce montant doit être versé.

En outre, cette déclaration de créance doit être rédigée sur papier à en-tête, datée et signée par une personne habilitée à engager le bénéficiaire.

Article 6: Présentation des pièces justificatives

Les pièces justificatives à fournir concernent les frais de personnel et de fonctionnement exposés pour la période visée. Ils seront consignés dans un tableau récapitulatif.

Le tableau récapitulatif énumère de façon chronologique et numérotée, les différentes dépenses nécessaires à la réalisation du projet durant la période visée.

Ce tableau se terminera par un total et sera assorti, des factures et/ou tickets de caisse probants, permettant de démontrer la pertinence des dépenses par rapport à l'objectif poursuivi.

Pour ce qui concerne les frais de traitement pour lesquels une intervention est demandée, les fiches de paie, fiche ONSS et copie des contrats devront être fournies.

Si le bénéficiaire est assujéti à la T.V.A., les montants hors T.V.A. doivent être pris en compte sauf la quotité non-récupérable de la T.V.A.

Les pièces justificatives ne pourront concerner que des dépenses effectuées au cours de la période allant du 01/09/2020 au 30/06/2022.

La facture, des biens acquis avec la présente subvention et dont la valeur d'achat dépasse le montant de 500 euros, sera annotée d'une mention « RBC » et sera paraphée par le responsable des comptes de la commune.

Lorsqu'une dépense est subventionnée par plusieurs pouvoirs subsidants, la ventilation entre pouvoirs subsidants sera reprise.

Article 7: Paiement

Les paiements se font dans les limites des crédits budgétaires.

Les paiements seront exécutés dans les meilleurs délais, compte tenu des contraintes liées aux contrôles.

Article 8: Marchés publics

Lorsque le bénéficiaire de la subvention est une personne morale qui, à la date de la décision de lancer un marché, a été créée pour satisfaire spécifiquement aux besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial et dont:

- soit l'activité est financée à plus de cinquante pour cent par les services du Gouvernement ou un organisme administratif autonome,
- soit la gestion est soumise à un contrôle desdits services ou organismes,
- soit plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance sont désignés par lesdits services et organismes,

celle-ci est soumise aux dispositions de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, conformément aux articles 2, 1°, d) et 12 de ladite loi.

Article 9: Imputation budgétaire

Le montant de la subvention est imputable sur l'article budgétaire 02 004 27 01 43 21 du budget 2020 de perspective.brussels.

Article 10: controle des subventions

Les articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle sont d'application immédiate et générale dès qu'il est question d'une subvention.

Ces articles sont reproduits in extenso ci-dessous:

Art 92: Conformément à l'article 11 de la loi du 16 mai 2003, précitée, toute subvention accordée par l'entité régionale ou par une personne morale subventionnée directement ou indirectement par l'entité régionale, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par eux sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par le bénéficiaire de la subvention.

Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.

Art 93: Conformément à l'article 12 de la loi du 16 mai 2003, précitée, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à l'entité régionale le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

L'organisation et la coordination des contrôles sont réglées par le Gouvernement. Celui-ci fait appel notamment, pour ce contrôle, aux inspecteurs des finances.

Art 94: Conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003, précitée, est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire:

- 1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention,
- 2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée,
- 3° qui met obstacle au contrôle visé à l'article 93,
- 4° qui perçoit déjà une subvention d'une autre institution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives.

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 92, il est tenu au

remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

Art 95: Conformément à l'article 14 de la loi du 16 mai 2003, précitée, il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 92 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 93.

Lorsqu'une subvention est payée par fractions, chaque fraction est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article.

Article 11: Litiges

Tout litige ou contestation relatif à la présente convention sera soumis aux Tribunaux de Bruxelles, seuls compétents.

Article 12: Transmission des documents

Toutes les notifications ou communications, en vertu de la présente convention, à l'exception de(s) déclaration(s) de créance à rédiger par le bénéficiaire, seront valablement adressées par les parties aux adresses suivantes.

1. Pour la Région

Perspective.brussels
Service Ecole
Madame Julie lumen
Rue de Namur 59
1000 Bruxelles

2. Pour le bénéficiaire

La Commune d'Etterbeek

Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre,
Avenue d'Auderghem, 113-117
1040 Etterbeek

(nom + fonction)

Fait à Bruxelles le (en deux exemplaires).

Pour la Commune d'Etterbeek,
La Secrétaire communale, f.f.,
Annick PETIT

Pour la Région de Bruxelles-Capitale,
Le Bourgmestre,
Vincent DE WOLF

(nom + fonction)

Rudi Vervoort,
Ministre-Président

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil communal, à Etterbeek le 23 novembre 2020.

Par le Conseil :

La secrétaire communale, f.f.,
Annick PETIT.

Le Bourgmestre-Président,
Vincent DE WOLF

POUR COPIE CERTIFIÉE CONFORME :

Par Ordonnance :

La secrétaire communale, f.f.,
Annick PETIT.

Le Bourgmestre,
Vincent DE WOLF.

Strijd tegen schooluitval/Overeenkomst betreffende de financiering van een bijkomend voltijdsequivalent, van 1 september 2020 tot 30 juni 2022/Goedkeuring. (Aanvullend)

De gemeenteraad,

gelet op het besluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 oktober 2020 betreffende de toekenning van subsidies aan de Brusselse gemeenten voor een bedrag van 1.500.000 euro voor de financiering van een voltijdse equivalent binnen de gemeentediensten voor de preventie van schooluitval om acties op touw te zetten in de strijd tegen schooluitval voor de periode van 1 september 2020 tot en met 30 juni 2022;

overwegende dat het bovengenoemde besluit een subsidie toekent aan de gemeente Etterbeek van 78.947 euro voor de financiering van een extra voltijdse equivalent binnen de dienst Schoolbemiddeling;

gelet op de overeenkomst die daartoe werd doorgestuurd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

BESLIST

om de onderstaande overeenkomst betreffende de financiering van een extra voltijdse equivalent van 1 september 2020 tot en met 30 juni 2022 goed te keuren.

Deze beraadslaging zal in overstemming met de wettelijke voorschriften aan de overheidstoezicht onderworpen worden.

Overeenkomst

TUSSEN

het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door Rudi Vervoort, Minister-President, hierna "het Brussels Hoofdstedelijk Gewest" genoemd

EN

De gemeente Etterbeek vertegenwoordigd door:

De Heer Vincent DE WOLF, Burgemeester en Mevrouw Annick PETIT, de wnd. Gemeentesecretaris
(naam + functie)

hierna “de begunstigde” genoemd

WORDT HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

Artikel 1: Doel van de overeenkomst

Onderhavige overeenkomst regelt de modaliteiten van de toekenning van een subsidie aan de begunstigde door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ten bedrage van 78.947 EUR conform het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22/10/2020.

Het toepassingsgebied van voornoemd besluit mag in geen geval gewijzigd, beperkt of uitgebreid worden krachtens onderhavige overeenkomst.

Artikel 2: Doel van de subsidie

Deze subsidie wordt toegekend ter financiering van:

- de personeelskosten in verband met de aanwerving van een voltijdsequivalent in de gemeentelijke dienst voor de preventie van schooluitval voor de periode van 1 september 2020 tot en met 30 juni 2022
- de werkingskosten in verband met deze aanwerving voor een maximumbedrag van 5% van de totale subsidie.

In voorkomend geval kan de toegekende subsidie, indien deze dit toelaat rekening houdend met de gemaakte loon- en werkingskosten, meer dan een voltijdsequivalent financieren.

De opdrachten zijn de volgende

1° Een proactieve aanpak ontwikkelen om de samenwerking te versterken tussen de lokale eerstelijnsactoren, zowel intern (PPS, buitenschoolse opvang, sociale cohesie, wijkagent ...) als extern aan de gemeente (jeugdcentra, huiswerkklassen, OCMW's, lokale platformen voor opvang van jongeren ...) en om deze actoren in een netwerk op te nemen.

Concreet gaat het over:

- De zichtbaarheid en de kennis van de lokale actoren/operators inzake schooluitval verbeteren: de gemeentelijke dienst voorstellen aan de lokale operators (tijdens ontmoetingen, overleg, enz.), de actoren identificeren en inventariseren die werken rond schooluitval bij kinderen/jongeren die op het gemeentelijk grondgebied verblijven of naar school gaan en de rol van elk van hen in de lokale strijd tegen schooluitval toelichten, de huidige banden tussen de opdrachten van de gemeenten en die van de andere lokale operators bepalen.
- De kennis verbeteren van de locaties waar informatie over preventie van schooluitval wordt gedeeld/besproken/uitgewisseld: de bestaande lokale locaties van ‘overleg/werkgroep’ identificeren die zich toeleggen op de preventie van schooluitval, de deelnemers in kaart brengen, uitleggen welke rol iedereen speelt in deze ‘overleggen/werkgroepen’.

2° De jonge schoolverlaters individueel opvolgen.

Concreet gaat het over:

- De kinderen/jongeren die de school willen verlaten individueel begeleiden, met bijzondere aandacht voor de meest kwetsbare kinderen/jongeren (zoals degenen die opnieuw moeten worden geïntegreerd in de school of in een 'schooltraject'). Voorbeeld(en): gesprek(ken) met de jongere, coaching, enz. ;
- Tijd voor 'schoolbemiddeling' inplannen. Voorbeeld(en): gesprek(ken) om de relatie kind-ouders-school te herstellen;
- De ouders ondersteunen. Voorbeeld(en): gesprek(ken) om de familie/omgeving te begeleiden bij de opleiding van hun kind(eren).

3° De collectieve acties versterken ter bestrijding van schooluitval die momenteel door de gemeentelijke diensten voor de preventie van schooluitval in samenwerking met andere lokale actoren worden uitgevoerd. Dit zal bijvoorbeeld gaan om:

- Informatie- en bewustmakingssessies (schoolrechten en -verplichtingen, inschrijving, keuzevoorlichting, enz.) organiseren of meewerken aan de organisatie ervan, met bijzondere aandacht voor de overgangsperiodes in het schooltraject en voor de meest kwetsbare groepen - kinderen/jongeren en ouders;
- Helpen bij de begeleiding van kinderen/jongeren op school, met bijzondere aandacht voor de overgangsperiodes in het schooltraject en de schoolvakanties. Voorbeeld(en): hulp bij huiswerk, werken rond methodiek, remedial teaching in bepaalde vakken, bijlessen, enz.;
- Activiteiten voorstellen of ondersteunen binnen en buiten scholen over thema's die te maken hebben met schooluitval, zoals schoolklimaat, welzijn, (cyber)pesten, enz.;
- Sport- of sociaal-culturele projecten leiden of ondersteunen. Voorbeeld(en): theateropvoering over pesterijen, voetbal-studieproject, psychomotorisch project, muziekworkshops, enz.

Artikel 3: Duur

De overeenkomst handelt over de volgende periode: van 01/01/2020 tot 30/06/2022.

Artikel 4: Betalingsmodaliteiten

De subsidie wordt in drie schijven betaald:

Een eerste schijf van 20% van het bedrag van de subsidie tegen overlegging van een schuldvordering bij de Dienst Boekhouding van perspective.brussels volgens de modaliteiten bepaald in artikel 5 uiterlijk op 15-12-2020.

Een tweede schijf van 40% van het bedrag van de subsidie zal worden betaald na ontvangst en analyse van het evaluatieverslag over de activiteiten die in de periode van 1 september 2020 tot 30 augustus 2021 werden gevoerd en de bijbehorende bewijsstukken, op basis van een schuldvordering die uiterlijk op 15-11-2021 aan de Dienst Boekhouding van perspective.brussels wordt gericht volgens de modaliteiten bepaald in artikel 5.

Het saldo zal worden uitgekeerd na ontvangst en analyse van het evaluatieverslag over de activiteiten die in de periode van 1 september 2021 tot 30 juni 2022 werden gevoerd en de bijbehorende bewijsstukken op basis van een schuldvordering die uiterlijk op 01-09-2022 aan de Dienst Boekhouding van perspective.brussels wordt gericht volgens de modaliteiten bepaald in artikel 5.

De schuldvorderingen moeten, conform het artikel 5 van deze overeenkomst, worden overgemaakt aan de Dienst Boekhouding van perspective.brussels – Naamsestraat 59, 1000 Brussel of per e-mail : inv.bf@perspective.brussels.

De verantwoordingsstukken en de evaluatierapporten (het dossier van de eindafrekening) dienen daarentegen opgestuurd te worden aan de Dienst Scholen. Ter wille van de administratieve vereenvoudiging zullen de online documenten op IRISbox - het elektronische loket van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - in te vullen zijn.

De datum voor het verzenden van deze documenten is respectievelijk 30 oktober 2021 en 30 oktober 2022.

Na onderzoek van het dossier van de eindafrekening neemt het bestuur contact op met de gemeente met het oog op de indiening van een schuldvordering voor het aanvaarde bedrag. Deze schuldvordering dient gericht te worden aan de Dienst Boekhouding van perspective.brussels.

Artikel 5: Te bezorgen stukken bij de betalingsaanvraag

De betalingsaanvraag moet gebeuren in de vorm van een “schuldvordering” gericht aan de Dienst Boekhouding van perspective.brussels, Naamsestraat 59, 1000 Brussel of per e-mail : inv.bf@perspective.brussels. Deze schuldvordering dient verplicht de volgende elementen bevatten:

- het visumnummer
- de betalingsreden,
- het gevraagde te betalen bedrag,
- het bankrekeningnummer waarop het bedrag moet worden gestort.

Bovendien moet deze schuldvordering opgesteld worden op papier met briefhoofd, gedateerd en ondertekend door een persoon die gemachtigd is de begunstigde te binden.

Voor de betaling van het eerste deel moet de onderhavige overeenkomst teruggestuurd en getekend worden voor 31/01/2020.

Artikel 6: Voorlegging van de bewijsstukken

De te leveren bewijsstukken hebben betrekking op de gemaakte personeels- en werkingskosten voor de in aanmerking genomen periode. Ze zullen in een samenvattende tabel worden vermeld.

De samenvattende tabel geeft een chronologische en genummerde opsomming van de verschillende uitgaven die nodig zijn om de projecten te kunnen realiseren

Deze tabel zal aan het einde een totaalbedrag bevatten en vergezeld gaan van facturen en/of kassatickets als bewijsstuk, om de relevantie van de uitgaven ten opzichte van de nagestreefde doelstelling aan te tonen.

Wat de behandelingskosten betreft waarvoor een tussenkomst wordt gevraagd, dienen de loonfiches, de RSZ-fiche en een kopie van de contracten te worden bezorgd.

Indien de begunstigde btw-plichtig is, moeten de bedragen zonder btw in aanmerking worden genomen, met uitzondering van het niet-terugvorderbare deel van de btw.

De bewijsstukken mogen enkel betrekking hebben op de uitgaven die in de loop van de in aanmerking genomen periode worden gedaan (01/09/2020-30/06/2022).

De factuur, van de gekochte goederen uit de huidige subsidie en waarvan de aankoopwaarde het bedrag van 500 euro overschrijdt, zal geannoteerd worden met een vermelding "BHG" en zal door de rekeningsverantwoordelijke van de gemeente worden geparafeerd.

Als een uitgave door meerdere subsidiërende overheden wordt gesubsidieerd, wordt de verdeling tussen de subsidiërende overheden eveneens vermeld.

Een evaluatieverslag betreffende de gesubsidieerde actie en opgesteld op basis van het model dat aan de begunstigde gemeente door de Dienst Scholen van perspective.brussels zal worden gecommuniceerd, zal bij het eindafrekeningsdossier worden gevoegd.

Artikel 7: Uitbetaling

De betalingen dienen te gebeuren binnen de grenzen van de begrotingskredieten.

Deze betalingen worden zo spoedig mogelijk uitgevoerd, rekening houdend met de controlevereisten.

Artikel 8: Overheidsopdrachten

Indien de begunstigde van een subsidie een rechtspersoon is die op de datum van de beslissing om een opdracht uit te schrijven specifiek werd opgericht om te voorzien in behoeften van algemeen nut die niet van industriële of commerciële aard zijn en waarvan:

- ofwel de werkzaamheden voor meer dan vijftig procent gefinancierd worden door de diensten van de Regering of een autonome bestuursinstelling,
- ofwel het beheer onderworpen is aan toezicht door die diensten of instellingen,
- ofwel de leden van het bestuurs-, directie- of toezichtsorgaan voor meer dan de helft door die diensten of instellingen aangesteld zijn,

dan is deze onderworpen aan de bepalingen van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, overeenkomstig artikelen 2, 1°, d) en 12 van die wet.

Artikel 9: Budgettaire aanrekening

Het bedrag van de subsidie dient op begrotingsartikel 02.004.27.01.4321 van de begroting 2020 van

perspective.brussels te worden geboekt.

Artikel 10: Controle van de subsidies

De artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle zijn onmiddellijk en algemeen van toepassing van zodra er sprake is van een subsidie.

Deze artikelen worden hieronder in extenso weergegeven:

Art 92: Conform artikel 11 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 moet iedere subsidie verleend door de gewestelijke entiteit of door een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door de gewestelijke entiteit wordt gesubsidieerd, daarin begrepen ieder door hen zonder interest verleend geldvoorschot, worden aangewend voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend.

Behalve wanneer een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, vermeldt iedere beslissing houdende toekenning van een subsidie nauwkeurig de aard, de omvang en de modaliteiten betreffende het gebruik en betreffende de door de begunstigde van de subsidie te verstrekken verantwoording.

Iedere begunstigde van een subsidie is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij een ordonnantie hem daartoe vrijstelling verleent.

Art 93: Conform artikel 12 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 verleent de begunstigde, door het aanvaarden van de subsidie, meteen aan de gewestelijke entiteit het recht om ter plaatse controle te laten uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden.

De Regering zorgt voor de organisatie en de coördinatie van de controle. Voor deze controle doet zij met name een beroep op de inspecteurs van financiën.

Art 94: Conform artikel 13 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de subsidie de begunstigde:

- 1° die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de subsidie werd verleend,
- 2° die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden, waarvoor zij werd verleend,
- 3° die de in artikel 93 bedoelde controle verhindert,
- 4° die voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.

Blijft de begunstigde van de subsidie in gebreke inzake het verstrekken van de in artikel 92 bedoelde verantwoording, dan moet hij het deel dat niet werd verantwoord terugbetalen.

Art 95: Conform artikel 14 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 kan de uitkering van de subsidies worden opgeschort zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzuimt de in artikel 92 bedoelde verantwoording te verstrekken of zich aan de in artikel 93 bepaalde controle te onderwerpen.

Wordt een subsidie in schijven uitgekeerd, dan wordt iedere schijf voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke subsidie beschouwd.

Artikel 11: Geschillen

Betwistingen of geschillen met betrekking tot deze overeenkomst moeten worden voorgelegd aan de

Rechtbanken van Brussel, die als enige bevoegd zijn.

Artikel 12: Verzending van de documenten

Alle kennisgevingen of mededelingen ingevolge onderhavige overeenkomst, met uitzondering van de door de begunstigde op te maken schuldvordering(en), worden op geldige wijze door de partijen naar de volgende adressen verzonden.

1. Voor het Gewest

Perspective.brussels
Dienst Scholen
Mevrouw Julie Lumen
Naamsestraat 59
1000 Brussel

2. Voor de begunstigde

De gemeente Etterbeek

De Heer Vincent DE WOLF
Oudergemlaan 113-117
1040, BRUSSEL
(naam + functie)

Gedaan te Brussel op (in twee exemplaren).

Namens de gemeente Etterbeek,

De wnd. Gemeentesecretaris
Annick PETIT

De Burgemeester
Vincent DE WOLF

Namens het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

Rudi Vervoort
Minister-President

Aldus beslist in openbare zitting van de Gemeenteraad te Etterbeek op 23 november 2020.

NAMENS DE RAAD:

De wnd. Gemeentesecretaris,
Annick PETIT

De Burgemeester-Voorzitter,
Vincent DE WOLF;

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT:

In Opdracht:
De wnd. Gemeentesecretaris,
Annick PETIT

De Burgemeester,
Vincent DE WOLF.

27 Plan bruxellois de Prévention et de Proximité/Convention 2020/Approbation. (Complémentaire)

Le Conseil communal,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 2020 accordant une subvention globale de 27.568.327 euros aux communes dans le cadre de la prolongation du Plan bruxellois de Prévention et de Proximité pour l'année budgétaire 2020 ;

Attendu qu'une subvention d'un montant de 1.182.985 euros est accordée à la Commune d'Etterbeek dans le cadre de la prolongation du Plan bruxellois de Prévention et de Proximité pour l'année budgétaire 2020 ;

Vu la convention transmise à cet effet par la Région de Bruxelles-Capitale,

DECIDE

D'approuver la conclusion de la convention « Plan bruxellois de Prévention et de Proximité 2020 », ci-annexée.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

CONVENTION

ENTRE

la Région de Bruxelles-Capitale ,
représentée par le Ministre-Président,

ci-après dénommée « la Région »

ET

La Commune d'Etterbeek, représentée par son Bourgmestre et sa Secrétaire Communale,

ci-après dénommée « le Bénéficiaire »

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article premier. Objet de la convention

La présente convention règle les modalités de la mise à disposition du Bénéficiaire d'une subvention de la Région d'un montant de € 1.182.985 conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 2020.

En aucun cas, le champ d'application de l'arrêté susmentionné ne peut être modifié, réduit ou étendu en vertu de la présente convention.

Sans préjudice de l'art. 5, la subvention est octroyée au Bénéficiaire à titre d'intervention dans les frais de personnel et de fonctionnement liés à la réalisation/mise en place des projets dont question à l'article 2 et détaillée dans les annexes qui font partie intégrante de la présente convention.

Afin de réaliser lesdites missions, le Bénéficiaire sera chargé d'engager le personnel requis et d'assurer le suivi administratif et financier relatif à l'exécution des missions.

Article 2. Les projets subventionnés

Ces projets, mis en œuvre au niveau local, contribuent à la réalisation de la politique régionale définie dans le cadre du Plan global de Sécurité et de Prévention.

Il est adopté par la Région une classification spécifique des projets subventionnés dont la liste et les budgets prévisionnels par projets 2020 sont joints en annexes.

Article 3. Durée

La convention porte sur la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020.

Les dépenses doivent être effectuées et facturées entre le 1er janvier 2020 et le 31 décembre 2020.

Les factures doivent avoir été acquittées au moment de la remise des pièces justificatives.

Article 4. Principes généraux

a) Financement

Les dépenses liées aux missions confiées au Bénéficiaire sont financées par la Région conformément aux termes de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 2020.

En cas de non-exécution d'une ou plusieurs dispositions de cette convention, la Région peut décider de réduire la subvention, de la supprimer ou d'en réclamer la restitution entière ou partielle.

b) Suivi et évaluation des actions

- La Commune assure l'opérationnalisation de ses projets.
- Les projets développés dans le cadre de la convention sont évaluables, en termes de résultat, en fonction de critères et d'indicateurs d'évaluation repris, par projet, sur la Plateforme Bibaat. Les fiches présentes sur la plateforme Bibaat devront être remplies avant le 31 mars 2021 pour le subventionnement relatif à l'année budgétaire 2020. Le bénéficiaire veillera à uploader toutes les annexes et supports relatifs aux projets dans les espaces prévus à cet effet sur la plateforme Bibaat.
- La réalisation des projets au sens de la présente convention comprend la/le :
 - Partage de bonnes pratiques, notamment par l'élaboration d'outils à l'usage des professionnels de terrain, avec les partenaires du dispositif régional ;
 - Partage avec les partenaires du dispositif régional des constats et appréciations générales des professionnels concernant la problématique en milieu ouvert ;

- Participation aux plateformes régionales ;
- Création de synergie avec les partenaires du dispositif régional ;
- De façon à assurer le suivi du test égalité des chances rendu obligatoire par l'ordonnance du 4 octobre 2018, complétée par un arrêté d'exécution du 22 novembre 2018, le rapport confirmera que le projet ou l'activité subsidiée tient suffisamment compte des problématiques ou spécificités des groupes-cibles de l'égalité des chances et prend suffisamment en compte les cinq critères suivants : le genre, le handicap, l'origine ethnique et culturelle, l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre ainsi que l'origine et la situation sociales.
- BPS se réserve le droit d'organiser une réunion de suivi si nécessaire dans l'objectif d'évaluer la réalisation des projets. Elle est exclusivement composée d'un ou plusieurs représentant de Bruxelles Prévention & Sécurité (ci-après « BPS »), du Fonctionnaire de Prévention, de l'Évaluateur interne et du contrôleur administratif et financier de la Commune. BPS invite tout représentant de l'autorité régionale ou partenaire dont la présence est jugée utile.
- Au cours de cette réunion, les projets sont discutés et éventuellement adaptés.
- La Commune désignera des représentants en vue de participer aux groupes de travail auxquels elle pourrait être invitée.
- La Commune peut solliciter BPS pour l'organisation d'une réunion de suivi. Celui-ci se réunit sous réserve de l'accord de BPS.
- Le suivi de la convention est assuré par BPS. L'évaluation des projets est menée par BPS en collaboration avec la Commune notamment sur base du rapport d'activité rempli sur Bibaat et des tableaux de bord dont les modèles sont fournis par BPS.

Article 5. Contrôle des subventions

La Région peut demander à tout moment toutes pièces et toutes informations lui permettant de procéder à l'évaluation permanente des actions faisant l'objet de la subvention et se réserve le droit de suspendre, de retirer ou de recouvrer la subvention à tout projet ne répondant plus aux objectifs qui ont fait l'objet de son approbation.

Les articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle sont d'application immédiate et générale. Ces articles sont reproduits in extenso ci-dessous :

« Art. 92. Conformément à l'article 11 de la loi du 16 mai 2003, fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes, toute subvention accordée par l'entité régionale ou par une personne morale subventionnée directement ou indirectement par l'entité régionale, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par eux sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par le bénéficiaire de la subvention.

Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.

Art. 93. Conformément à l'article 12 de la loi du 16 mai 2003, précitée, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à l'entité régionale le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

L'organisation et la coordination des contrôles sont réglées par le Gouvernement. Celui-ci fait appel notamment, pour ce contrôle, aux inspecteurs des finances.

Art. 94. Conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003, précitée, est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :

- 1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;
- 2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;
- 3° qui met obstacle au contrôle visé à l'article 93 ;
- 4° qui perçoit déjà une subvention d'une autre institution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives.

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 92, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

Art. 95. Conformément à l'article 14 de la loi du 16 mai 2003, précitée, il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 92 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 93.

Lorsqu'une subvention est payée par fractions, chaque fraction est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article ».

Il convient également de rappeler que la Cour des Comptes a le droit d'exercer un contrôle sur l'usage des subventions octroyées.

Article 6. Dépenses éligibles et présentation des pièces justificatives

D'une manière générale, seules sont prises en compte les pièces justificatives relatives aux dépenses facturées entre le 1er janvier 2020 et le 31 décembre 2020.

Le contrôle de ces pièces par BPS permet d'établir que toutes les dépenses engagées ont été réellement effectuées pour la réalisation des actions comme prévu par la présente convention.

Dépenses éligibles et les pièces justificatives requises font l'objet des directives administratives annexées à la présente convention. Comme le rappelle l'article 1, les annexes font partie intégrante de la présente convention.

- Présentation des pièces

Les pièces justificatives sont transmises en un seul envoi, par courrier électronique, à ProDev@bps.brussels avant le 31 mars 2021. Elles se composent à tout le moins des éléments suivants :

- le tableau récapitulatif des pièces, établi conformément au canevas que Bruxelles Prévention & Sécurité fait parvenir aux bénéficiaires ; ce tableau doit être envoyé sous deux formats : le premier est signé et certifié sincère et véritable par le receveur communal ; le second au format électronique (Excel).
- les pièces, numérotées, qui justifient l'usage de la subvention ;
- le tableau des frais de salaire du personnel affecté aux projets et imputés à la subvention ainsi que les copies des contrats de travail, qui précisent la source de subventionnement, ou de la décision de nomination ; ces documents sont traités sur base annuelle ;
- le rapport d'activité complet qui doit être transmis via et conformément au canevas qui se trouve sur la plateforme Bibaat.

Le Bénéficiaire envoie le dossier comprenant les pièces justificatives en une fois et dans son intégralité, accompagné d'un document signé par une personne habilitée à l'engager, attestant de la conformité desdites pièces et de la réalité des dépenses à l'adresse suivante : ProDev@bps.brussels

Les coûts salariaux d'un membre du personnel ne peuvent être imputés qu'à une seule subvention, compte non tenu des moyens communaux qui en couvrent le solde lorsque les membres du personnel sont également affectés à des missions qui ne relèvent pas du PbPP et compte non tenu d'un financement de Perspective.brussels qui en couvre le solde lorsque les membres du personnel sont également affectés à un projet relatif à la lutte contre le décrochage scolaire. Lorsqu'une pièce justificative est subventionnée par plusieurs pouvoirs subsidiaires, la ventilation entre ceux-ci sera reprise dans le tableau récapitulatif.

Le double subventionnement est interdit.

Le subside ne peut couvrir des frais qui sont subventionnés dans le cadre d'un autre dispositif de Bruxelles Prévention & Sécurité ou par un autre pouvoir subventionnant.

En ce qui concerne le personnel affecté aux projets, les porteurs de projet(s) garantissent qu'ils sont bien affectés au projet faisant l'objet de la présente convention et qu'ils ne sont pas financés ou refinancés par d'autres dispositifs.

Article 7. Modalités de liquidation

La subvention de € 1.182.985 est liquidée en deux tranches :

1. une avance de 60 % est versée sur présentation, au plus tard dans les 31 jours calendrier suivant la

date du courrier de notification, d'une déclaration de créance et de la convention approuvée dont question à l'article 2§6 de l'arrêté d'octroi;

2. le solde est liquidé après réception et analyse des pièces justificatives visées à l'article 6§4 de l'arrêté ainsi que dans les directives administratives qui se trouvent en annexe. Après analyse desdites pièces, le bénéficiaire est invité par l'ordonnateur compétent à transmettre une déclaration de créance reprenant le montant final qui lui est dû à la suite du contrôle.

Une fois réalisée la vérification des pièces justificatives, le Bénéficiaire est invité par l'ordonnateur compétent à transmettre, dans un délai de 15 jours calendrier à compter de la réception de l'invitation, une déclaration de créance reprenant le montant final qui lui est octroyé suite au contrôle.

Les paiements se font dans les limites des crédits budgétaires. Ils ont lieu dans les meilleurs délais, compte tenu des contraintes liées aux contrôles.

Article 8. Marchés publics

Le Bénéficiaire se conforme aux dispositions de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Le Bénéficiaire s'engage à fournir, sur demande, à la Région, tout document ou information généralement quelconque permettant de vérifier de la législation et de la réglementation relatives aux marchés publics, ainsi que le respect de celles-ci à l'occasion de la passation d'un marché particulier.

Le respect de la législation et de la réglementation relatives aux marchés publics par le Bénéficiaire constitue une condition essentielle de l'octroi de la présente subvention, au même titre que l'obligation du Bénéficiaire de communiquer à la Région les documents et informations qu'elle requiert. Son non-respect peut entraîner la suppression des subventions encore à verser ainsi qu'une demande de restitution des subventions déjà accordées.

Article 9. Pièces à fournir lors de la demande de paiement

Chaque demande de paiement se fait sous la forme d'une déclaration de créance adressée à l'adresse suivante : Invoice@bps.brussels

Chaque déclaration de créance mentionne

- le motif du paiement ;
- le montant demandé en paiement ;
- le numéro du visa d'engagement fourni par BPS ;
- le numéro de compte bancaire sur lequel ce montant doit être versé.

En outre, cette déclaration de créance doit être rédigée sur papier à en-tête, datée et signée par une personne habilitée à engager le Bénéficiaire.

Article 10. Réclamations

Si, après le contrôle des pièces justificatives, le montant que représente les justificatifs acceptés est inférieur au montant du subside alloué, la subvention n'est liquidée qu'à due concurrence des justificatifs acceptés ou fait l'objet d'un remboursement.

En tout état de cause, au terme du contrôle du dossier justificatif, le Bénéficiaire reçoit une lettre confirmant le montant définitivement alloué et l'invitant à transmettre, dans les 15 jours, une déclaration de créance relative à ce montant. À compter de la réception de la lettre, le Bénéficiaire dispose d'un délai de 15 jours calendrier pour soumettre ses arguments en cas de désaccord sur les montants proposés.

L'ordonnateur compétent prend la décision finale après analyse des moyens développés par le Bénéficiaire.

Article 11. Transmission des documents

Toutes les notifications ou communications à faire en vertu de la présente convention sont valablement adressées par les parties aux adresses suivantes :

1. Pour la Région

- ProDev@bps.brussels

2. Pour le Bénéficiaire

Monsieur Vincent DE WOLF
Avenue d'Auderghem 113-117
1040, BRUXELLES

Il sera accusé réception de tout document reçu en version électronique. Il relève de la responsabilité de la Commune de s'assurer que tous les documents sont bien parvenus à Bruxelles Prévention & Sécurité dans les délais.

Établi et signé à Bruxelles en deux exemplaires, le

Pour la Région,
Le Ministre-Président,

Rudi Vervoort

Pour la Commune,

Le Bourgmestre,

Vincent DE WOLF

La Secrétaire Communale, ff

Annick PETIT

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil communal, à Etterbeek le 23 novembre 2020.

Het Brussels Buurt-en Preventieplan/Overeenkomst 2020/Goedkeuring. (Aanvullend)

De gemeenteraad,

gelet op het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 2020 tot toekenning van een globale subsidie van 27.568.327 euro aan de gemeenten in het kader van de verlenging van het Brussels Preventie- en Buurtplan voor het begrotingsjaar 2020;

overwegende dat een subsidie van 1.182.985 euro wordt toegekend aan de gemeente Etterbeek in het kader van de verlenging van het Brussels Preventie- en Buurtplan voor het begrotingsjaar 2020;

gelet op de overeenkomst die daartoe werd doorgestuurd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

BESLIST

om de hierbij gevoegde overeenkomst “Brussels Preventie- en Buurtplan 2020” goed te keuren.

Deze beraadslaging zal in overstemming met de wettelijke voorschriften aan de overheidstoezicht onderworpen worden.

OVEREENKOMST

TUSSEN

het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
vertegenwoordigd door de Minister-President,

hierna ‘het Gewest’ genoemd

EN

De gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door haar Burgemeester en haar Gemeentesecretaris,

hierna ‘de Begunstigde’ genoemd

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Artikel 1. Voorwerp van de overeenkomst

Deze overeenkomst regelt de modaliteiten voor de terbeschikkingstelling aan de Begunstigde van een subsidie van het Gewest voor een bedrag van € 1.182.985 in overeenstemming met het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 2020.

In geen geval kan het toepassingsgebied van voormeld besluit krachtens deze overeenkomst worden gewijzigd, gereduceerd of uitgebreid.

Onverminderd art. 5 wordt de subsidie toegekend aan de Begunstigde als tegemoetkoming in de personeels- en werkingskosten die verbonden zijn aan de uitvoering/het opzetten van de projecten waarvan sprake in artikel 2 en in detail worden beschreven in de bijlagen die integraal deel uitmaken van deze

overeenkomst.

Om deze opdrachten uit te voeren, zal de Begunstigde belast worden met de aanwerving van het vereiste personeel en met de administratieve en financiële opvolging met betrekking tot de uitvoering van de opdrachten.

Artikel 2. De gesubsidieerde projecten

Deze projecten, die op lokaal niveau worden uitgevoerd, dragen bij tot de verwezenlijking van het gewestelijk beleid dat is vastgelegd in het kader van het Globaal Veiligheids- en Preventieplan.

Het Gewest keurt een specifieke classificatie goed van de gesubsidieerde projecten waarvan de lijst en de geraamde begrotingen per project voor 2020 als bijlagen zijn bijgevoegd.

Artikel 3. Duur

De overeenkomst heeft betrekking op de periode van 1 januari 2020 tot 31 december 2020.

De uitgaven moeten worden gedaan en gefactureerd tussen 1 januari 2020 en 31 december 2020.

De facturen moeten betaald zijn op het ogenblik van de overhandiging van de verantwoordingsstukken.

Artikel 4. Algemene beginselen

a) Financiering

De uitgaven in verband met de aan de Begunstigde toevertrouwde opdrachten worden gefinancierd door het Gewest overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 2020.

In geval van niet-uitvoering van een of meer bepalingen van deze overeenkomst kan het Gewest beslissen om de subsidie te verminderen, te schrappen of de volledige of gedeeltelijke teruggave ervan te eisen.

b) Opvolging en evaluatie van de acties

- De gemeente staat ervoor in dat haar projecten operationeel worden.
- De in het kader van de overeenkomst ontwikkelde projecten worden, wat het resultaat betreft, geëvalueerd op basis van criteria en evaluatie-indicatoren die per project op het BIBAAT-platform worden vermeld. De fiches op het BIBAAT-platform dienen voor 31 maart 2021 ingevuld te zijn voor de subsidie voor het begrotingsjaar 2020. De Begunstigde zorgt ervoor dat alle bijlagen en middelen met betrekking tot de projecten worden geüpload in de daartoe voorziene ruimten op het BIBAAT-platform.
- De uitvoering van de projecten in de zin van deze overeenkomst omvat:

- Het delen van goede praktijken met de partners van de gewestelijke voorziening, met name door de ontwikkeling van tools voor gebruik door de professionals op het terrein;
- Het met de partners van de gewestelijke voorziening delen van de algemene vaststellingen en beoordelingen van de professionals betreffende de problematiek in een open omgeving;
- De deelname aan de gewestelijke platformen;
- Krachten bundelen met de partners van de gewestelijke voorziening;
- Om de naleving te verzekeren van de gelijkkansentest die verplicht is door de ordonnantie van 4 oktober 2018, aangevuld met een uitvoeringsbesluit van 22 november 2018, zal het verslag bevestigen dat het project of de gesubsidieerde activiteit voldoende rekening houdt met de problematieken of specifieke kenmerken van de doelgroepen van het gelijkkansenbeleid en voldoende rekening houdt met de vijf volgende criteria: gender, handicap, etnische en culturele afkomst, seksuele geaardheid, genderidentiteit en -expressie, alsook afkomst en sociale situatie.
- BPV behoudt zich het recht voor om indien nodig een opvolgingsvergadering te organiseren om de vooruitgang van de projecten te evalueren. Deze vergadering bestaat uitsluitend uit een of meerdere vertegenwoordigers van Brussel Preventie & Veiligheid (hierna 'BPV'), de Preventieambtenaar, de Interne Evaluator en de administratieve en financiële coördinator van de Gemeente. BPV nodigt elke vertegenwoordiger van de gewestelijke overheid of partner uit van wie de aanwezigheid nuttig wordt geacht.
- Tijdens deze vergadering worden de projecten besproken en eventueel aangepast.
- Verder zal de Gemeente vertegenwoordigers aanduiden om deel te nemen aan de werkgroepen waartoe ze worden uitgenodigd.
- De Gemeente kan BPV vragen om een opvolgingsvergadering te organiseren. Deze vergadering gaat door met instemming van BPV.
- BPV zorgt ervoor dat de overeenkomst wordt opgevolgd. BPV evalueert de projecten in samenwerking met de Gemeente, met name op basis van het ingevulde activiteitenverslag op

Artikel 5. Controle op subsidies

Het Gewest kan te allen tijde alle stukken en informatie opvragen die het in staat stellen de acties die het voorwerp zijn van de subsidie permanent te evalueren. Het Gewest behoudt zich tevens het recht voor de subsidie op te schorten, in te trekken of in te vorderen voor elk project dat niet meer beantwoordt aan de doelstellingen die door het Gewest werden goedgekeurd.

De artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle zijn onmiddellijk en algemeen van toepassing. Deze artikelen worden hieronder in extenso weergegeven:

“Art. 92. Conform artikel 11 van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die van toepassing zijn op de begrotingen, op de controle van de subsidies en op de boekhouding van de Gemeenschappen en de Gewesten, alsook op de organisatie van de controle van het Rekenhof, moet iedere subsidie verleend door de gewestelijke entiteit of door een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door de gewestelijke entiteit wordt gesubsidieerd, daarin begrepen ieder door hen zonder interest verleend geldvoorschot, worden aangewend voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend.

Behalve wanneer een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, vermeldt iedere beslissing houdende toekenning van een subsidie nauwkeurig de aard, de omvang en de modaliteiten betreffende het gebruik en betreffende de door de begunstigde van de subsidie te verstrekken verantwoording.

Iedere begunstigde van een subsidie is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij een ordonnantie hem daartoe vrijstelling verleent.

Art. 93. Conform artikel 12 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 verleent de begunstigde, louter door het aanvaarden van de subsidie, de gewestelijke entiteit het recht om ter plaatse controle te laten uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden.

De Regering zorgt voor de organisatie en de coördinatie van de controle. Voor deze controle doet zij met name een beroep op de inspecteurs van financiën.

Art. 94. Conform artikel 13 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 is de begunstigde gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de subsidie indien hij:

- 1° de voorwaarden niet naleeft waaronder de subsidie werd verleend;
- 2° de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend;
- 3° de in artikel 93 bedoelde controle verhindert;
- 4° voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.

Blijft de begunstigde van de subsidie in gebreke inzake het verstrekken van de in artikel 92 bedoelde verantwoording, dan moet hij het deel dat niet werd verantwoord terugbetalen.

Art. 95. Conform artikel 14 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 kan de uitkering van de subsidies worden opgeschort zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzuimt de in artikel 92 bedoelde verantwoording te verstrekken of zich aan de in artikel 93 bepaalde controle te onderwerpen.

Wordt een subsidie in schijven uitgekeerd, dan wordt iedere schijf voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke subsidie beschouwd.”

Er moet ook op worden gewezen dat het Rekenhof het recht heeft om controle uit te oefenen op het gebruik van de toegekende subsidies.

Artikel 6. Subsidiabele uitgaven en het voorleggen van verantwoordingsstukken

In het algemeen worden alleen de verantwoordingsstukken in aanmerking genomen die betrekking hebben tot de uitgaven die gefactureerd werden tussen 1 januari 2020 en 31 december 2020.

De controle van deze stukken door BPV laat toe vast te stellen dat alle gemaakte uitgaven werkelijk werden verricht voor de uitvoering van de acties zoals bepaald door deze overeenkomst.

Subsidiabele uitgaven en de vereiste verantwoordingsstukken zijn het voorwerp van de administratieve richtlijnen die bij deze overeenkomst zijn gevoegd. Zoals vermeld in artikel 1 maken de bijlagen integraal deel uit van deze overeenkomst.

- Voorleggen van de verantwoordingsstukken

De verantwoordingsstukken worden vóór 31 maart 2021 per e-mail verstuurd naar ProDev@bpv.brussels. Ze bestaan minstens uit de volgende elementen:

- de overzichtstabel van de verantwoordingsstukken, opgesteld volgens de template die Brussel Preventie & Veiligheid aan de begunstigden bezorgt; deze tabel moet in twee formaten worden verstuurd: het eerste wordt ondertekend en gewaarmerkt door de gemeenteontvanger; het tweede is in digitaal formaat (Excel).
- de genummerde stukken die het gebruik van de subsidie rechtvaardigen;
- de tabel van de loonkosten van het personeel dat wordt ingezet voor de projecten en die worden aangerekend voor de subsidie, alsook de kopieën van de arbeidsovereenkomsten, die de bron van de subsidiëring vermelden, of van de benoemingsbeslissing; deze documenten worden op jaarbasis behandeld;
- het volledige activiteitenverslag dat moet worden doorgestuurd via en in overeenstemming met de template die zich op het BIBAAT-platform bevindt.

De Begunstigde stuurt het dossier met de verantwoordingsstukken in één keer en in zijn geheel, samen met een document dat is ondertekend door een persoon die gemachtigd is om verbintenissen aan te gaan en waarin de conformiteit van die stukken en de werkelijkheid van de uitgaven worden bevestigd, naar het volgende adres: ProDev@bpv.brussels

De loonkosten van een personeelslid kunnen slechts worden toegerekend aan één enkele subsidie, zonder rekening te houden met de gemeentelijke middelen die het saldo dekken wanneer de personeelsleden ook worden ingezet voor opdrachten die niet onder het BBPP vallen en zonder rekening te houden met de financiering van Perspective.brussels die het saldo dekt wanneer de personeelsleden ook worden ingezet voor een project rond de bestrijding van schooluitval. Wanneer een verantwoordingsstuk gesubsidieerd wordt door verschillende subsidiërende instanties, wordt de verdeling tussen deze instanties in de overzichtstabel opgenomen.

Dubbele subsidiëring is verboden.

De subsidie mag geen kosten dekken die worden gesubsidieerd in het kader van een andere voorziening van Brussel Preventie & Veiligheid of door een andere subsidiërende instantie.

Wat het aan de projecten toegewezen personeel betreft, garanderen de projectdragers dat ze wel degelijk worden toegewezen aan het project dat het voorwerp is van deze overeenkomst en dat ze niet worden gefinancierd of geherfinancierd door andere voorzieningen.

Artikel 7. Vereffeningsmodaliteiten

De subsidie van € 1.182.985 wordt in twee schijven uitgekeerd:

1. een voorschot van 60 % wordt gestort op voorlegging, uiterlijk 31 kalenderdagen na de datum van de kennisgevingsbrief, van een aangifte van schuldvordering en van de goedgekeurde overeenkomst waarvan sprake in artikel 2§6 van het toekenningsbesluit;
2. het saldo wordt vereffend na ontvangst en analyse van de in artikel 6§4 van het besluit bedoelde verantwoordingsstukken, alsook in de administratieve richtlijnen die in bijlage zijn opgenomen. Na analyse van deze stukken wordt de begunstigde door de bevoegde ordonnateur verzocht een schuldvordering in te dienen waarin het eindbedrag wordt vermeld dat hem na de controle verschuldigd is.

Zodra de verantwoordingsstukken zijn gecontroleerd, wordt de begunstigde door de bevoegde ordonnateur verzocht binnen 15 kalenderdagen na ontvangst van de uitnodiging een schuldvordering in te dienen waarin het eindbedrag wordt vermeld dat hem na de controle is toegekend.

De betalingen gebeuren binnen de grenzen van de begrotingskredieten. Ze vinden zo snel mogelijk plaats, rekening houdend met de beperkingen door controles.

Artikel 8. Overheidsopdrachten

De Begunstigde voldoet aan de bepalingen van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten.

De Begunstigde verbindt zich ertoe het Gewest op verzoek alle documenten of informatie van algemene aard te verstrekken waarmee bij de plaatsing van een bepaalde opdracht de wet- en regelgeving inzake overheidsopdrachten en de naleving ervan kunnen worden gecontroleerd.

De naleving van de wet- en de regelgeving inzake overheidsopdrachten door de Begunstigde vormt een essentiële voorwaarde voor de toekenning van deze subsidie, net zoals de verplichting van de Begunstigde om aan het Gewest de documenten en informatie mee te delen die het vereist. De niet-naleving hiervan kan tot gevolg hebben dat de nog te betalen subsidies worden afgeschaft en dat reeds toegekende subsidies worden teruggevorderd.

Artikel 9. Te leveren stukken bij de betalingsaanvraag

Elke betalingsaanvraag gebeurt in de vorm van een aangifte van schuldvordering gericht aan het volgende adres: Invoice@bpv.brussels

Elke aangifte van schuldvordering vermeldt

- de reden van betaling;

- het gevraagde te betalen bedrag;
- het nummer van het door BPV verstrekte vastleggingsvisum;
- het bankrekeningnummer waarop het bedrag moet worden gestort.

Bovendien moet deze schuldvordering worden opgesteld op briefpapier met hoofding, gedateerd en ondertekend door een persoon die gemachtigd is om de Begunstigde te verbinden.

Artikel 10. Klachten

Indien na controle van de verantwoordingsstukken het bedrag van de aanvaarde verantwoordingsstukken lager is dan het bedrag van de toegekende subsidie, wordt de subsidie slechts overeenkomstig de aanvaarde verantwoordingsstukken betaald of wordt ze terugbetaald.

In ieder geval ontvangt de Begunstigde na de controle van het verantwoordingsdossier een brief waarin het definitief toegekende bedrag wordt bevestigd en waarin hij wordt verzocht om binnen 15 dagen een schuldvordering voor dit bedrag over te maken. Vanaf de ontvangst van de brief beschikt de Begunstigde over een termijn van 15 kalenderdagen om zijn argumenten voor te leggen in geval van onenigheid over de voorgestelde bedragen.

De bevoegde ordonnateur neemt het definitieve besluit na analyse van de door de Begunstigde ontwikkelde middelen.

Artikel 11. Verzending van de documenten

Alle kennisgevingen of mededelingen die krachtens deze overeenkomst moeten worden gedaan, worden door de partijen geldig gericht aan de volgende adressen:

1. Voor het Gewest

ProDev@bpv.brussels

2. Voor de Begunstigde

De Heer Vincent DE WOLF
Oudergemlaan 113-117
1040, BRUSSEL

Voor elk elektronisch ontvangen document wordt de ontvangst ervan bevestigd. De Gemeente is ervoor verantwoordelijk om ervoor te zorgen dat alle documenten binnen de deadlines bij Brussel Preventie & Veiligheid toekomen.

Opgemaakt en ondertekend te Brussel in twee exemplaren, op

Voor het Gewest,

De Minister-President,

Rudi Vervoort

Voor de gemeente,

De Burgemeester,

Vincent DE WOLF

De wnd. Gemeentesecretaris,

Annick PETIT

Aldus beslist in openbare zitting van de Gemeenteraad te Etterbeek op 23 november 2020.

NAMENS DE RAAD:

De wnd. Gemeentesecretaris,

De Burgemeester-Voorzitter,

Annick PETIT

Vincent DE WOLF;

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT:

In Opdracht:

De wnd. Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Annick PETIT

Vincent DE WOLF.

Action sociale - Maatschappelijk Welzijn

28 **Règlement relatif à l'octroi d'une prime communale à l'adaptation du logement occupé par un senior ou par une personne à mobilité réduite – Révision et modifications (Complémentaire)**

Le Conseil Communal,

Considérant l'adoption d'un règlement relatif à l'octroi d'une prime communale à l'adaptation du logement occupé par un senior ou par une personne à mobilité réduite en sa séance du 14 décembre 2009 ;

Considérant qu'il est important que les seniors et personnes à mobilité réduite puissent rester à domicile et ainsi conserver leur indépendance ;

Considérant que l'adaptation de leur logement garantit partiellement l'indépendance des seniors et des personnes à mobilité réduite ;

Considérant les coûts qu'entraînent l'adaptation d'un logement occupé par un senior ou par une personne à mobilité réduite ;

Considérant la refonte de ce règlement ;

Considérant les principales modifications de ce règlement, à savoir :

- La modification du montant de la prime ;
- La modification des critères pour pouvoir l'obtenir (au niveau médical et au niveau des revenus) ;
- La clarification des aménagements possibles ;
- La clarification de la procédure lorsqu'il s'agit de logements sociaux ;

Considérant que le règlement prendra effet à partir du 1er janvier 2021.

DECIDE

De modifier le règlement communal relatif à l'octroi d'une prime à l'adaptation du logement occupé par un senior ou par une personne à mobilité réduite voté en sa séance du 14 décembre 2009 et de le rendre applicable à la date du 1er janvier 2021.

Règlement relatif à l'octroi d'une prime communale à l'adaptation du logement occupé par un senior ou par une personne à mobilité réduite

Article 1 : Objet

Dans les limites des crédits disponibles au budget, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut attribuer une prime pour l'adaptation du logement occupé par un senior ou par une personne à mobilité réduite en vue de faciliter sa vie quotidienne dans son logement ou de maintenir son autonomie.

Article 2 : Lexique – Définitions

§1. Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

1° Le « bénéficiaire de la prime » : senior ou personne à mobilité réduite à qui est destinée l'adaptation du logement.

Par « senior », il faut entendre une personne qui remplit les conditions suivantes :

- Etre domiciliée dans la commune,
- Etre propriétaire, locataire ou usufruitière du logement à adapter,
- Occuper le logement à adapter,
- Etre âgée d'au moins 65 ans le jour de l'introduction de la demande.

Par « personne à mobilité réduite », il faut entendre une personne qui remplit les conditions suivantes :

- Etre domiciliée dans la commune,
- Etre propriétaire, locataire ou usufruitière du logement à adapter,
- Occuper le logement à adapter,
- Etre reconnu invalide à plus de 66 % par la Direction Générale Personnes handicapées ou être reconnu en invalidité par la mutuelle, ou être admis au service régional PHARE ou être en possession d'un certificat médical du médecin traitant attestant des difficultés de la personne et de la

nécessité d'adapter le domicile.

Sont expressément exclues les séniories, les maisons de repos, les maisons de repos et de soin ou toute autre forme d'hébergement collectif.

2° « prime », le montant remboursé par la commune d'une partie des frais exposés par le bénéficiaire de la prime pour l'adaptation de son logement. Le montant de la prime et le maximum autorisé sont prévus à l'article 3.

3° « logement », il faut entendre un appartement, maison, bien immeuble ou partie de bien immeuble situé sur le territoire communal et affecté au logement, à l'exclusion de toute activité commerciale, industrielle, administrative ou professionnelle.

4° Par « adaptation », il faut entendre des aménagements ou pose d'équipements apportant une amélioration durable indispensable à l'accueil permanent du bénéficiaire.

Les aménagements visés sont par exemple : la motorisation des volets et des portes, la création de pièces au rez-de-chaussée, l'installation d'un siège monte-escalier ou d'une plate-forme élévatrice, l'élargissement des portes, l'inversion des ouvertures, l'aménagement des accès au logement, l'adaptation des pièces de vie (cuisine, chambre, salon, salle de bain,...), l'adaptation de l'installation électrique (prise à hauteur), l'achat de mobilier (lit médicalisé,...) ou d'aides techniques (rollator d'intérieur, lève-personne, ...),... si l'objectif est d'adapter le logement aux difficultés rencontrées par les seniors ou personnes à mobilité réduite. Cette liste n'est pas exhaustive.

Sont exclus les travaux d'entretien, d'embellissement, de décoration ou de luxe. Cette liste n'est pas exhaustive.

§2. Lorsque le bénéficiaire est locataire ou occupant, il peut bénéficier de la prime sous réserve que le propriétaire du bien loué donne son accord écrit sur les aménagements envisagés, et qu'il s'engage à ne pas augmenter le loyer ou l'indemnité éventuellement due pour l'occupation sur base des modifications envisagées et/ou effectuées.

Article 3 : Hauteur et limite de la prime

§1 La prime s'élève à 50% de la somme réellement investie, TVA incluse (frais d'achat et d'installation compris) avec un maximum de 1500,00 EUR.

S'il s'agit d'un handicap qui s'est déclaré après 65 ans, le montant de la prime est fixé à 70% de la somme réellement investie, TVA incluse (frais d'achat et d'installation compris) avec un maximum de 1500 EUR.

Si la personne bénéficie de l'Intervention Majorée (BIM), le montant de la prime s'élève à 70% de la somme réellement investie, TVA incluse (frais d'achat et d'installation compris) avec un maximum de 1500 EUR.

Dans le calcul de la prime communale, il est tenu compte des interventions éventuelles de tiers. Le total de ces interventions et de la prime communale ne peut pas dépasser 100% du coût des travaux. En cas de dépassement, cette dernière sera réduite à la somme non couverte par les interventions des tiers.

§2 Sauf décision motivée, le Collège des Bourgmestre et Echevins n'alloue qu'une prime par année pour un logement.

§3 La prime sera uniquement versée au bénéficiaire de la prime.

§4 Dans le cas où le bénéficiaire de la prime est locataire chez Log'Iris, le montant de la prime sera versé directement à Log'Iris, étant donné que c'est la société elle-même qui dirige et engage les travaux.

Article 4 : Modalités d'introduction de la demande de prime

§1 La demande d'octroi de prime peut être introduite par le bénéficiaire de la prime à partir de la date d'entrée en vigueur du règlement. La prime sera octroyée suivant l'ordre d'introduction des demandes jusqu'à épuisement des crédits prévus.

La demande doit être formulée sur le formulaire ad hoc et accompagnée des documents suivants :

- Un devis et/ou une facture détaillée des aménagements à effectuer
- Une copie de la carte d'identité (voir article 9).
- Si le demandeur est locataire ou usufruitier, il doit fournir un accord écrit du propriétaire.
- Si le bénéficiaire de la prime a moins de 65 ans : une attestation de reconnaissance de handicap délivrée par la DG Personne Handicapée ou une attestation d'invalidité délivrée par la mutuelle ou un certificat médical du médecin.
- Si le demandeur bénéficie de l'Intervention Majorée, une attestation récente (<3 mois) de la mutuelle doit être fournie.
- Un numéro de compte sur lequel verser la prime.

Ce formulaire est délivré sur simple demande auprès du service communal concerné, ou téléchargeable via le site internet communal www.etterbeek.be.

§2 Un registre des demandes est tenu en fonction de la date de réception des demandes complètes, c'est-à-dire répondant à toutes les formalités prescrites par l'article 4§2.

Une visite sur place est effectuée par un délégué de la commune dans le mois de la réception d'une demande complète. Les aménagements peuvent encore être un projet. Les aménagements déjà effectués, pour lesquels la prime est sollicitée, ne peuvent être antérieurs de 6 mois à dater de la réception de la demande complète par le service communal.

Seuls les dossiers complets, conformément à l'article 4§2, seront soumis au Collège des Bourgmestre et Echevins en vue de la décision de recevabilité de la demande.

Article 5 : Modalités de liquidation de la prime

Les travaux doivent être exécutés dans un délai d'un an à dater de la décision de recevabilité du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Dès que les travaux sont exécutés, le bénéficiaire de la prime doit en informer le service concerné ; un délégué de la commune vérifie sur place la conformité des travaux avec le devis initialement introduit ou la facture remise. Un rapport de conformité ou de non-conformité est établi. Une copie de la facture est transmise au délégué de la commune.

Le dossier est représenté au Collège des Bourgmestre et Echevins en vue de la décision d'octroi de la prime.

En cas de conformité des travaux réalisés avec le devis ou la facture, le montant de la prime est versé au demandeur dans les 6 mois de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins sur l'octroi de la prime.

En cas de non-conformité des travaux réalisés avec le devis ou la facture, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut réduire le montant ou refuser l'octroi de la prime.

A la suite d'un constat de non-conformité établi par les services concernés, si le bénéficiaire de la prime prouve avoir régularisé la situation, le Collège des Bourgmestre et Echevins accorde la prime ou son solde sur base d'un nouveau rapport constatant la régularisation, après vérification sur place par le délégué de la commune et pour autant qu'il reste des crédits disponibles.

Article 6 : Locataires de logements sociaux

§1 Log'Iris : le demandeur s'adresse directement au service social de Log'Iris, qui effectuera la visite, établira un devis et transmettra le formulaire au service concerné. Dans ce cas-ci, la visite du délégué de la

commune n'est pas obligatoire.

§2 Régie foncière : le demandeur s'adresse à la Régie foncière afin d'obtenir un accord au préalable. La Régie foncière pilotera l'entièreté des travaux (depuis le devis jusqu'à l'exécution de ceux-ci).

§3 Agence Immobilière Sociale : le demandeur s'adresse à l'Agence Immobilière Sociale afin d'obtenir un accord au préalable. L'Agence Immobilière Sociale pilotera l'entièreté des travaux (depuis le devis jusqu'à l'exécution de ceux-ci).

Article 7 : Protection des données

Pour s'assurer de l'identité du demandeur, celui-ci fournira une copie de sa carte d'identité à des fins de consultation. Cette copie ne sera pas conservée au-delà de la vérification. Afin de renforcer la confidentialité des données à caractère personnel, le demandeur effectuera les actions suivantes sur sa copie de carte d'identité :

- Biffer les données non pertinentes visibles sur la copie la carte d'identité
- Barrer d'un trait la photocopie de la carte
- Indiquer sur cette copie barrée le destinataire ainsi que l'usage autorisé des données.

Les données personnelles collectées dans le formulaire sont nécessaires pour permettre la gestion de la demande et le paiement de la prime. Les données ne sont transmises à aucun tiers.

Le demandeur peut à tout moment demander de consulter ou de modifier ses données.

Pour toutes questions sur l'utilisation de ses données, le demandeur peut s'adresser au délégué à la protection des données de l'administration : dpo@etterbeek.be ou par courrier postal à l'administration communale (à l'attention du DPO).

Article 8 : Cas particuliers

Les cas dignes d'intérêt et non prévus au présent règlement peuvent faire l'objet d'une dérogation accordée par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Reglement betreffende de toekenning van een gemeentelijke premie voor de aanpassing van een woning waar een senior of een persoon met beperkte mobiliteit woont – Herziening en wijzigingen (Aanvullend)

De gemeenteraad,

gelet op de goedkeuring van een reglement betreffende de toekenning van een gemeentelijke premie voor de aanpassing van een woning waar een senior of een persoon met beperkte mobiliteit woont in zijn zitting van 14 december 2009;

overwegende dat het belangrijk is dat senioren en personen met beperkte mobiliteit thuis kunnen blijven wonen en zo hun zelfredzaamheid kunnen behouden;

overwegende dat de aanpassing van hun woning de zelfredzaamheid van senioren en personen met beperkte mobiliteit gedeeltelijk garandeert;

gelet op de kosten die een aanpassing van een woning waar een senior of een persoon met beperkte mobiliteit woont met zich meebrengt;

gelet op de herziening van dit reglement;

gelet op de belangrijkste wijzigingen van dit reglement, met name:

- de wijziging van het premiebedrag,
- de wijziging van de criteria om de premie te krijgen (op medisch vlak en op het vlak van het inkomen),
- de verduidelijking van de mogelijke inrichtingen;
- de verduidelijking van de procedure wanneer het gaat over sociale woningen;

overwegende dat het reglement in werking zal treden op 1 januari 2021.

BESLIST

om het gemeentelijke reglement betreffende de toekenning van een premie voor de aanpassing van een woning waar een senior of een persoon met beperkte mobiliteit woont dat werd goedgekeurd op 14 december 2009 te wijzigen en het in werking te laten treden op 1 januari 2021.

Reglement betreffende de toekenning van een gemeentelijke premie voor de aanpassing van een woning waar een senior of een persoon met beperkte mobiliteit woont

Artikel 1: Voorwerp

Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten kan het college van burgemeester en schepenen een premie toekennen om een woning waar een senior of een persoon met beperkte mobiliteit woont aan te passen om zijn dagelijkse leven in die woning gemakkelijker te maken of om zijn zelfredzaamheid te behouden.

Artikel 2: Woordenschat – Definities

§ 1. Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder:

1° De “begunstigde van de premie”: senior of persoon met beperkte mobiliteit voor wie de aanpassing van de woning is bedoeld.

Onder “senior” verstaat men elke persoon die aan de volgende voorwaarden voldoet:

- gedomicilieerd zijn in de gemeente;
- eigenaar, huurder of vruchtgebruiker zijn van de aan te passen woning;
- wonen in de aan te passen woning;
- minstens 65 jaar oud zijn op de dag waarop de aanvraag wordt ingediend.

Onder “persoon met beperkte mobiliteit” verstaat men elke persoon die aan de volgende voorwaarden voldoet:

- gedomicilieerd zijn in de gemeente;
- eigenaar, huurder of vruchtgebruiker zijn van de aan te passen woning;
- wonen in de aan te passen woning;
- voor meer dan 66% erkend zijn als invalide door de Directie Generaal Personen met een handicap of erkend zijn als invalide door het ziekenfonds of toegelaten zijn tot de gewestelijke dienst PHARE of in het bezit zijn van een medisch attest van de huisarts waarin de moeilijkheden van de persoon worden aangetoond alsook de noodzaak om de woning aan te passen.

Worden uitdrukkelijk uitgesloten: bejaardentehuizen, rusthuizen, rust- en verzorgingstehuizen of andere vormen van collectieve woonstructuren.

2° “premie”: het bedrag dat de gemeente terugbetaalt voor een deel van de kosten die de begunstigde van de premie heeft gemaakt voor de aanpassing van zijn woning. Het premiebedrag en het maximale toegestane bedrag worden in artikel 3 bepaald.

3° Onder “woning” verstaat men een appartement, een huis, een gebouw of een deel van een gebouw dat op het grondgebied van de gemeente gelegen is en voor huisvesting gebruikt wordt, met uitsluiting van alle commerciële, industriële, administratieve of beroepsactiviteiten.

4° Onder “aanpassing” verstaat men inrichtingen of de plaatsing van voorzieningen die een duurzame verbetering teweegbrengen die noodzakelijk is om de begunstigde permanent op te vangen.

De beoogde aanpassingen zijn bijvoorbeeld: de mechanisering van rolluiken en deuren, het inrichten van ruimtes op de benedenverdieping, het installeren van een stoeltraplift of een liftplatform, het verbreden van deuren, het veranderen van de richting waarin deuren opengaan, de aanpassing van de toegang tot de woning, de aanpassing van leefruimten (keuken, kamer, salon, badkamer), het aanpassen van de elektrische installatie (hoogte van de stopcontacten...), de aankoop van meubilair (medisch bed...) of technische hulpmiddelen (rollator voor binnen, tillift...)... met als doel om de woning aan te passen aan de moeilijkheden die senioren of personen met beperkte mobiliteit ondervinden. Deze lijst is niet volledig. Zijn uitgesloten onderhoudswerken, verfraaiingswerken, decoratiewerken of luxewerken. Deze lijst is niet volledig.

§ 2. Wanneer de begunstigde huurder of bewoner is kan hij de premie genieten op voorwaarde dat de eigenaar van het gehuurde goed schriftelijk akkoord gaat met de geplande inrichtingen en zich ertoe verbindt om de huurprijs of de eventueel verschuldigde vergoeding voor de bewoning niet zal verhogen op basis van de geplande en/of uitgevoerde wijzigingen.

Artikel 3: Bedrag en limiet van de premie

§1. De premie bedraagt 50% van het daadwerkelijk geïnvesteerde bedrag inclusief btw (aankoopprijs en installatie inbegrepen) met een maximum van 1.500,00 euro

Als het gaat over een handicap die zich voordoet na de leeftijd van 65 jaar bedraagt het premiebedrag 70% van het daadwerkelijk geïnvesteerde bedrag inclusief btw (aankoopprijs en installatie inbegrepen) met een maximum van 1.500 euro.

Als de begunstigde de verhoogde tegemoetkoming geniet, bedraagt het premiebedrag 70% van het daadwerkelijk geïnvesteerde bedrag inclusief btw (aankoopprijs en installatie inbegrepen) met een maximum van 1.500 euro.

Bij de berekening van de gemeentelijke premie wordt rekening gehouden met de eventuele tussenkomsten van derden. Het totaal van die tussenkomsten en de gemeentelijke premie mag niet meer dan 100% van de kostprijs van de werken bedragen. Als die limiet wordt overschreden, wordt de gemeentelijke premie beperkt tot het bedrag dat niet wordt gedekt door de tussenkomsten van derden.

§2. Behoudens gemotiveerde beslissing kent het college van burgemeester en schepenen slechts één premie per jaar voor een woning toe.

§3. De premie wordt enkel gestort aan de begunstigde van de premie.

§4. In het geval dat de begunstigde van de premie huurder is bij Log'Iris wordt het premiebedrag rechtstreeks aan Log'Iris gestort aangezien de maatschappij zelf de werkzaamheden leidt en aangaat.

Artikel 4: Voorwaarden om de premieaanvraag in te dienen

§1. De aanvraag voor de toekenning van de premie kan door de begunstigde van de premie worden ingediend vanaf de datum van inwerkingtreding van het reglement. Deze premie wordt toegekend in volgorde van ontvangst van de aanvragen totdat de kredieten zijn uitgeput.

De aanvraag moet op het daartoe bestemde formulier worden ingediend en samen met de volgende documenten:

- een prijsbestek en/of een gedetailleerde factuur van de uit te voeren inrichtingen,
- een kopie van de identiteitskaart (zie artikel 9),
- Als de aanvrager huurder of vruchtgebruiker is, moet hij een schriftelijke toestemming van de eigenaar bijvoegen.
- Als de begunstigde van de premie jonger is dan 65 jaar: een attest van erkenning van handicap uitgereikt door de DG Personen met een handicap of een invaliditeitsattest uitgereikt door het ziekenfonds of een medisch attest van de arts.
- Als de aanvrager een verhoogde tegemoetkoming krijgt, moet hij een recent attest (< 3 maanden) van het ziekenfonds voorleggen.
- Een rekeningnummer waarop de premie moet worden gestort.

Het aanvraagformulier is op aanvraag beschikbaar bij de betrokken gemeentedienst of is te downloaden via de gemeentelijke website (www.etterbeek.be).

Er wordt een register bijgehouden met de premieaanvragen volgens de datum van ontvangst van de volledige aanvragen, met andere woorden aanvragen die beantwoorden aan de formaliteiten uit artikel 4 §2.

Een afgevaardigde van de gemeente komt binnen een maand na ontvangst van de volledige aanvraag ter plaatse voor een bezoek. Voor de inrichtingen mag het nog gaan over een project. Inrichtingen die al werden uitgevoerd en waarvoor de premie wordt aangevraagd mogen niet langer dan 6 maanden zijn uitgevoerd voordat de gemeentedienst de volledige aanvraag heeft ontvangen.

Enkel volledige dossiers, in overeenstemming met artikel 4 §2, worden voorgelegd aan het college van burgemeester en schepenen om een beslissing te nemen over de ontvankelijkheid van de aanvraag.

Artikel 5: Voorwaarden voor de betaling van de premie

De werkzaamheden moeten worden uitgevoerd binnen één jaar nadat het college van burgemeester en schepenen de aanvraag ontvankelijk heeft verklaard.

Zodra de werkzaamheden zijn uitgevoerd, moet de begunstigde van de premie de betrokken dienst daarvan op de hoogte brengen. Een afgevaardigde van de gemeente controleert ter plaatse of de werkzaamheden overeenstemmen met het oorspronkelijke prijsbestek of de factuur die werd voorgelegd. Er wordt een rapport opgesteld dat vermeldt of de werkzaamheden al dan niet conform werden uitgevoerd. Een kopie van de factuur wordt aan de afgevaardigde van de gemeente bezorgd.

Het dossier wordt aan het college van burgemeester en schepenen voorgelegd dat een beslissing zal nemen over de toekenning van de premie.

Als de uitgevoerde werken overeenstemmen met het bestek of de factuur, wordt de premie binnen zes maanden na de beslissing van het college van burgemeester en schepenen gestort.

Als de uitgevoerde werken niet overeenstemmen met het bestek of de factuur, kan het college van burgemeester en schepenen het bedrag beperken of de toekenning van de premie weigeren.

Als de betrokken diensten vaststellen dat de werkzaamheden niet conform werden uitgevoerd en als de begunstigde van de premie bewijst dat de situatie in orde werd gebracht, kent het college van burgemeester en schepenen de premie of de rest ervan toe op basis van een nieuw rapport na een controle ter plaatse door de afgevaardigde van de gemeente en op voorwaarde dat er nog kredieten beschikbaar zijn.

Artikel 6: Huurders van sociale woningen

§1 Log'Iris: de aanvrager richt zich rechtstreeks tot de sociale dienst van Log'Iris, die een plaatsbezoek zal uitvoeren, een bestek zal opmaken en het formulier aan de betrokken dienst zal bezorgen. In dat geval is het bezoek van de afgevaardigde van de gemeente niet verplicht.

§2 Regie van Grondbeleid: de aanvrager richt zich tot de Regie van Grondbeleid om toestemming te krijgen. De Regie van Grondbeleid zal de werkzaamheden volledig leiden (van het bestek tot de uitvoering ervan).

§3 Sociaal verhuurkantoor: de aanvrager richt zich tot het sociaal verhuurkantoor om toestemming te krijgen. Het sociaal verhuurkantoor zal de werkzaamheden volledig leiden (van het bestek tot de uitvoering ervan).

Artikel 7: Gegevensbescherming

Om de identiteit van de aanvrager te kunnen controleren, wordt aan de aanvrager gevraagd om een kopie van zijn identiteitskaart bij te voegen om zijn gegevens te kunnen raadplegen. Die kopie wordt niet bewaard na de controle. Om de vertrouwelijkheid van zijn persoonsgegevens te versterken, voert de aanvrager de volgende acties uit op de kopie van zijn identiteitskaart:

- Niet-relevante gegevens die zichtbaar zijn op de kopie van de identiteitskaart doorhalen.
- De kopie van de kaart doorstrepen.
- Op de doorstreepte kopie de bestemming en het toegestane gebruik van de gegevens vermelden.

De persoonlijke gegevens die in het formulier worden verzameld zijn noodzakelijk om de aanvraag en de betaling van de premie te verwerken. De gegevens worden niet doorgegeven aan derden.

De aanvrager kan op elk moment vragen om zijn gegevens te raadplegen of te wijzigen.

Met vragen over het gebruik van persoonsgegevens kan de aanvrager zich richten tot de gegevensbeschermingsambtenaar van het gemeentebestuur via e-mail naar dpo@etterbeek.be of per brief naar het gemeentebestuur (ter attentie van de DPO).

Artikel 8: Bijzondere gevallen

Het college van burgemeester en schepenen kan een afwijking toestaan voor gevallen die belang kunnen hebben maar niet voorzien zijn in dit reglement.

4 annexes / 4 bijlagen

*REGLT_20201028_primes_log_VeNI_VF.pdf, REGLT_20201028_primes_log_VeFr_VF.pdf,
REGLT_20091214_primes_log_VeFr_VF.pdf, REGLT_20091214_primes_log_VeNI_VF.pdf*